

Le colonel Jacques Rosier et le génocide des Tutsi

Jacques Morel

2 avril 2013, v1.8

Jacques Rosier est officier des troupes de marine.¹ Comme Didier Tauzin, il a participé à l'opération Barracuda, qui a destitué l'empereur Bokassa en septembre 1979.² Ce sont donc des experts en politique africaine ! Chef de corps du 1^{er} RPIMA de 1990 à 1992, le colonel Rosier, forme un groupement de commandos de recherche et d'action dans la profondeur (CRAP) qui intervient en Irak en 1991.³ Trois membres de ces commandos du 13^e RDP se font d'ailleurs « cravater ».⁴

En 1993, il est fait officier de la Légion d'Honneur. Il est « blessé et cité ».⁵

En 1994, il est chef « opérations » de l'état-major du COS à Taverny.

Le 14 novembre 1996, il est nommé général de brigade,⁶ général de division le 21 décembre 2000.⁷

Le 1^{er} juillet 1997, il est nommé commandant du groupement spécial autonome.⁸ Ce groupement spécial autonome (GSA) est constitué des forces spéciales de l'armée de terre, dont le 1^{er} RPIMa.

Le 1^{er} juillet 1999, il est nommé adjoint au général commandant l'état-major de force n° 1.⁹

1 Commandant de l'opération Noroît

Chef de corps du 1^{er} RPIMa, il participe du 11 au 16 juin 1992, en tant que « technicien », à une mission d'évaluation dirigée par le colonel Delort assisté

1. Certains journalistes écrivent Rozier.

2. J.-C. Lafourcade [8, p. 69] ; D. Tauzin, [16, pp. 51, 109].

3. <http://www.rpima1.terre.defense.gouv.fr/decouverte/historique/quiouse/index.html>

4. Le capitaine Fernandès, les sous-officiers Clément et Authon du 13^e RDP de Dieuze en mission de reconnaissance à la frontière saoudo-irakienne ont été capturés à bord d'un engin tout terrain par une patrouille irakienne « *qu'ils n'avaient pas identifiée* » le 29 octobre 1990 puis relâchés par Saddam Hussein. Cf. *Trois soldats capturés par les Irakiens*, L'Est Républicain, 3 novembre 1990 ; Marcel Gay, *Les trois dragons lorrains espionnaient en territoire irakien*, L'Est Républicain, 5 novembre 1990.

5. JORF, n° 154 du 6 juillet 1993, page 9546, NOR : DEFM9301662D

6. JORF n° 269 du 19 novembre 1996 page 16871.

7. J.O. Numéro 300 du 28 Décembre 2000.

8. JORF n° 152 du 2 juillet 1997 page 10055.

9. JORF n° 125 du 2 juin 1999, page 8138, NOR : DEFM9900012D

du colonel Galinié, ancien attaché militaire. Cette mission conclut à l'insuffisance de la puissance de feu de l'armée rwandaise pour stopper les offensives de l'APR, l'armée du Front patriotique du Rwanda (FPR), au manque de réserves pour contre attaquer et d'un encadrement à la hauteur de la situation. Le colonel Rosier est nommé peu après commandant des opérations au Rwanda.¹⁰ Il commande l'opération Noroît, y compris le DAMI, de juin à novembre 1992.¹¹

« Arrivé sur place au Rwanda ma priorité n° 1 est de monter dans les plus brefs délais une batterie de 105 cédée par la France et servie par les FAR. Pour ce faire je dispose des cadres d'une batterie du 35^e RAP à effectif de 25 hommes qui, en moins de deux semaines, réalisent la formation théorique à l'école de pièce au camp de Kanombe.

Le 8 juillet, doublée par les cadres français, la batterie rwandaise effectue son premier tir dans le secteur de Byumba. Nous n'en sommes alors qu'au stade de l'école à feu. Mais le niveau progresse rapidement car tous les jours la batterie est engagée dans l'un des trois secteurs opérationnels. Il en sera ainsi jusqu'au cessez-le-feu du 1^{er} août, date à laquelle les servants rwandais sont totalement autonomes. Dans des délais encore plus brefs, nous contribuerons à la mise sur pied de la 2^e batterie (122 D30 fournie par l'Égypte) [...] »¹²

Dans ces propos de Rosier, il est clair que les Français prennent part au combat en réglant les pièces d'artillerie. Le rapport Mucyo note que cela correspond à la création d'un DAMI artillerie.¹³ Ce rapport reproduit les propos que tient James Kabarebe à David Servenay.¹⁴ Ils correspondent exactement avec ce que dit Rosier à Lugan. Les Français étaient sur la ligne de front et commandaient les FAR. Malgré ces bombardements l'attaque d'infanterie des FAR a été repoussée par l'APR et a essuyé de lourdes pertes. La participation aux combats des conseillers français du bataillon « artillerie de campagne » (AC) est aussi confirmée par le colonel Murenzi et le général Rwarakabije.¹⁵ Rappelons que la France justifiait toujours la présence de ses soldats par la protection de ses ressortissants.

1.1 L'appui total aux FAR malgré leur doctrine militaire génocidaire publiquement énoncée et mise en pratique

C'est à cette époque que le texte définissant l'ennemi est diffusé dans l'armée rwandaise.¹⁶ Non seulement il est probable que le colonel Rosier a eu

10. B. Lugan [9, pp. 101–102]; P. Péan [12, p. 110].

11. *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Rapport, p. 146].

12. B. Lugan [9, p. 102].

13. Rapport Mucyo, [3, p. 48].

14. G. Périès, D. Servenay [13, pp. 204-205].

15. Rapport Mucyo, *ibidem*.

16. République rwandaise, Ministère de la Défense nationale, Armée rwandaise, État-major, G2, 21 septembre 1992, n° 1437/G2.2.4. Objet : Diffusion d'information. Destinataires : Liste

connaissance de cette définition, mais son attitude ultérieure montre qu'il l'a faite sienne : « *L'ennemi principal est le Tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur, extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui N'a JAMAIS reconnu et NE reconnaît PAS encore les réalités de la Révolution Sociale de 1959 et qui veut reconquérir le pouvoir au RWANDA par tous les moyens, y compris les armes.* » Le partisan de l'ennemi principal est « *toute personne qui apporte tout concours à l'ennemi principal* »

1.2 Les Accords de paix d'Arusha : un marché de dupes

Le général Rosier confie à Bernard Lugan que les Accords d'Arusha étaient un marché de dupes débouchant fatalement sur le chaos :

« La formule assistance militaire + multipartisme + Arusha a généralisé le cancer car la maladie requérait un traitement par paliers successifs : 1/ redressement militaire, 2/ ouverture politique, 3/ négociations avec le FPR. L'ouverture politique sans redressement militaire préalable, c'était, à coup sûr, la déstabilisation de l'État. L'État déstabilisé, c'était, hélas, le marché de dupes d'Arusha débouchant fatalement sur le chaos. »¹⁷

Nous remarquons sur ce point une identité de vue de Rosier avec le colonel Tauzin, son successeur à la tête du 1^{er} RPIMA, et avec le général Quesnot. Sachant que Rosier et Tauzin sont experts en coups d'État africains, il est permis de se poser des questions sur leur rôle lors du coup d'État des 6-8 avril 1994 à Kigali, dont l'objectif a été d'empêcher de manière définitive la mise en application de ces accords de paix qui permettaient au FPR, donc à leurs yeux aux Tutsi, d'accéder au gouvernement et fusionnaient les deux armées.

2 Présence d'éléments des COS au Rwanda pendant le génocide

En tant que « Commandant Opérations » au Commandement des opérations spéciales (COS),¹⁸ le colonel Rosier est responsable des éléments COS restés au Rwanda pendant le génocide ou venus en précurseurs avant l'opération Turquoise. Ce n'est pas sans raison que Corine Lesnes l'appelle « *l'homme des missions spéciales du 1^{er} RPIMA* ». ¹⁹

A, Comdt Sect OPS (Tous), Info : EM Gd N. Signé Déogratias Nsabimana, colonel BEM, Chef EM FAR, SECRET. TPIR, K1020494 à K1020507. <http://www.francegenocidetutsi.org/NsabimanaDefinitionEnnemi21septembre1992.pdf>

17. Entretien avec le général Rosier. Cf. B. Lugan [9, p. 278].

18. B. Lugan [9, p. 214].

19. Corine Lesnes, *A la rencontre des victimes dans le « triangle de Kibuye »*, Le Monde, 2 juillet 1994, p. 3. <http://www.francegenocidetutsi.org/RecontreVictimesTriangleKibuye2juillet1994.pdf>

2 PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS DES COS AU RWANDA PENDANT LE GÉNOCIDE

Cette présence des COS pendant le génocide est à distinguer de la présence d'officiers et de sous-officiers français dans le cadre de la coopération qui, au dire du général Quesnot, n'a pas été interrompue.

La présence de membres du COS durant le génocide est certaine. C'est une pratique habituelle de l'armée française en situation de guerre ou de préparation à la guerre, qui est menée au titre du renseignement. On se reportera à l'exemple donné plus haut d'envoi de CRAP du 13^e RDP en Irak avant que la guerre n'éclate. Rosier en serait un des responsables.

Ces agents de renseignement ont vu des horreurs au Rwanda et ont pu renseigner leur hiérarchie à Paris. Assister à des horreurs sans rien faire, alors qu'on a des moyens de réagir, c'est les approuver.

2.1 Des Français au pont de la Nyabarongo entre Kigali et Gitarama

Les informations sur la présence de Français au Rwanda pendant le génocide sont peu fiables et difficiles à recouper. Un témoin qui paraît assez sérieux est Tharcisse Nsengiyumva, ancien chauffeur de Bagosora, membre du bataillon léger antiaérien. Il est handicapé suite à un accident. Il a vu l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana depuis l'hôpital de Kanombe. Son témoignage a été retenu par la commission Mutsinzi et par les experts des juges Poux et Trévidic. Transporté en autocar de Kanombe à Butare le 24 avril 1994, il voit deux militaires français sur le pont de la Nyabarongo en sortant de Kigali vers Gitarama. Ce pont est sur l'unique route goudronnée qui mène au Burundi par Butare et au Zaïre par Cyangugu. C'est un point stratégique. Cécile Grenier l'interroge :

Q : Est-ce que les soldats français eux aussi ont tenu des barrières ?

R : Oui. Lorsque nous les militaires handicapés nous avons fui le 24/04/1994, nous avons trouvé les Français sur une barrière au pont de Nyaruteja, en direction de Gitarama.

Q : Vous êtes donc passés par le Bugesera ?

R : Non. C'est le pont de la Nyabarongo. C'est comme ça qu'il s'appelle.

Q : Vous les y avez vus ?

R : Tout à fait. Ils s'y trouvaient.

Q : Avec qui étaient-ils ?

R : Ils étaient avec des soldats ex-FAR et des Interahamwe. De telle sorte qu'ils demandaient aux passagers des cartes d'identité et les Tutsi étaient mis d'un côté, les Hutu de l'autre.

Q : Ça tu l'as vu toi-même ?

R : Cela je l'ai vu de mes propres yeux. Car nous nous y sommes arrêtés. Nous y avons passé environ une vingtaine de minutes.

Q : Les Tutsi qu'ils séparaient des Hutu, que faisaient-ils d'eux ?

R : Ils les tuaient !

2 PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS DES COS AU RWANDA PENDANT LE GÉNOCIDE⁵

Q : C'est-à-dire que vous avez vu des cadavres ?

R : Ils les emmenaient plus loin à l'écart et c'est là qu'ils les tuaient. Les corps, ils les jetaient dans la Nyabarongo, nous avons vu ça.

Q : C'est les Français eux-mêmes qui demandaient la carte d'identité ?

R : Une personne venait et passait devant les militaires en tenant bien en évidence sa carte d'identité. Les Français alors eux aussi consultaient cette carte d'identité et vérifiaient la mention ethnique « Tutsi, Hutu » et ils les séparaient. Pour l'exécution, cela était fait par les Interahamwe.

Q : Ces Français relevaient de quel corps d'armée ?

R : Les corps d'armée, je ne les connais pas, toutefois je me souviens de la tenue qu'ils portaient. Ils avaient des bérets verts et leurs chemises étaient d'un vert foncé, avec de poches par devant et un cordon élastique sur le bas, (qui faisait le tour de la taille), ainsi que des pantalons également vert foncés ordinaires.

Q : Tu ne sais pas si c'était des paras ou d'autres ?

R : Non. Les paras eux ils avaient des bérets rouges. Ceux-là n'étaient pas des paras. [...]

Q : Revenons un peu en arrière sur la période de ta fuite de Kigali, quand tu as traversé le pont de la Nyabarongo. Un peu plus de détails sur cette barrière de la Nyabarongo : Comment les soldats français s'y conduisaient-ils, à quoi servaient-ils, comment collaboraient-ils avec les Interahamwe et les soldats rwandais qui s'y trouvaient ?

R : Personne, pas une seule personne ne pouvait passer de l'autre côté du pont sans avoir montré ses pièces d'identité. Ce en quoi ils les aidaient, c'était de garder cette barrière et ce pont, et ils arrêtaient les gens, les identifiaient et ils séparaient ceux qui avaient une identité marquée hutu de ceux qui l'avaient marquée tutsi. En cela ils imitaient ce que les autres qui se trouvaient avec eux faisaient, ils disaient aux uns de se ranger de tel côté et aux autres de se ranger de tel autre. L'instant d'après, leurs collègues disaient aux Tutsi de les suivre : « Venez, leur disaient-ils, nous allons vous montrer quelque chose », et un petit moment plus tard, tu voyais leurs corps rouler dans les eaux de la Nyabarongo.

Q : C'est-à-dire tu as vu tuer les gens à cet endroit ?

R : Oui. Nous étions assis dans notre bus, ils les ont emmenés et quelques minutes après nous avons vu leurs corps dans la Nyabarongo.

Q : Ils les tuaient avec quelles armes ? Des machettes ? Des massues ? Ou autres choses ?

R : Ils avaient des massues qu'ils appelaient Nta mpongano y'umwanzi (pas de pitié pour l'ennemi). C'était des massues en bois dont le bout était hérissé de clous, je ne sais pas s'ils donnaient les coups

sur la tête ou sur la nuque, mais c'était avec ça et avec des épées qu'ils les tuaient.

Q : Donc, hormis les Français, il y avait aussi d'autres personnes pour garder cette barrière ?

R : Il y avait des militaires rwandais, deux, et quatre Interahamwe.

Q : C'est-à-dire que les Français se trouvaient avec des militaires rwandais et des Interahamwe ?

R : Oui.

Q : Peux-tu nous en parler plus en détails ?

R : A cette barrière, il y avait deux soldats français, deux soldats rwandais et quatre Interahamwe. [...]

Q : Est-ce durant le jour ou durant la nuit que vous avez franchi le pont de la Nyabarongo ?

R : C'était dans l'après-midi, entre 15 h 30 et 16 h 00.

Q : C'est-à-dire qu'il faisait encore jour ?

R : C'était encore vraiment le jour, on y voyait parfaitement.²⁰

2.2 Des membres des COS envoyés en précurseurs

Il y a plusieurs preuves que des éléments des COS ont été envoyés en précurseurs. La chaîne de télévision *France 2* révèle le 23 juin que des COS sont au Rwanda depuis une semaine, soit depuis le 16 juin :

Selon nos informations, depuis une semaine des hommes du COS, le commandement des opérations spéciales, sont à pied d'œuvre dans cette zone pour baliser le terrain, étudiant les points stratégiques.²¹

Le lieutenant-colonel Jacques Hogard qui, à son arrivée le 29 juin à Goma, rencontre le général Lafourcade, laisse entendre que des éléments COS rayonnent au Rwanda depuis le 15 juin environ :

Le général Lafourcade [le 29 juin] me demande de rejoindre personnellement et dès que possible, le colonel Rosier, commandant le fameux groupement du COS qui rayonne au Rwanda depuis une quinzaine de jours [...]²²

Thierry Prunghaud, adjudant-chef du GIGN, l'un des militaires qui ont déclenché l'opération de secours aux survivants tutsi à Bisesero le 30 juin, déclare être arrivé « *le 19 juin à Goma* ». Mais interrogé par Laure de Vulpian, il convient que pendant « *au moins quinze jours* » il a cru que les Hutu étaient victimes des Tutsi.²³ Cela signifie qu'il était déjà au Rwanda vers le 15 juin et cela concorde avec ce qu'écrit Hogard.

20. Interview de Tharcisse Nsengiyumva par Cécile Grenier, 8-9 janvier 2003, Remera (Kigali). Ce témoin a vu l'attentat contre l'avion d'Habyarimana depuis le camp de Kanombe et a été interrogé par la commission Mutsinzi.

21. Dorothee Olliéric, *France 2*, 23 juin 1994, 20 h.

22. J. Hogard [7, p. 37].

23. Interview de Thierry Prunghaud par Laure de Vulpian, *France Culture*, 22 avril 2005, journaux de 8 heures, 13 heures et 18 heures.

Selon Éric Micheletti, les COS sont à pied d'œuvre à Goma le 20 juin. Ils sont à Bukavu le 20 ou le 21. Une incursion au Rwanda a lieu avant le 23 juin :

Tous les commandos [du COS] et leurs équipements vont embarquer dans la foulée à bord d'un Airbus, de Hercules, du Transall et aussi d'un Antonov AN-124 et d'Ilyushin IL-76 à destination de Bangui, en République centrafricaine. Le 20 juin, avec des éléments du 1^{er} RPIMa prépositionnés en République centrafricaine, le premier Transall se pose sur l'aéroport de Goma.

La vingtaine de commandos va aussitôt sécuriser la piste zaïroise avant que n'arrivent d'autres Transall ayant embarqué les autres commandos de la marine et de l'armée de l'air, dont une partie ira reconnaître l'aéroport de Bukavu. Le lendemain les premiers véhicules français, avec à leur bord des commandos du COS, franchissent la frontière entre le Zaïre et le Rwanda et stoppent à Cyangugu. Au cours de cette journée, les Transall et Hercules ont commencé leur noria entre la République centrafricaine et le Zaïre pour apporter les véhicules légers, P-4 et VLRA, et l'armement d'appui.

Le 23 juin, à 15 h 30 précises, 46 commandos du COS franchissent cette fois officiellement la frontière en direction de Cyangugu : l'opération *Turquoise* commence [...] ²⁴

2.3 L'extraction des militaires français présents durant le génocide

Une des premières tâches de l'opération Turquoise a été de récupérer des militaires français présents durant le génocide, que ce soit des CRAP, des COS, des coopérants militaires ou des mercenaires. C'est Rosier lui-même qui l'affirme dans son rapport : « *Etant encore seul sur zone, le détachement effectuait également quelques missions d'extractions dans la région de Gisenyi.* » ²⁵

3 L'Élysée voulait aller sur Kigali

En mai 1994, Rosier a été chargé d'étudier une arrivée du COS sur Kigali :

« Avant de partir, dans la phase préparatoire, courant mai, on m'avait demandé d'étudier la faisabilité de la mise en place d'un détachement du COS à Kigali. Dans l'entourage de Mitterrand, on voulait aller sur Kigali. Bien en amont, en mai, j'ai donc fait une étude... En hélico, cela aurait été une aventure terrible, très risquée en termes militaires. Or, Balladur l'a dit devant la mission d'information, il ne voulait pas prendre de risque, il ne voulait même pas

24. Éric Micheletti [11, p. 18].

25. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 397]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

entrer sur le territoire rwandais. L'arrivée sur Kigali a donc été étudiée, mais pas exécutée. »²⁶

L'allusion à « l'entourage de Mitterrand » désigne principalement son conseiller militaire, le général Quesnot.

4 Rosier commande le groupement COS de Turquoise

Lors de l'opération Turquoise, Jacques Rosier commande le groupement COS, première unité arrivée au Rwanda. Pendant six jours, du 20 au 26 juin inclus, le COS dépend directement de l'état-major des armées (EMA).²⁷ Plus précisément, il rend compte au général Lafourcade le 25 juin qui vient d'arriver le matin même à Goma. Ce dernier écrit que les unités spéciales de Rosier « *passent maintenant sous mon commandement* » et nous sommes le 25 après-midi.²⁸

De plus, Rosier est, au début, commandant du secteur sud du dispositif Turquoise. Il installe d'abord son PC sur l'aéroport de Kavumu près de Bukavu. À quelle date arrive-t-il ? Selon le rapport de Rosier, le 20 juin, une « équipe de reconnaissance à bord du C160 du COS se posait à Goma ». ²⁹ Des journalistes rapportent par ailleurs que le 20 juin, une vingtaine d'officiers français arrivent à Goma.³⁰

Le colonel Rosier dispose d'un état-major COS, le DLMO (Détachement de liaison et de mise en œuvre) composé de 10 hommes de l'EM du COS et de 20 autres du 1^{er} RPIMa. Le lieutenant-colonel Marcel Gegou est collaborateur immédiat de Rosier.³¹ Il commandait le secteur opérationnel de Byumba lors de l'opération Chimère en 1993.³² Le colonel Leduc s'occupe du site de Bukavu.³³

Le COS Turquoise est formé de 3 groupes³⁴ :

Groupe 1 : Un détachement de 58 hommes du 1^{er} RPIMa commandé par le colonel Didier Tauzin, alias Thibaut.

Le groupe 1 s'établit d'abord au camp de Nyarushishi puis s'avance jusque Butare, se replie et organise un barrage à l'est de Gikongoro.

26. G. Périès, D. Servenay, Entretien avec J. Rosier, 27 février 2006 et 22 juillet 2006 [13, p. 319].

27. B. Lugan [9, p. 214, 266].

28. J.-C. Lafourcade [8, p. 68].

29. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 398]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

30. Jean Hélène, *Un Zaïre providentiel et inquiet*, Le Monde, 23 juin 1994, p. 3 ; Monique Mas [10, p. 425].

31. B. Lugan [9, p. 252].

32. Rapport Mucyo, [3, p. 177] ; D. Tauzin [16, p. 72].

33. P. Péan [12, p. 476].

34. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994. Cf. *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 396]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

Groupe 2 : Un détachement de 43 hommes de l'escadron d'intervention des commandos de l'air (EICA), CPA 10, basé à Nîmes, commandé par le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, alias Diego.

Groupe 3 : Un détachement formé de 44 hommes en deux escouades du commando de marine Trepel de Lorient commandé par le capitaine de frégate Marin Gillier.

En plus :

- Huit gendarmes du GSIGN sont répartis entre les groupes 2 et 3.

- Une dizaine de spécialistes des opérations en « *zone hostile* » du 13^e Régiment de dragons parachutistes sera rattachée au commando de marine Trepel à Gishyita.³⁵ Le capitaine Olivier Dunant en fait partie.³⁶

La mission de Rosier est clairement de faire barrage au FPR aux côtés des auteurs du génocide, sous couvert d'une mission humanitaire. Il est aussi chargé de récupérer les coopérants et les hommes qui étaient restés au Rwanda « en sonnettes » pendant le génocide.

4.1 L'arrivée du COS

Un élément précurseur arrive le 20 juin à Goma :

Le 20 juin une équipe de reconnaissance à bord du C160 du COS se posait à GOMA pour prendre contact avec les FAZ, vérifier l'état de la piste et se rendre compte des implications de la situation militaire au RAWNDA [RWANDA] sur la sécurité des vols. Au cours de la même mission une reconnaissance à vue de la plateforme de Bukavu était effectuée.³⁷

Le gros du détachement est arrivé le 22 juin au matin et, l'après-midi, un élément a été aérotransporté à Bukavu.³⁸

4.2 Une réunion secrète le 22 à Bukavu

Un milicien, Ahmed Bizimana, interrogé en prison à Cyangugu par Georges Kapler, affirme qu'une réunion a eu lieu entre des autorités rwandaises et des Français, le 22 à l'hôtel Résidence de Bukavu :

En juin 1994, les Français sont arrivés dans notre pays. Ils entraient par le Congo. Ils logeaient à l'hôtel Résidence, c'est là que je les ai vus pour la première fois, à l'occasion d'une réunion avec le préfet et le commandant de la région, pour préparer leur entrée dans le pays par cette ville. Cet hôtel est du côté congolais, à Bukavu.

35. Dominique Garraud, *Des soldats d'élite au service de l'humanitaire au Rwanda*, Libération, 2 juillet 1994, p. 17.

36. B. Lugan [9, p. 270]. Lugan parle du capitaine Dinant du 13^e RDP. Nous pensons qu'il s'agit du capitaine Olivier Dunant.

37. Rapport du colonel Rosier, *ibidem*, p. 398. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

38. *Ibidem*.

Plus précisément, à l'hôtel Résidence, j'y suis allé avec Yusufu Munyakazi. Dans une jeep de la marque Suzuki. Nous avons laissé la voiture et avons emprunté un minibus en compagnie du préfet et du commandant militaire ainsi que le député Félicien Barigira. Ils ont eu une réunion restreinte à l'hôtel.

Nous sommes rentrés le soir avec deux Français qui nous ont accompagnés jusqu'au pont marquant la frontière. Il avait été décidé qu'ils entreraient le lendemain.³⁹

Vu la personnalité du témoin, ces affirmations doivent être examinées avec circonspection. Qu'il y ait eu une réunion discrète le soir du 22 juin avec des autorités rwandaises n'a rien d'in vraisemblable. Il y a bien un hôtel Résidence à Bukavu. Auraient participé à la réunion, le préfet Bagambiki et le lieutenant Imanishimwe. Cela n'a rien d'étonnant puisqu'ils seront là ensemble le lendemain pour l'accueil officiel. Le député Félicien Barigira est député du MRND, membre du comité préfectoral du MRND à Cyangugu. Bien que les deux premiers soient des officiels, qui ont donc organisé le génocide, beaucoup plus problématique est la présence de John Yusuf Munyakazi qui est un tueur, chef de milice. Il a pu être présenté comme un responsable de l'auto-défense civile. Les Français, Rosier en l'occurrence, pourront dire qu'ils ne le connaissaient pas à ce moment-là.

Que ce chef milicien, dont Ahmed Bizimana serait le chauffeur, vienne à cette réunion alors qu'il est en train d'organiser pour le lendemain le massacre des Tutsi du camp de Nyarushishi, que les Français sont censés protéger est une contradiction de taille. On peut s'appuyer sur elle pour mettre en doute ce témoignage ou pour démontrer l'ambiguïté de la mission des Français. Ils pourraient dire qu'ils ignoraient les intentions de Yusuf. Quant au préfet Bagambiki, le colonel Hogard émettra de sérieuses réserves sur sa virginité.

4.3 L'approvisionnement en armes des FAR et milices

Le même témoin Ahmed Bizimana affirme que les Français sont rentrés au Rwanda dans la nuit du 22 au 23 juin et ont ravitaillé les miliciens en armes :

Il avait été décidé qu'ils [les militaires français] entreraient le lendemain. Mais ils n'ont pas attendu le lendemain, ils sont rentrés dans la nuit, vers 8 heures du soir, masqués avec des tricots ninja sur le visage ! C'est des espèces de tricots noirs qui couvrent le visage avec des trous pour les yeux et la bouche. C'est bien de couleur noire.

(Réponse à une question)

Oui, ils sont entrés la nuit par le pont avec leurs jeeps et leur matériel. Ils disaient qu'il n'y avait plus de matériel de travail, ils nous ont approvisionnés en fusils, munitions, grenades et tout le reste.⁴⁰

39. Georges Kapler, enregistrement vidéo, mars 2004. Cf. *L'horreur qui nous prend au visage* [4, p. 87].

40. Georges Kapler, enregistrement vidéo, *L'horreur qui nous prend au visage* [4, pp. 87-88].

Nous pensons que les propos de ce tueur sont crédibles. En effet, nous notons que l'usage de cagoules est courant dans les COS, de même que de se peindre le visage.⁴¹ De plus Jean Hélène signale que des commandos français se sont infiltrés au Rwanda dans la nuit du 22 au 23 juin. Le 23 au soir depuis Bukavu, il rapporte sur RFI : « *La nuit dernière, quelques commandos de reconnaissance se sont infiltrés au Rwanda pour baliser le terrain.* »⁴² Ce recoupement nous prouve que ce milicien ne fabule pas.

D'autres cas de livraisons d'armes sont signalés. Jean Ndiokubwayo change de l'argent à la frontière Rusizi I, près du pont qui sépare Cyangugu et Bukavu au Zaïre. Cet Interahamwe déclare :

Les militaires français sont entrés au Rwanda en 1994, traversant la frontière RUSIZI I de Cyangugu en provenance du Zaïre. Ces militaires sont entrés en deux étapes différentes. La première fois, un groupe de trois militaires français est venu jusqu'à la frontière du Rwanda (Rusizi I). Ils ont discuté avec le chargé d'immigration à qui ils ont dit qu'ils venaient pour la zone turquoise mais qu'ils allaient traverser le même jour. La seconde fois, un groupe de militaires français est entré le lendemain matin. Ils ont rencontré le Colonel SIMBA et le Député KAYONDE. Après leur discussion, les militaires français nous ont expliqué qu'ils venaient pour sauver les HUTU qui risquaient d'être exterminés par les TUTSI.

Ils nous ont alors demandé d'appeler les militaires de cette zone. J'en ai appelé six et nous sommes tous partis avec SIMBA et ce groupe de Français. Nous nous sommes rendus dans une maison qui appartenait à SIMBA, légèrement en retrait par rapport au reste de la ville. Cette maison était entourée d'une brousse épaisse. Les militaires français ont fait entrer leurs camions dans la cour d'entrée de la maison. A l'intérieur de la cour, nous nous sommes placés en file perpendiculairement au camion français. Les militaires français ont alors commencé à nous distribuer des armes en insistant pour débroussailler ou brûler les alentours de leur quartier général afin d'éviter toute infiltration des éléments du FPR ou ses complices. Il nous ont dit textuellement par le biais de SIMBA : « *nous allons vous remettre des armes et des machettes pour défricher les brousses et ainsi éviter que les Tutsi ne puissent nous tirer dessus* ».

Ils nous ont alors remis trois fusils, des grenades et des machettes. Les machettes se trouvaient dans des grandes caisses que les Français ouvraient eux-mêmes de leur voiture pour nous les distribuer. Nous nous sommes dispersés dans différentes directions autour de la maison et avons commencé à fouiller les broussailles. Nous y avons débusqué deux Tutsi que nous avons tués, l'un à la machette, l'autre

41. E. Micheletti [11, pp. 6, 9, 13, 26, 34, 37, 42, 45, 56...]. Par ailleurs, Canal Plus a projeté en avril 2004, lors d'une interview de Patrick de Saint-Exupéry, des images de l'opération Turquoise où des militaires français avaient le visage peint en noir.

42. Reportage de Jean Hélène depuis Bukavu, RFI, Afrique soir, 23 juin 1994. Cf. RFI, *Mission d'étude sur le Rwanda* [5, Tome II, p. 291].

a essayé de courir et l'un de nous, un militaire du nom de Masunzu, a tiré sur lui. Nous utilisons les armes reçues des Français. Plus loin, près de la prison, nous en avons débusqués cinq autres qui ont pu échapper à nos tirs. Nous sommes repartis faire rapport de l'opération et ils nous ont payé 700 FF. J'ai gardé deux cents et mes compagnons se sont partagés le reste. Ils nous ont alors demandé de rester à leur disposition pour les aider. C'est dans ce sens qu'après concertation avec les Français, SIMBA nous a envoyés chercher du renfort. J'ai pu amener trois autres jeunes qui ont reçu à leur tour des armes et des grenades.⁴³

Le même témoin a été interrogé en 2004. Il détaille la première rencontre avec les Français qui corrobore ce que dit plus haut Ahmed Bizimana :

J'ai eu mes premiers contacts avec les Français en juin, juillet 1994. La première fois que je les ai vus, il s'agissait de deux Français à pied qui venaient de Bukavu au niveau du pont, et ont parlé au chef de l'immigration. Deux autres Français sont descendus d'une colline au Zaïre et ont rejoint les deux autres dans le bureau de l'immigration. Le chef de l'immigration a téléphoné au commandant rwandais de Cyangugu qui est arrivé. Il était 6 heures du soir. Dans leur entretien, les Français ont dit au commandant qu'ils ne reviendraient pas tout de suite. Mais à 20 heures, ils sont venus avec 4 Jeeps « Benz » et 6 camions chargés d'armes (les camions n'étaient pas bien bâchés) et de gros fusils. Nous étions nombreux et contents de recevoir des Français qui allaient nous aider à combattre les Inyenzi qui allaient nous exterminer.⁴⁴

Jean Bosco Habimana dit Masudi était membre des FAR. Il a reçu des Français une formation commando à Bigogwe. Il a formé des Interahamwe avant et pendant le génocide. Fin juin 1994, il était à Cyangugu et faisait partie des six militaires apportés par le témoin précédent, Jean Ndiokubwayo, aux militaires français à la frontière. Il a participé à la fouille des broussailles entourant la maison de SIMBA dans laquelle le détachement français allait s'installer :

Les militaires français sont arrivés à Cyangugu, ont traversé la Rusizi disant qu'ils venaient sauver les Hutu. Dès qu'ils sont arrivés, ils ont dit au groupe d'Interahamwe, qui les a accueillis chaleureusement, qu'ils craignaient que ce sont les Hutu qui étaient en train d'être tués, que si il en était ainsi la situation aurait pu être compliquée. Mais, puisque il s'agit seulement de Tutsi qui étaient tués, il n'y a aucun problème car ils venaient protéger les Hutu et contrecarrer l'avancée du FPR vers Cyangugu. Immédiatement, après avoir traversé la frontière [arrivés dans la maison du colonel Simba], ils nous ont distribué des grenades, des fusils et des machettes à double

43. Audition du 14/12/2006. Cf. Rapport Mucyo, [3, pp. 181–182].

44. Témoignage recueilli par Annie Faure et Raphaëlle Maison, 28 octobre 2004.

tranchant. Nous étions un groupe d'Interahamwe et d'anciens militaires. Etant moi-même un ancien militaire, j'ai reçu un fusil L4,⁴⁵ une grenade M28 et une machette. Ils nous ont ordonné d'aller aux alentours traquer l'ennemi, c'est-à-dire le Tutsi, qui se serait caché dans les buissons et de les tuer à la machette. Nous l'avons fait et, effectivement, nous avons tué des Tutsi qui s'étaient cachés dans les buissons. En plus, nous n'avions plus peur d'aller fouiller les maisons des gens étant donné que nous étions armés, chose que nous ne pouvions pas faire sans ces armes. [...] Elles ont été utilisées pour tuer des Tutsi à la barrière de Gasandara et tout près de la rivière Rusizi où les cadavres des personnes tuées étaient jetés dans la rivière. J'ai moi-même tué deux personnes avec ces fusils au même endroit. De même, un certain Marcel, avec la machette qu'il avait reçu des Français, a tué un Tutsi qui s'était caché dans le buisson situé en bas chez Vuningoma. [...] Les tueries se sont intensifiées et il y avait beaucoup de cadavres dans la rivière de la Rusizi. Les Français nous ont dit que nous étions bêtes de laisser ces cadavres flotter à la surface de l'eau, que cela constituerait un grave problème si des photos étaient prises, ensuite ils nous ont montré comment faire pour que ces cadavres ne flottent plus. Ils sont montés dans des bateaux et se sont dirigés vers les cadavres flottants qu'ils ont éventrés à l'aide de baïonnettes.⁴⁶

Ce témoin a été entendu aussi par Georges Kapler en mars 2004.⁴⁷ Il n'aborde pas cet épisode avec Kapler.

5 La zone humanitaire n'est sûre que pour les auteurs du génocide

La Résolution 929 du Conseil de sécurité des Nations unies, rédigée par la France, est très ambiguë puisqu'elle ne parle pas de génocide et spécifie que l'opération Turquoise, qu'elle autorise, devra être « *menée de façon impartiale et neutre* ». ⁴⁸ Mais elle précise néanmoins que c'est une opération « *visant à contribuer, de manière impartiale, à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda* ». L'opération agira sous chapitre VII, donc aura le droit d'utiliser la force, contrairement à la MINUAR dirigée par le général Dallaire. De plus, contrairement à ce dernier, le commandement de l'opération Turquoise pourra décider de l'usage de la force sans avoir à attendre l'accord de l'Onu à New York.

Lorsque le 6 juillet 1994 le Conseil de sécurité accuse réception de la lettre de Jean-Bernard Mérimée l'informant de la création de la « Zone humanitaire

45. Les Rwandais confondant les lettres L et R, il faut lire ici fusil R4.

46. Audition du 14/12/2006. Cf. Rapport Mucyo, [3, p. 182].

47. *L'horreur qui nous prend au visage* [4, p. 163].

48. ONU, S/RES/929 (1994). <http://www.francegenocidetutsi.org/94s929fr.pdf>

sûre»,⁴⁹ la France devient la seule détentrice de l'autorité dans cette zone.

Comment les chefs des groupements Turquoise vont-ils exercer toutes leurs prérogatives ? Leur action s'exerce dans le cadre de directives émanant de la hiérarchie militaire aux ordres du gouvernement français, qui, pour ce que nous connaissons de ces directives secrètes, lui ordonnent :

- de permettre aux autorités locales de rétablir leur autorité comme le spécifie l'ordre d'opération Turquoise :

- AFFIRMER AUPRÈS DES AUTORITÉS LOCALES RWANDAISES, CIVILES ET MILITAIRES NOTRE NEUTRALITÉ ET NOTRE DÉTERMINATION À FAIRE CESSER LES MASSACRES SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE CONTRÔLÉE PAR LES FORCES ARMÉES RWANDAISES EN LES INCITANT À RÉTABLIR LEUR AUTORITÉ.⁵⁰

Étant donné que les autorités locales en place fin juin ont toutes organisé le génocide, les responsables réticents ou opposés ayant été éliminés, cet ordre enjoint aux militaires français de collaborer avec les responsables des massacres. La phrase « affirmer notre détermination à faire cesser les massacres sur l'ensemble de la zone contrôlée par les Forces armées rwandaises » exprime bien qu'il s'agit d'un vocabulaire à employer au niveau de la communication officielle. La règle de comportement sera d'« affirmer notre neutralité » :

ALFA : RÈGLES DE COMPORTEMENT
ADOPTER UNE ATTITUDE DE STRICTE NEUTRALITÉ VIS-À-VIS DES DIFFÉRENTES FACTIONS EN CONFLIT. INSISTER SUR L'IDÉE QUE L'ARMÉE FRANÇAISE N'EST PAS VENUE POUR COMBATTRE LE FPR NI SOUTENIR LES FAR AFIN QUE LES ACTIONS ENTREPRISES NE SOIENT PAS INTERPRÉTÉES COMME UNE AIDE AUX TROUPES GOUVERNEMENTALES.⁵¹

Il en découle que les chefs militaires français n'auront pas à démettre ces autorités de leur fonction, encore moins à les arrêter.

- de ne pas arrêter les présumés coupables d'assassinats ou de massacres, car cela « *ne relève pas du mandat qui nous a été donné* ». ⁵²

49. Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires africaines et malgaches, Paris, 7 juillet 1994, A/S : Rwanda. Cf. *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 447]. <http://www.francegenocidetutsi.org/MinAffEtDAM7juillet1994.pdf#page=2>

50. Ordre d'opérations de Turquoise, 22 juin 1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 387]. <http://www.francegenocidetutsi.org/OrdreOpTurquoise22juin1994.pdf#page=2>

51. Ordre d'opérations de Turquoise, 22 juin 1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 387]. <http://www.francegenocidetutsi.org/OrdreOpTurquoise22juin1994.pdf#page=2>

52. Note du Quai d'Orsay en date du 7 juillet 1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 447]. <http://www.francegenocidetutsi.org/MinAffEtDAM7juillet1994.pdf#page=2>

- de ne pas arrêter les membres du gouvernement intérimaire.⁵³
- de ne pas désarmer dans l'immédiat les FAR et les milices qui s'y trouvent.⁵⁴

Cet ordre est précisé explicitement par la note sur le concept de zone humanitaire protégée du 4 juillet.⁵⁵

- d'interdire aux FPR, FAR et « *aux milices de chaque partie* » de pénétrer dans la zone.⁵⁶ Mais comme les FAR et les milices sont déjà dans la zone, cet ordre ne sera exécuté qu'à l'encontre du FPR.

Le stratagème de l'opération Turquoise consiste en une opération présentée comme humanitaire, dans le cadre des Nations Unies, mais qui, en réalité, est destinée à sauver les organisateurs du génocide et leur éviter la défaite. Il est exprimé explicitement au paragraphe « IDÉE DE MANŒUVRE » de l'ordre d'opération Turquoise :

TERTIO : IDÉE DE MANŒUVRE
AFIN DE MARQUER LE CARACTÈRE HUMANITAIRE DE
L'OPÉRATION, ASSURER D'EMBLÉE LA PROTECTION DE
LA ZONE DE RASSEMBLEMENT DES PERSONNES DÉPLACÉES DE
CYANGUGU TOUT EN INITIANT LE DÉPLOIEMENT DE LA FORCE SUR
LES PLATES-FORMES DE GOMA ET DE KISANGANI.

ULTÉRIEUREMENT ÊTRE PRÊT À CONTRÔLER PROGRESSIVEMENT
L'ÉTENDUE DU PAYS HUTU EN DIRECTION DE KIGALI ET AU SUD
VERS NIANZI ET BUTARE ET INTERVENIR SUR LES SITES DE
REGROUPEMENT POUR PROTÉGER LES POPULATIONS.⁵⁷

La manœuvre consiste donc à camoufler derrière l'opération de protection des Tutsi du camp de Nyarushishi à Cyangugu une deuxième opération, offensive d'une part, puisqu'il s'agit de contrôler le pays jusqu'à Butare, Nianzi [Nyanza ?] et Kigali, une épuration ethnique d'autre part, puisqu'il s'agit de contrôler le « pays hutu », débarrassé donc de tout élément tutsi.

L'ensemble de ces directives offre un cadre qui va permettre aux organisateurs et aux exécutants du massacre des Tutsi de poursuivre leur projet génocidaire dans une zone présentée comme humanitaire sûre par les Français, sans

53. *Rwanda-Paris prêt à arrêter les membres du gvt*, Agence Reuter, Paris, 15 juillet 1994. Note manuscrite d'Hubert Védrine : « *Lecture du Président. Ce n'est pas ce qui a été dit chez le Premier Ministre. H Védrine* ». Le titre « *Paris prêt à arrêter les membres du gvt* » est souligné de sa main et il a coché le paragraphe « *S'ils viennent à nous et que nous en sommes informés, nous les internerons. [...]* ». <http://www.francegenocidetutsi.org/Reuter15juillet1994.pdf>

54. Note du général Quesnot et de Bruno Delaye à l'attention de Monsieur le Président de la République, 4 juillet 1994. Objet : Rwanda : Comité restreint du 4 juillet 1994. <http://www.francegenocidetutsi.org/QuesnotDelaye4juillet1994.pdf>

55. Note du ministère de la Défense et du ministère des Affaires étrangères, 4 juillet 1994. Objet : Rwanda ; concept de zone humanitaire protégée, contenu, évolution. <http://www.francegenocidetutsi.org/MinDefMinAffEt4juillet1994.pdf#page=2>

56. Note du ministère de la Défense et du ministère des Affaires étrangères, *ibidem*.

57. *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994*, [14], Rapport, p. 306 ; Annexes, p. 387]. Nianzi, en fait Nyanza, est l'ancienne résidence royale à 40 km au nord de Butare sur la route de Kigali. <http://www.francegenocidetutsi.org/OrdreOpTurquoise22juin1994.pdf#page=2>

craindre d'être pourchassés ou arrêtés par le FPR, qui, lui, met réellement fin au génocide.

6 Collaboration avec les organisateurs du génocide

Les rencontres du colonel Rosier avec les principales autorités locales ne sont pas relatées dans la presse. Mais elle sont certaines, car cette prise de contact avec ces autorités est une instruction figurant dans l'ordre d'opération Turquoise et les déplacements de Rosier pour « installer » ses troupes sont néanmoins relatés.

6.1 Rosier rencontre les autorités génocidaires de Cyangugu

Le 23 juin, lors de l'arrivée officielle des troupes françaises à Cyangugu, le colonel Rosier rencontre le préfet Emmanuel Bagambiki et le ministre des Transports André Ntagerura. Les journalistes n'en font pas relation, mais le fait est certain.⁵⁸

6.2 Rosier rencontre secrètement deux ministres

Il a une rencontre secrète le soir du 24 juin avec deux ministres du Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), Augustin Bizimana, ministre de la Défense et Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères. Cette rencontre démontre que la prétendue neutralité de l'opération humanitaire Turquoise, cache une autre opération, en connivence avec le GIR. Dans le compte rendu que Rosier adresse à son supérieur, le général Le Page, commandant le COS, le ministre de la Défense rwandais fait d'abord état de ses besoins en munitions :

FM. COL ROSIER TO GAL LE PAGE SAM 25-6/07-45.
 À SA DEMANDE J'AI RENCONTRÉ HIER SOIR LE MINDEF
 DANS UN ENDROIT DISCRET AU NORD DE CYANGUGU. IL
 ÉTAIT ACCOMPAGNÉ DU MINAE. [...] J'AI EU DROIT D'ABORD
 À UN EXPOSÉ DE LA SITUATION MILITAIRE. ELLE EST CA-
 TASTROPHIQUE NON PAS EN TERME D'EFFECTIFS MAIS
 DE MOYENS, NOTAMMENT DE MUNITIONS (ARTILLERIE).
 LE DÉSÉQUILIBRE DES FORCES SE SITUE À CE NIVEAU,
 CAR LE FPR EST TOUJOURS RAVITAILLÉ PAR L'UGANDA,
 PAR AILLEURS LE RWANDA NE DISPOSE PLUS DE RES-
 SOURCES FINANCIÈRES POUR SE FOURNIR, EN RAISON DE
 L'EMBARGO. [...]

⁵⁸. Vincent Hugeux évoque la présence d'un ministre du gouvernement provisoire. André Ntagerura est originaire de la région et y vient souvent. Cf. *Les oubliés de Bisesero*, L'Express, 30 juin 1994, p. 42.

C'EST ALORS QUE, TOUT EN LOUANT L'ASPECT HUMANITAIRE INDISPENSABLE DE NOTRE INTERVENTION, ILS M'ONT DEMANDÉ UNE AIDE D'UNE AUTRE NATURE ("DISCRÈTE" BIEN SÛR!) = DES MUNITIONS D'ARTILLERIE - ("VOS CANONS DE 105 SONT TOUJOURS LÀ, MAIS ILS SONT MUETS FAUTE D'OBUS"). LE BESOIN EXPRIMÉ CONCERNE ÉVIDEMMENT LE SECTEUR KIGALI EN PREMIER LIEU. JE LEUR AI RÉPONDU QU'IL ME PARAÎSSAIT ILLUSOIRE D'ESPÉRER UNE TELLE AIDE DANS LE CONTEXTE ACTUEL. ILS ONT EU L'AIR DÉPITÉ PAR MA RÉPONSE ET M'ONT DIT QU'ILS COMPTAIENT AVOIR RECOURS À DES MERCENAIRES (CAPITAINE BARRIL CONTACTÉ) PAR AILLEURS, JE LEUR AI DIT QU'IL SERAIT CATASTROPHIQUE POUR LEUR IMAGE QUE D'AUTRES MASSACRES AIENT LIEU. [...]⁵⁹

Nous notons le refus du colonel Rosier de leur fournir des obus pour les canons de 105 mm. Même si les militaires français l'avaient voulu, l'aéroport de Kigali étant aux mains du FPR, il semble très problématique à ce moment-là d'acheminer ce genre de munitions sur Kigali. Mais il n'y a pas de problème pour en faire débarquer à Goma et les acheminer au camp de Mukamira vers Ruhengeri. Le « vos canons » est un rappel que c'est à l'arrivée de Rosier en 1992, en tant que commandant de l'opération Noroît, que ces canons ont été livrés aux FAR et que celles-ci ont été formées à leur usage directement sur la ligne de front par le DAMI artillerie.

Le colonel Rosier aborde la question des massacres non pas en les condamnant mais en disant à ses interlocuteurs « *qu'il serait catastrophique pour leur image que de nouveaux massacres aient lieu* ». Nous reconnaissons-là des propos voisins de ceux que le général Huchon tient au colonel Rwabalinda qui lui rend visite à Paris en mai.⁶⁰ Les massacres ne sont pas condamnés d'un point de vue moral mais d'un point de vue médiatique. Nous en déduisons que le colonel Rosier n'exclut pas une aide militaire aux auteurs du génocide.

Les deux ministres font également une analyse de la situation politique où le GIR jouit du soutien total de la population alors que le FPR ne dispose d'aucun appui et n'existe que par ses succès militaires :

PUIS, L'ANALYSE EST DEVENUE PLUS POLITIQUE. LA SOUFFRANCE ET LES CRAINTES SUSCITÉES PAR LES SUCCÈS MILITAIRES DU FPR ONT PARADOXALEMENT ESTOMPÉ

59. Colonel Rosier au général Le Page, samedi 25 juin 1994, 7 h 45. Cf. Sylvie Coma, *Rwanda : Les bonnes affaires du capitaine Barril au temps du génocide*, Charlie Hebdo, 9 septembre 2009. Texte publié également par Benoît Collombat de France Inter le 16 septembre 2009. Voir http://sites.radiofrance.fr/franceinter/ev/fiche.php?ev_id=955. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierLepage25juin1994.pdf> .

60. Lettre du lieutenant-colonel Ephrem Rwabalinda au ministre de la Défense, au chef d'état-major de l'armée rwandaise, Gitarama, le 16 mai 1994. Objet : Rapport de visite fait auprès de la maison militaire de Coopération à Paris. <http://www.francegenocidetutsi.org/RwabalindaRapport.pdf>

LES CLIVAGES POLITIQUES. L'ARMÉE ET LE PEUPLE, MALGRÉ LEURS PAUVRES MOYENS, SONT DÉCIDÉS À SE BATTRE JUSQU'AU BOUT. SI LA SITUATION MILITAIRE EST GRAVE LA COHÉSION POLITIQUE EST UNE RÉALITÉ. ALORS QUE DU CÔTÉ FPR IL N'Y A PLUS DE RÉALITÉ POLITIQUE MAIS SEULEMENT UNE VOLONTÉ MILITAIRE (LES HOMMES DE PAILLE SONT TOMBÉS, RESTE KAGAME ET L'OMBRE DE MUSEVENI DERRIÈRE) DE SORTE QU'IL EST ILLUSOIRE D'ESPÉRER RAMENER LE FPR À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS, CAR IL EST CONTRAINT À LA VICTOIRE MILITAIRE. UN COUP D'ARRÊT À SA PROGRESSION ET UNE RECUCADE SYMBOLIQUE ANÉANTIRAIT SA STRATÉGIE.⁶¹

Le message que les deux ministres font passer à Rosier semble clair : le FPR ayant perdu toute base politique, du fait de l'extermination des Tutsi et des « hommes de paille », il suffirait de donner un coup d'arrêt à son offensive pour anéantir sa stratégie de prise du pouvoir.

Nous n'avons pas de preuves de l'authenticité de ce message mais le jugeons plausible. En effet cette rencontre est décrite dans des termes tout à fait concordants par Rosier lui-même dans le livre de Gabriel Périès et David Servenay, quand ils l'interrogent sur la nature des « sonnettes » envoyées au Rwanda pendant le génocide, troupes régulières ou mercenaires ? :

« [...] le 23 au soir, à Cyangugu, un émissaire vient me voir dans la maison que j'occupe pour me proposer de voir deux personnalités du gouvernement intérimaire. J'accepte, pour prendre la température. Je rencontre ces deux ministres en catimini, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. Tout de suite ils me demandent des munitions. Je réponds : "Vous avez vu ce qui se passe, on n'en est plus au stade des munitions et des canons." Le ministre des Affaires étrangères n'apprécie pas du tout. Il lance : "Si vous ne le faites pas, on demandera au capitaine Barril." Du tac au tac je réponds : "Choisissez vos fournisseurs." Jérôme Bicamumpaka a vraiment fait la gueule, l'autre, Augustin Bizimana, avait l'air triste. Ils n'ont pas lancé de menaces. Alors Barril, oui... compte tenu du personnage, c'est possible. dans ces eaux-là, on ne peut être sûr de rien. »⁶²

6.3 Rosier rencontre le préfet Kayishema

Le 26 juin, le colonel Jacques Rosier, commandant le COS, rencontre vraisemblablement le préfet Kayishema, lorsqu'il vient à Kibuye pour l'installation des commandos de l'air.⁶³ Rosier a certainement été informé, s'il ne l'était pas

61. *Ibidem*.

62. G. Périès, D. Servenay, Entretien avec J. Rosier, 27 février et 22 juillet 2006 [13, p. 324].

63. Le colonel Jacques Rosier vient à Kibuye, dimanche 26 juin 1994, installer le « lieutenant-colonel Jean Diego » et ses trente-cinq hommes à Kibuye. Il est accueilli par un sous-

déjà, par Kayishema de l'existence de ce « sanctuaire FPR » dans les montagnes près de Kibuye. Ont-ils conclu un accord qui laisserait quelques jours aux « troupes » du préfet pour terminer le nettoyage des Tusti restants à Bisesero ? C'est ce que la suite des événements indique. Le lieutenant-colonel Duval aurait assisté au moins à une partie de l'entretien.

6.4 Rosier rencontre les organisateurs du génocide à Gikongoro

Le colonel Rosier a certainement rencontrés à Gikongoro les organisateurs du génocide, le préfet Laurent Bucyibaruta, le capitaine Faustin Sebhura, le colonel Aloys Simba, Félicien Semakwavu, bourgmestre de la commune Nyamagabe, où se trouve la préfecture de Gikongoro.

6.5 Les subordonnés de Rosier collaborent avec les organisateurs du génocide

Le lieutenant-colonel Duval a probablement rencontré Kayishema. On lit en effet dans le compte rendu de son audition par les députés :

Du 24 au 27 juin, outre la protection de la trentaine de religieuses de cette communauté, des contacts avaient été pris avec les autorités locales et le commando avait entrepris la reconnaissance des secteurs limitrophes de Kibuye.⁶⁴

Le capitaine de frégate Marin Gillier rencontre Gérard Terebura, sous-préfet de Rwesero, et Mathias Mayira, bourgmestre de Kirambo, tous deux organisateurs de massacres.⁶⁵

7 Rosier ne désarme pas les tueurs

Le 26 juin, le colonel Rosier, commandant le détachement du Commandement des opérations spéciales (COS), explique à Cyangugu pourquoi les Français ne désarment pas ceux qui accomplissent le génocide. Il veut rester neutre face à cette guerre. Il déclare : « *Les miliciens font la guerre. Par souci de neutralité, nous n'avons pas à intervenir. Sinon, demain, s'il y a des infiltrations de rebelles, on nous fera porter le chapeau.* »⁶⁶

préfet. Cf. François Luizet, *Cris et murmures à Kibuye*, Le Figaro, 27 juin 1994. <http://www.francegenocidetutsi.org/LuizetCrisMurmuresKibuye27juin1994.pdf> Le journaliste a été transporté en hélicoptère et est « coraqué » par le capitaine Roussel.

64. Audition du lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, 17 juin 1998, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome III, Auditions, Vol. 2, p. 119]. <http://www.francegenocidetutsi.org/AuditionDuval17juin1998.pdf>

65. Reportage de Philippe Boisserie et Éric Maisy, Édition spéciale Rwanda, France 2, 25 juin 1994, 20 h.

66. Stephen Smith, *Dialogue difficile avec les massacreurs*, Libération, 27 juin 1994, p. 16.

Donc le colonel Rosier refuse de démanteler les barrières tenues par des miliciens qui contrôlent les cartes d'identité et tuent tous ceux où c'est marqué tutsi. Il laisse les FAR et les milices continuer l'élimination des Tutsi restants.

Les subordonnés de Rosier font de même, ils n'arrêtent pas les miliciens qui tuent des Tutsi devant eux. Au camp de Nyarushishi, le 28 juin, le colonel Didier Tauzin déclare devant Raymond Bonner du *New York Times* : « *Nous n'avons pas d'ordres pour désarmer les milices* », alors qu'à quelques kilomètres, des Tutsi ne peuvent rejoindre le camp à cause des miliciens qui les tuent s'ils empruntent la route.⁶⁷ Il le redit dans son livre : « *Nous ne sommes restés à Nyarushishi qu'une semaine du 23 au 30 juin exactement. Cette semaine a été très occupée. [...] nous avons établi de nombreux contacts, en particulier avec les autorités locales et les unités des FAR stationnées dans le secteur, pour leur faire bien comprendre que tous les civils tutsis étaient désormais sous notre protection et que nous ne tolérions aucun dérapage, [...] Malgré tout, nous étions si peu nombreux qu'il n'est pas impossible que des interahamwés aient réussi à assassiner quelques réfugiés, en particulier lorsque ceux-ci sortaient glaner du bois pour le feu. Il m'a souvent été demandé par la suite si j'aurais pu arrêter des chefs locaux de milices interahamwé, sorte de "jeunesse de partis" créées quelques années plus tôt par un tutsi et qui étaient accusées d'avoir été le principal responsable des massacres des tutsis. Je continue de répondre que nous n'en avons pas reçu la mission.* »⁶⁸

Jean-Bosco Habimana, ancien soldat des FAR, déclare que les principaux responsables des tueries ont accueilli les Français à leur arrivée à Cyangugu :

C'était vers la fin juin. Nous avons donc appris que les Français arrivaient, les responsables nous l'ont dit en nous enjoignant de leur préparer un accueil chaleureux. Nous sommes allés à Rusizi, c'est tout près d'ici. Nous leur avons fait la fête comme il se doit ! Il y avait tous les dirigeants, Imanishimwe et le préfet Bagambiki. Il y avait aussi un commerçant très engagé parmi les Interahamwe du nom de Bandetse Édouard. Ils nous donnaient des signes de satisfaction. Nous disions merci aux Français, eux qui allaient venir nous sauver du mal tutsi.

Les Français sont venus et ont discuté à la frontière avec Bagambiki et Imanishimwe, le lieutenant qui commandait la région. À la fin, les Français sont allés à Nyarushishi immédiatement, un endroit où on avait rassemblé les Tutsi, qu'on avait sortis du stade Kamarampaka.⁶⁹

67. *We don't have orders to disarm militias*. Cf. Raymond Bonner, *Fear Is Still Pervasive In Rwanda Countryside*, New York Times, June 29, 1994.

68. D. Tauzin [16, p. 131].

69. Georges Kapler, enregistrement vidéo à la prison de Cyangugu, CEC, 2004. Cf. *L'horreur qui nous prend au visage* [4, p. 163].

8 Rosier partage la hantise des « infiltrés »

Les massacres de Tutsi sont menés depuis le début du génocide parce que ceux-ci répondent à la définition de l'ennemi, « *le Tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur, extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui N'a JAMAIS reconnu et NE reconnaît PAS encore les réalités de la Révolution Sociale de 1959 et qui veut reconquérir le pouvoir au RWANDA par tous les moyens, y compris les armes.* »⁷⁰ À l'arrivée des Français, la chasse aux « infiltrés » se poursuit. Le colonel Rosier partage avec les autorités hutu la même hantise des « infiltrés ». Le 25 juin, interrogé par Benoît Duquesne à l'aéroport de Bukavu, il estime que l'infiltration d'éléments du FPR est probable :

Benoît Duquesne : On parle beaucoup d'infiltrations de l'autre côté du Rwanda par des éléments du FPR. Est-ce que c'est une chimère, est-ce une peur incontrôlée des Rwandais qui sont de ce côté-ci, ou est-ce une réalité ?

Colonel Rosier : Eh bien écoutez, à partir des premiers renseignements qu'on a recueillis sur le terrain, **il semblerait que ce soit une réalité**, que je pense possible dans la mesure où, malgré tout, les troupes du FPR continuent d'attaquer donc logiquement, sur le plan militaire, il est normal qu'ils fassent des reconnaissances profondes. Euh, maintenant c'est à nous peut-être de vérifier que cette peur réelle est une réalité.

Benoît Duquesne : Quand les Rwandais parlent d'infiltrations ici, en général ce sont des Hutu, ils le disent pour justifier la chasse qu'ils ont menée éventuellement contre les Tutsi.

Colonel Rosier : Effectivement c'est le risque, c'est à nous de faire la part des choses.⁷¹

Comment le colonel Rosier entend-il « faire la part des choses » ?

8.1 Quoique démentie la rumeur d'infiltrations du FPR est propagée par les militaires français

Cette rumeur d'infiltrations du FPR est démentie la veille, 24 juin, lorsque la colonne Marin Gillier quitte Rwesero sur le chemin de Cyangugu à Kibuye. Philippe Boisserie de *France 2* observe que « *le bataillon reprend sa route, soulagé par un accueil qu'il croyait moins favorable, tranquilisé que la rumeur d'infiltration de commandos tutsi s'avère fausse.* »⁷²

70. République rwandaise, Ministère de la Défense nationale, Armée rwandaise, État-major, G2, 21 septembre 1992, n° 1437/G2.2.4. Objet : Diffusion d'information. Destinataires : Liste A, Comdt Sect OPS (Tous), Info : EM Gd N. Signé Déogratias Nsabimana, colonel BEM, Chef EM FAR, SECRET. TPIR, K1020494 à K1020507. <http://www.francegenocidetutsi.org/NsabimanaDefinitionEnnemi21septembre1992.pdf>

71. Édition spéciale Rwanda, France 2, 25 juin 1994, 20 h. C'est nous qui mettons en gras.

72. Reportage de Philippe Boisserie et Éric Maisy, Édition spéciale Rwanda, France 2, 25 juin 1994, 20 h.

Mais filmant l'arrivée du CPA 10 en hélicoptère à Kibuye, la même équipe de *France 2* affirme que le FPR veut lancer une offensive sur Kibuye :

L'analyse des cartes confirme la proximité du front, environ 60 km. Kibuye est un des objectifs prioritaires du Front patriotique rwandais. Il souhaite couper en deux la zone gouvernementale.⁷³

Ce reportage tient plus d'une mise en scène organisée par les militaires français.

9 Le colonel Jacques Rosier a délibérément sacrifié les survivants de Bisesero en sachant bien qu'ils étaient en train de se faire massacrer de façon intensive entre le 27 et le 30 juin 1994

Nous avons fait état ci-dessus de rencontres entre le colonel Rosier et différents responsables rwandais sans pouvoir donner le contenu de leurs entretiens, sauf pour cette rencontre de Rosier avec deux ministres dont nous avons un compte-rendu. En particulier nous ne savons rien de l'entretien entre Rosier et le préfet de Kibuye, Clément Kayishema. Mais les faits suivants font supposer qu'ils ont convenu d'un accord par lequel les Français laissaient quelques jours à Kayishema pour terminer l'éradication des Tutsi à Bisesero. La promesse de Duval aux Tutsi de Bisesero le 27 juin, « *dans deux ou trois jours, nous serons là* », pourrait le laisser penser.

La diffusion de la fausse nouvelle de l'arrivée d'éléments du FPR près de Gishyita pourrait être interprétée comme la volonté de cacher l'existence de survivants des massacres à Bisesero, qui ont été découverts par des journalistes. Mais elle fait suite à la fausse information donnée depuis le 22 juin sur l'offensive du FPR vers Kibuye. Cette information vient de l'état-major à Paris. Elle est la copie exacte de ce qu'écrit le préfet Kayishema au gouvernement intérimaire. Le 29 juin encore, l'amiral Lanxade, chef d'état-major, parlera de « *maquis tutsi* », désignant certainement là les derniers survivants tutsi de Bisesero. Il y a donc un plan concerté et pré-établi.

Les adjoints de Rosier, Duval à Kibuye et Gillier à Gishyita, voient militaires et miliciens partir à la chasse aux Tutsi tous les jours. Ils savent qu'il s'agit de massacres. Pourtant Gillier continue de collaborer avec le bourgmestre Charles Sikubwabo. Les miliciens de John Yusuf Munyakazi sont partis de Cyangugu vers Bisesero au vu et au su des Français. De plus, il y a un faisceau convergent d'indices qui montrent qu'ils les y ont invités, afin de les détourner des Tutsi du camp de Nyarushishi que les chefs miliciens s'étaient promis d'exterminer avant l'arrivée des Français ou le jour même.

73. Reportage de Philippe Boisserie et Éric Maisy, Édition spéciale Rwanda, France 2, 26 juin 1994, 20 h. Philippe Boisserie nous précise que le reportage a été réalisé ce 26 juin.

Il y a donc pour le moins complicité de génocide de la part des Français et probablement entente en vue de le commettre.

Pourquoi les responsables français se sont-ils tant fourvoyés ? Tactiquement, ils n'ont probablement pas voulu braquer contre eux leurs alliés, dont ils espéraient encore un sursaut militaire. Mais pourquoi encourager ceux-ci à éliminer des malheureux sans défense plutôt que d'aller combattre les troupes du FPR ? La seule réponse qui tienne est que les responsables français se sont tellement pénétrés de l'idéologie génocidaire que, pour eux, l'ennemi est le Tutsi, quel qu'il soit, où qu'il soit. Déjà en octobre 1990, l'amiral Lanxade faisait cette identification en parlant de « *forces tutsies* » pour désigner le FPR.⁷⁴ Ils partagent donc avec les auteurs du génocide la hantise des « *infiltrés* ». Comme les cafards, les Inyenzi s'infiltrèrent partout. Hormis les Tutsi qui ont réussi à rejoindre le camp de Nyarushishi, tout Tutsi « *peut s'avérer un combattant du FPR en puissance* », écrit le chroniqueur militaire du *Monde*.⁷⁵ Pour préserver ce qui reste du « *pays hutu* » les responsables français font donc éliminer ces « *infiltrés* » par la « *défense civile* ».

Si le 30 juin dans l'après-midi le colonel Rosier se décide à lancer l'opération de secours des Tutsi encore en vie, c'est parce qu'il y est contraint par des journalistes. Sam Kiley du *Times* a découvert les Tutsi traqués à Bisesero le 25 juin et en a averti les militaires français. Le 30 il va à nouveau à leur rencontre, accompagné de Michel Peyrard de *Paris Match*. Ils préviennent un groupe de reconnaissance qui, désobéissant à Marin Gillier, se rend auprès des Tutsi. Le matin même, une équipe de *France 2* avait interrogé les Tutsi. La veille, l'article de Patrick de Saint-Exupéry sur la découverte de survivants tutsi par des militaires français était paru dans *Le Figaro*.⁷⁶ La veille, Raymond Bonner du *New York Times* a supplié le ministre de la Défense, François Léotard, en visite à Gishyita, d'envoyer ses hommes à 5 kilomètres de là sauver les derniers Tutsi. L'ordre donné à Marin Gillier des commandos de marine stationné à Gishyita ne fut pas d'aller les secourir mais d'aller au-delà, beaucoup plus à l'Est vers la ligne de front avec le FPR, rendre visite au prêtre français Jean-Baptiste Mendiondo, qui, s'étant débarrassé de tous ses paroissiens tutsi, ou presque, ne courrait aucun risque.

Du 24 au 30 juin, les objectifs des Français et des auteurs du génocide dans la région de Kibuye ont été identiques.

9.1 La prétendue offensive du FPR sur Kibuye

Fin juin, au début de Turquoise, une opération de désinformation est lancée par Paris pour faire croire à une offensive du FPR sur Kibuye, visant à couper en

74. L'amiral [Lanxade], chef de l'état-major particulier, *Note à l'attention de Monsieur le Président de la République* (sous couvert de Monsieur le Secrétaire général), 11 octobre 1990, Objet : Rwanda - Situation. <http://www.francegenocidetutsi.org/Lanxade19901011.pdf>

75. Jacques Isnard, *M. Léotard va inspecter un dispositif encore léger et fragile*, *Le Monde*, 29 juin 1994, p. 3.

76. Patrick de Saint-Exupéry, *Rwanda : Les assassins racontent leurs massacres*, *Le Figaro*, mercredi 29 juin 1994, p. 3. Nyagurati : de notre envoyé spécial. <http://www.francegenocidetutsi.org/LesAssassinsRacontentLeursMassacres.pdf>

deux la zone gouvernementale. Cette information est fautive car le FPR concentre alors ses efforts sur Kigali et Butare. Dans cette campagne la France ne fait que reprendre celle du gouvernement génocidaire qui prétend que les survivants tutsi à Bisesero sur la crête Zaire-Nil, qu'il n'a pas réussi à exterminer totalement, sont des combattants du FPR. Il était vital pour les assassins de faire disparaître les derniers témoins de leur crime. Malheureusement pour eux, le « nettoyage » n'est pas terminé le 23 juin. D'où la nécessité de cette campagne de désinformation. Celle-ci montre qu'il y a une entente entre Paris et le gouvernement rwandais dont seront victimes les derniers survivants tutsi à Bisesero.

9.1.1 Kayishema : « Bisesero, sanctuaire du FPR »

Les attaques redoublent en juin pour faire disparaître les derniers témoins des massacres. Dans une lettre du 2 juin 1994 au ministre de l'Intérieur du GIR, le préfet de Kibuye, Clément Kayishema, prévoyant une attaque du FPR sur Kibuye, demande des renforts et souligne le caractère stratégique du mont Karongi :

[...] Les rumeurs me parviennent qu'il y aura une attaque du **FPR sur KIBUYE** par une jonction de Nyanza (Nyabisindu) - Karongi - Ile Idjwi. Actuellement il y a une infiltration FPR parmi la population en déplacement.

Honneur vous demander un renfort militaire pour aider la population à surveiller les hautes altitudes de Karongi et les plantations théicoles de Gisovu.⁷⁷ Les fusils et les munitions pour la protection civile sont urgents pour Kibuye. Rappel que Karongi possède Station FM et Poste de Transformation Electrogaz et Usine à Thé Gisovu et aussi coin stratégique militaire.

Sommes entrain [sic] d'organiser des camps de déplacés hors la ville de Kibuye et des grands centres.⁷⁸

Dans une lettre du 12 juin au ministère de la Défense, il demande des armes pour que la population fasse le ratissage à Bisesero « dans le cadre de la défense civile » :

Subsidiairement à mon télégramme du 9/6/94 adressé au ministre Mininter et dont copie vous a été réservée,

Pour la sécurité du secteur Bisesero Commune Gishyita, la population de la région est déterminée à faire le ratissage dans le cadre de la défense civile.

J'ai l'honneur de vous demander de donner un ordre formel au Commandant Groupement Kibuye pour assurer l'encadrement de cette action.

⁷⁷. Le mont Karongi et le village de Gisovu sont à quelques kilomètres de Bisesero.

⁷⁸. D^r Kayishema Clément, Préfet de Kibuye au Ministre MININTER Kigali, 2 juin 1994, N° 003/04.09.01, TPIR K0040772; *Aucun témoin ne doit survivre* [6, p. 255]. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/SecurityReportKibuyeJune1994.pdf>.

La durée de l'opération est de quatre jours du 15/06/94 au 18/06/94. Pour mener cette opération, il nous faut des munitions :

- grenades à fusils au moins 30
- grandes [grenades] à main au moins 50
- cartouches pour R4
- 4 cassettes pour machine gun.

Très haute considération

Préfet de Préfecture Kibuye
D^r KAYISHEMA Clément⁷⁹

La lettre du 18 juin d'Édouard Karemera, ministre de l'Intérieur, demande au colonel Nsengiyumva, commandant militaire à Gisenyi, un soutien militaire pour appuyer le ratissage de Bisesero :⁸⁰

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET
DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
KIGALI

Gisenyi, le 18 juin 1994

Monsieur le lieutenant-colonel
Anatole Nsengiyumva
Commandant du secteur
Opérationnel de Gisenyi
GISENYI

Objet: Opération de ratissage à Kibuye

Monsieur le Commandant de secteur,

J'ai l'honneur de vous informer que lors du conseil des ministres de ce vendredi 17 juin 1994, le Gouvernement a décidé de demander au Commandement du Secteur opérationnel de Gisenyi d'appuyer le Groupement de la Gendarmerie à Kibuye pour mener, avec l'appui de la population, l'opération de ratissage dans le secteur Bisesero de la commune de Gishyita, qui est devenu un sanctuaire du FPR.

79. Clément Kayishema, Télégramme au ministre de la Défense, 12 juin 1994. Trouvé à la préfecture de Kibuye par Alain Ribaux, enquêteur du TPIR, présenté comme pièce à conviction n° 296 dans l'affaire Clément Kayishema - Obed Ruzindana à la séance du 16 février 1998. <http://www.francegenocidetutsi.org/KayishemaToMinisterOfDefence12June1994.pdf> Cf. Ubutabera n° 31, 2 mars 1998; Jugement de Kayishema au TPIR, V. Conclusions factuelles, section 428.

80. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/KaremeraNsengiyumva18juin1994FIDH.pdf>.

Le gouvernement demande que cette opération soit définitivement terminée au plus tard le 20 juin 1994.

En l'absence du Ministre de la Défense qui est en mission à l'étranger, le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal a été mandaté pour vous communiquer cette décision et en assurer le suivi.

Le Préfet de la Préfecture de Kibuye ainsi que le commandant de groupement Kibuye à qui je réserve la copie de la présente, sont priés de prendre les dispositions qui s'imposent pour faciliter la réalisation de cette opération dans les délais vous impartis.

Le Ministre de l'Intérieur et
du Développement Communal

Édouard Karamera

Copie pour information

- S.E. Monsieur le Premier Ministre
Kigali
- Monsieur le Ministre de la Défense
Kigali
- Monsieur le Préfet de la
Préfecture de Kibuye
Kibuye
- Monsieur le Commandant de Groupement
Kibuye

9.1.2 Léotard 22 juin : « le FPR fait effort sur Kibuye »

L'annonce d'une offensive du FPR sur Kibuye est reprise le 22 juin par François Léotard, ministre français de la Défense. Il déclare en Conseil restreint : « *Sur le terrain, le FPR tente de s'emparer complètement de Kigali et fait effort sur Butare et Kibuye. Nous nous limiterons pour l'instant au premier site près de la frontière et ensuite nous pourrions envisager des opérations de va-et-vient pour sauver des populations, des enfants menacés.* »⁸¹

9.1.3 Ordre d'opération Turquoise : « LE FPR SEMBLE MAINTENANT FAIRE EFFORT SUR LES DIRECTIONS KIGALI-KIBUYE »

La même information est donnée aux militaires français dans l'ordre d'opération Turquoise du 22 juin :

81. Conseil restreint du 22 juin 1994, Secrétariat : Colonel Bentégeat. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/ConseilRestreint22juin1994.pdf>

LE FPR SEMBLE MAINTENANT FAIRE EFFORT SUR LES DIRECTIONS KIGALI-KIBUYE, ET KIGALI-BUTARE, EN VUE DE COUPER EN DEUX LA PARTIE OUEST DU PAYS ENCORE SOUS CONTRÔLE GOUVERNEMENTAL, ET D'AUTRE PART, DE CONTRÔLER L'AXE PRINCIPAL, RELIANT LA CAPITALE RWANDAISE AU BURUNDI.⁸²

L'affirmation que le FPR « *fait effort sur Kibuye* » est fautive. À l'époque, le FPR mettait la pression sur Kigali et Butare afin de contrôler ces deux villes et d'en interdire l'accès à l'armée française. L'axe principal menant de Kigali au Burundi est déjà coupé depuis le 15 mai et l'APR contrôle Gitarama depuis le 3 juin.

L'ordre d'opération n° 1 du 25 juin 1994 du général Lafourcade évoque aussi la poussée du FPR vers Kibuye : « *Le FPR dispose d'une force d'environ 25 000 hommes [...] il poursuit son offensive en direction de Butéré [Butare] et pourrait mener une action sur Kibuyé.* »⁸³ Nous notons le conditionnel de « *pourrait* ». Dans une autre version de l'ordre d'opération n° 1 du 25 juin 1994 publiée par Lugan, Lafourcade dit :

La légitimité de notre action [...] suppose de respecter une stricte neutralité vis-à-vis des parties prenantes au conflit et d'éviter tout contact armé avec le FPR [...]. Le FPR pourrait tenter de prendre contact avec nos unités pour rechercher l'affrontement : soit en accentuant sa poussée vers Kibuye, soit en s'emparant de Butare puis en progressant vers l'Ouest (Gikongoro).⁸⁴

9.1.4 Quesnot 27 juin « La prise de Kibuye par le FPR permettrait de couper en deux l'Ouest du Rwanda »

Le 27 juin, le général Quesnot écrit à François Mitterrand que « *la situation est très tendue à Kibuye où nos patrouilles ont été renforcées.* »⁸⁵ Il laisse donc entendre au président que les soldats du FPR se rapprochent de Kibuye. Sans doute transmet-il là l'information sur les « combats » dans les hauteurs de Bisesero que Marin Gillier observe depuis Gishyita, ainsi que le montre le reportage télévisé d'Isabelle Staes.⁸⁶ Ces « combats » sont en réalité des massacres des derniers Tutsi de la région.

Quesnot préconise à Mitterrand l'occupation permanente du col de N'Gdaba pour empêcher le FPR d'aller jusque Kibuye. Mais le Premier ministre Balladur y serait opposé :

82. *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Rapport, p. 306 ; Annexes, p. 386]. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/OrdreOpTurquoise22juin1994.pdf>

83. J.-C. Lafourcade [8, Annexe, section 1.2.1].

84. B. Lugan, [9, p. 268].

85. Général Quesnot, Note à l'attention de Monsieur le Président de la République, 27 juin 1994. Objet : Votre entretien avec M. Léotard le 27 juin à 17 heures. Situation. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/Quesnot27juin1994.pdf>.

86. Voir section 9.7 page 39.

La situation est très tendue à Kibuye où nos patrouilles ont été renforcées. [...]

Pour la suite de notre action, le Premier ministre qui craint toujours l'enlèvement et le contact de nos troupes avec le FPR a donné comme consigne à l'amiral Lanxade d'interdire toute implantation de plus de 24 h de nos unités sur le territoire rwandais et de limiter les patrouilles à la région frontalière. **Il s'est notamment opposé au maintien d'un élément de surveillance et de dissuasion au Col de N'Gada qui contrôle l'accès de Kibuye en venant de Gitarama et dont la saisie permettrait de couper en deux l'ouest du Rwanda.**

Commentaire :

Le succès de notre intervention serait remis en cause si des massacres reprenaient dans des secteurs où notre présence est très fugitive et surtout en cas de rupture du front qui provoquerait le déferlement de millions de réfugiés que nous ne pourrions maîtriser.

La seule réponse technique consisterait à contrôler quelques points clés (et notamment le col de N'Gada) en poursuivant le recensement et en assurant la protection des camps de réfugiés les plus menacés en particulier dans la région sud (Gikongoro, Butare) afin de geler les mouvements de population en attendant l'aide logistique promise et l'arrivée de la MINUAR.

Ceci nécessite davantage qu'un va-et-vient de quelques hommes et de quelques femmes à partir de la frontière zaïroise...⁸⁷

9.1.5 Quesnot, 28 juin « Le FPR veut couper en deux la zone gouvernementale »

Le 28 juin, le général Quesnot et Bruno Delaye évoquent dans une note à François Mitterrand, des infiltrations du FPR qui viseraient à couper en deux la zone gouvernementale :

Les combats restent soutenus sur l'ensemble de la ligne de front et **le FPR semble vouloir progresser par infiltrations dans la direction de Kibuye** à partir de Gitarama. S'il poursuivait son effort sur cet axe, il serait en mesure rapidement de couper en deux par le milieu la zone encore tenue par les forces gouvernementales.⁸⁸

Puisque le commandement français dit craindre cette poussée du FPR vers Kibuye, dont il propage la nouvelle, va-t-il renoncer à la neutralité qu'il affiche et soutenir ouvertement les FAR ? Le général Quesnot propose dans la même note au président « *un engagement supplémentaire de nos forces [...]* pour contrôler

⁸⁷. *Ibidem*.

⁸⁸. Note du 28 juin 1994 du général Quesnot et de Bruno Delaye à l'attention de Monsieur le Président de la République. Objet : Votre entretien avec le Premier ministre et Conseil restreint du mercredi 29 juin. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/QuesnotDelaye28juin1994.pdf>

les points clés » et « dissuader ainsi le FPR d'une attaque massive au-delà de Kigali ».

La consigne donnée aux militaires français dans la région de Kibuye aurait été de repérer les éléments avancés du FPR et de laisser l'armée rwandaise et les milices les attaquer, voire peut-être de les y aider en sous-main et de leur donner des armes ou d'en faciliter l'acheminement. Mais depuis le 27 après-midi ils ont la preuve que les « infiltrés » à Bisesero sont des survivants tutsi qui ont réussi à résister pendant presque 3 mois à ceux qui les massacrent.⁸⁹ Comme des éléments de reconnaissance COS ont été envoyés avant l'opération Turquoise, ils savent depuis longtemps qu'il n'y a pas d'éléments FPR dans les montagnes de Bisesero. Le 27 au soir, le commandement militaire français fait le choix délibéré du génocide. Certes, ce choix est bien antérieur, mais d'autres personnes commencent à en être témoins notamment des journalistes.

9.2 Des journalistes signalent aux Français des Tutsi en danger à Bisesero

Le 23 juin, début de Turquoise, le ratissage organisé par Clément Kayishema, le préfet de Kibuye, pour éliminer les derniers Tutsi, n'est pas terminé.

Alison Des Forges rapporte que Sam Kiley, journaliste au *Times* de Londres, a repéré les survivants tutsi et les a signalés au capitaine de frégate Marin Gillier le 26 juin :

Le 26 juin, Sam Kiley informa les soldats français que les Tutsi étaient attaqués chaque nuit à Bisesero [...] Il leur montra exactement sur une carte où les Tutsi étaient localisés, à quelques kilomètres de distance seulement d'un camp français. L'officier commandant, le capitaine Marin Gillier envoya le jour suivant, une petite patrouille dans cette direction. D'après les survivants Tutsi, ils parlèrent avec ces soldats qui promirent de revenir dans trois jours.⁹⁰

Marin Gillier, qui commande le commando de marine Trepel, est sous les ordres du colonel Rosier. Le 24 juin, il est allé de Cyangugu à Kibuye, qu'il n'a pas atteint. Le 25, il retourne à Cyangugu. Il remonte à Gishyita le 26.⁹¹ La « petite patrouille » qui va le lendemain à Bisesero est celle du lieutenant-colonel Duval des commandos de l'air, également sous les ordres du colonel Rosier.⁹²

Sam Kiley voyageait en compagnie du journaliste photographe Scott Peterson et de Vincent Hugeux de *L'Express*. Kiley écrit dans *The Times* du 27 juin que les massacres de Tutsi continuent sans relâche et que les maisons continuent

89. Voir section 9.3 page 32.

90. *Aucun témoin ne doit survivre* [6, p. 788].

91. Marin Gillier, capitaine de frégate, attaché naval à l'ambassade de France en Égypte, *Turquoise : intervention à Bisesero*, Le Caire, 30 juin 1998, *Enquête sur la tragédie rwandaise* [14, Tome II, Annexes, p. 402]. <http://www.francegenocidetutsi.org/Gillier30juin1998.pdf>

92. Voir section 9.3 page 32.

à brûler dans la commune de Bisesero.⁹³

Dans *L'Express* du 30 juin 1994, Vincent Hugué décrit sa rencontre avec une bande de tueurs sur le chemin qui monte à Bisesero.

Le sentier forestier, chaos de rocaïlle grise et de poussière ocre, grimpe à l'assaut de la colline, vers Bisesero. De la piste qui, le long du lac Kivu, file plein sud vers Cyangugu, on en devine à peine les lacets. « Mais il faut y aller, avait glissé dans un souffle un prélat téméraire. Là-bas, ça continue. Tous les jours. » Lui savait. Lui avait entendu, à un barrage, une bande d'« Interahamwe » – miliciens hutu – se vanter de « retourner au boulot ». Le boulot ? Une version rwandaise de la « corvée de bois ». La traque frénétique des rescapés tutsi, perdus au cœur d'un « Hutuland » ivre de pureté ethnique. Dès le premier virage, l'atmosphère s'alourdit. Nulle âme qui vive. Ici, une case ronde aux murs à demi calcinés, privée de sa toiture. Une parmi tant d'autres. Plus haut, on peine à dénombrer les maisonnettes isolées, ainsi décapitées ou léchées par les flammes. Çà et là, des panaches de fumée suspects tranchent sur le vert moiré des vallons. Le décor est sinistre, les acteurs inquiétants. D'abord cette cohorte au repos, militaires et miliciens mêlés. Les uns en treillis, le fusil d'assaut à la hanche ; les autres armés de machettes, de lances, de serpes, de piques et de gourdins noueux. L'arsenal des massacreurs. Puis une colonne de paysans. Un « outil » à la main et, sur la tête, un butin de tuiles rondes ou de tôles ondulées. N'était leurs gestes de victoire, n'était le grotesque salut militaire dont ils gratifient l'étranger, ces terriens ravis de l'aubaine feraient figures de paisibles bâtisseurs.

Savent-ils au moins que, la veille, une patrouille de « marsouins » français, en route pour Kibuye, a longé leur royaume ? Là-bas, dans ce bastion d'un pouvoir hutu aux abois, les bérets verts ont séjourné six heures. Avant de regagner leur base de Bukavu, en territoire zaïrois.⁹⁴

Le détail « *les bérets verts* » fait penser que ces marsouins sont ceux du commando Trepel de fusiliers marins commandés par Marin Gillier, qui sont passés à Kirambo le 24 juin mais ne seraient pas parvenus jusque Kibuye. Ils ont donc pu parvenir jusqu'à Gishyita, au pied de Bisesero. Cette rencontre de Hugué avec les tueurs à Bisesero serait du 25 juin.

Effectivement, en 1998, Vincent Hugué écrit que le 25 juin, au retour de Bisesero, il avait rencontré des militaires français accompagnés de journalistes et les avait informés :

Le 25 juin, deux jours après le déclenchement de l'opération « Turquoise », l'envoyé spécial de *L'Express* se rend en compagnie

93. Sam Kiley, *UN dithers on Rwanda rescue as Tutsi hail French troops*, The Times, 27 juin 1994, p. 11. <http://www.francegenocidetutsi.org/KileyTimes27June1994.pdf>

94. Vincent Hugué, *Les oubliés de Bisesero*, L'Express, 30 juin 1994, p. 42.

d'un photographe américain et d'un confrère du *Times* de Londres dans les collines de Bisesero, où les tueurs hutu traquent les paysans tutsi. Sur le chemin du retour, le trio croise un groupe de journalistes emmenés par des officiers français, aussitôt avisés.⁹⁵

Cette rencontre avec les militaires français, est-elle du 25 ou du 26 juin ? En 2004 Vincent Huguex revient avec plus de précisions sur ces événements :

Le 25 juin 1994, je parcourais en compagnie de deux confrères – un Anglais et un Américain – les pistes de Bisesero, chaos de rocaille grise et de poussière ocre. « *Il faut y aller, nous avait glissé peu avant un prêtre croate, établi au Rwanda depuis des lustres. Là-bas, ça continue. Tous les jours.* » Lui avait entendu sur un barrage un gang d'Interahamwe se vanter de « retourner au travail ». Le travail ? Une version hutu de la « corvée de bois ». Le lendemain [26 juin], nous croisons une colonne de militaires français accompagnés d'une équipée de reporters. Aussitôt, l'envoyé spécial du *Times*, Sam Kiley, et moi-même informons, carte à l'appui, le capitaine de frégate Marin Gillier, chef du détachement, du carnage en cours sur les hauteurs voisines. Or trois jours s'écouleront entre la première incursion des commandos de l'air de Nîmes, relatée par Patrick de Saint-Exupéry dans un reportage saisissant, et le sauvetage des ultimes survivants. Une source haut placée du ministère de la Défense me confiera plus tard que la présence de Sam Kiley, soupçonné de collaborer avec les services de renseignement de Sa Majesté, avait éveillé au sein de la hiérarchie tricolore la crainte d'un « coup tordu ». ⁹⁶

À croire cet article, ce serait le 26 juin, quand Gillier retourne à Gishyita, que les trois journalistes l'informent des massacres en cours à Bisesero. Mais Vincent Huguex, après vérification de son carnet de bord, nous fait dire que c'est le 25 juin qu'il a averti Marin Gillier. Sam Kiley informe aussi le capitaine Éric Bucquet du RICM qui commande un convoi allant de Goma à Kibuye le 26 juin. Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry, qui accompagne ce convoi, relate :

Rencontré au détour d'un virage, un journaliste anglais du *Times* explique : « *Ils continuent de brûler des maisons et tuer des gens. J'étais hier à Bigabiro [Bisesero], et j'ai vu brûler deux cents maisons. Il y avait également des pillages et des exactions. Chaque soir des gens étaient exécutés.* » Le capitaine Bucquet [Bucquet] prend note, il ne peut rien faire tout de suite : « *Je rendrai compte ce soir au commandement à mon retour de mission.* » ⁹⁷

95. Vincent Huguex, *Rwanda : Pourquoi tant de gêne ?*, L'Express, 12 février 1998, p. 76. <http://www.francegenocidetutsi.org/HuguexExpress12fevrier1998.pdf>

96. Vincent Huguex, *Dix ans après le génocide, Retour à Bisesero*, L'Express, 13 avril 2004.

97. Patrick de Saint-Exupéry, *Un accueil sous les vivas*, Le Figaro, 27 juin 1994, p. 2. Patrick de Saint-Exupéry nous précisera que le journaliste du *Times* est bien Sam Kiley et Bigabiro est Bisesero mal orthographié.

Dominique Garraud, journaliste à *Libération*, qui suit le même convoi, écrit en confondant Cyangugu et Kibuye : « *Au sud, à 20 kilomètres à l'est de Cyangugu, dans la région où se trouverait un camp de réfugiés hutus comptant plus de 100 000 personnes, le village de Bigabiro aurait été incendié et ses habitants massacrés.* »⁹⁸

Donc le 26 juin, il y a eu 2 rencontres. D'une part, Sam Kiley et Vincent Hugué rencontrent Marin Gillier et l'informent de ce qu'ils ont vu la veille à Bisesero. D'autre part, Kiley rencontre aussi le convoi du capitaine Bucquet du RICM où se trouvent Saint-Exupéry et deux autres journalistes, Dominique Garraud et Christophe Boisbouvier. Nous n'avons aucun doute sur l'efficacité du matériel de transmission de l'armée française. Nous sommes certains que Gillier a informé son supérieur qui est le colonel Rosier. Le RICM, autant que nous sachions, ne fait pas partie du COS, donc ne dépend pas de Rosier. Il rend compte au général Lafourcade, qui est en place à Goma depuis le 25 juin. Et Lafourcade coiffe Rosier. Il n'est pas impossible que les unités du COS, dotées « d'INMARSAT avec chiffre »⁹⁹ communique directement avec l'état-major à Paris.

Quoi qu'il en soit, l'armée française est informée par deux voies distinctes, le capitaine Bucquet du RICM et le capitaine de frégate Marin Gillier du COS. Donc, s'ils ne le savaient pas déjà avant, les militaires français sont informés qu'il y a des survivants tutsi à Bisesero et que les massacres s'y poursuivent. En outre, ces informations sur l'existence de survivants tutsi en danger à Bisesero peuvent être lues dans la presse à Paris par *The Times* du 26 et *Le Figaro* du 27 juin.

9.3 Le 27 juin, les commandos de l'air de Duval rencontrent des survivants et ne leur portent pas secours

Le 27 juin après-midi, un groupe de reconnaissance des commandos de l'air, dirigé par le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, rencontre des survivants tutsi traqués par les militaires, gendarmes, milices et paysans hutu de l'autodéfense populaire sur les hauteurs de Bisesero près de Gishyita. Ils les abandonnent en leur disant qu'ils reviendront dans trois jours, alors que les tueurs observent les Tutsi rassemblés à l'appel des militaires français et qu'ils se sont fait guider par un instituteur de Mubuga, Jean-Baptiste Twagiyarezu, en qui un jeune tutsi survivant reconnaît « le chef des miliciens ». Les militaires français sont accompagnés par trois journalistes. Patrick de Saint-Exupéry relatera cette rencontre dans *Le Figaro* du 29 juin,¹⁰⁰ Dominique Garraud de *Libération* écrira un article

98. Dominique Garraud, *Rwanda : L'armée française avance à pas comptés*, Libération, 27 juin 1994, p. 16.

99. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 398]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

100. Patrick de Saint-Exupéry, *Rwanda : Les assassins racontent leurs massacres*, Le Figaro, mercredi 29 juin 1994, p. 3. Nyagurati : de notre envoyé spécial. Facsimilé : <http://www.francegenocidetutsi.org/LesAssassinsRacontentLeursMassacres.pdf> Transcription : <http://www.francegenocidetutsi.org/PatrickDeSaint-ExuperyFigaro29juin1994.pdf>

également le 29,¹⁰¹ et Christophe Boisbouvier de RFI fera plusieurs reportages, dont celui du 28 juin à Afrique midi qui décrit la rencontre des commandos de l'air avec les Tutsi traqués.¹⁰²

Bien que les commandos de l'air aient été accompagnés par 3 journalistes, il n'y a pas d'écho le 27 au soir de cette reconnaissance ni à la télévision ni à la radio.

Les témoignages recueillis par African Rights auprès des survivants correspondent aux faits rapportés ci-dessus par le journaliste Saint-Exupéry à une différence près, la date. Claver situe l'arrivée des soldats français le 26 juin :

« *Les soldats français sont venus nous voir le 26 juin, ou aux alentours de cette date. [...] Ils nous ont dit qu'ils reviendraient le 30 pour nous protéger. Ils sont partis. Après leur départ, dans cet intervalle de quatre jours, les attaques lancées par les miliciens se multipliaient...* »¹⁰³

Chassés comme des lapins depuis plus de deux mois, sans gîte, manquant de tout, il est compréhensible que les survivants aient pu se tromper sur la date. Un des dirigeants de la résistance qui a survécu, Siméon Karamaga explique comment cette visite des Français les amena à sortir de leurs cachettes et à s'exposer à la vue de leurs tueurs :

« *Nous sommes sortis de nos cachettes. Eric, qui parlait français, leur a expliqué qui nous étions. Les Français ont pris des photos. Les miliciens étaient là aussi avec leurs armes. Ces soldats sont ensuite partis. Ils nous ont dit qu'ils reviendraient. Après leur départ, les miliciens sont revenus pour nous tuer. Ce jour-là, ils ont tué beaucoup de personnes, car nous étions nombreux à avoir quitté notre cachette pour venir voir les soldats français.* »

C'est Eric Nzabihimana qui tenta de convaincre les soldats français de la nature critique de la situation des survivants. Les Français étaient arrivés à bord de quatre voitures. Eric se cachait près de la route lorsqu'il entendit leurs véhicules. A cette heure-là, après 17 heures, les tueurs étaient normalement repartis chez eux, mais il craignait encore de subir d'autres épreuves.

« *Quand les voitures sont arrivées près de moi, j'ai vu que ce n'étaient pas des ex-FAR, mais des blancs. En les voyant, je suis sorti des buissons pour arrêter ces voitures. Ceux qui se trouvaient dans les deux premières voitures ont refusé de s'arrêter, alors qu'ils voyaient très bien que j'étais en train d'appeler au secours. En voyant cela, je suis allé au milieu de la route pour arrêter deux voitures qui se trouvaient derrière. Je parlais français, mais ils ont refusé*

101. Dominique Garraud, *Le nettoyage ethnique continue dans les montagnes rwandaises*, Libération, 29 juin 1994, p. 16. <http://www.francegenocidetutsi.org/GarraudBiseseroLiberation29juin1994.pdf>

102. Christophe Boisbouvier, RFI, Reportage sur la colonne Duval à Nyagurati, 27 juin, Afrique soir et 28 juin, Afrique matin. Interview d'un « Tutsi des montagnes » (Eric Nzabihimana, survivant à Bisesero), 28 juin Afrique midi, récit en direct de la rencontre entre Duval et les Tutsi à Bisesero, reprise de ce récit et de fragments de l'interview du Tutsi à Afrique soir et le 29 juin à Afrique matin, reportage sur les commandos de l'air à Kibuye, Afrique midi, visite de Léotard, Afrique soir, reportage à Kilinda, 30 juin, Afrique soir, direct depuis Bisesero où les Français s'occupent enfin des Tutsi, 1^{er} juillet, Afrique midi, reportage depuis Bisesero avec interview du même Tutsi Eric Nzabihimana, Afrique soir. <http://www.francegenocidetutsi.org/BoisbouvierBisesero.pdf>

103. African Rights, *Résistance au Génocide - Bisesero - avril-juin 1994* [2, p. 63].

d'écouter ce que je disais car ils étaient avec Twagirayezu, un enseignant qui leur disait que nous n'étions pas menacés. Il leur disait aussi que l'insécurité dans la région était causée par nous et il nous accusait d'avoir tué beaucoup de personnes. Les Hutus qui habitaient la colline de Rubazo, à Bisesero, ont été obligés de quitter leur maison, car ils pensaient que les Tutsis de Bisesero pouvaient les tuer. Twagirayezu disait alors aux Français que seuls les Hutus étaient menacés. »

Eric chercha des moyens de persuader les soldats français.

« Comme je voyais que les Français écoutaient attentivement cet enseignant, j'ai appelé les Tutsis qui étaient dans les buissons. J'ai même montré les Tutsis qui avaient reçu des coups de machettes ou des balles. Je leur ai également montré les cadavres qui étaient là. Les Français m'ont alors écouté. Quant aux autres Français qui étaient déjà partis, ils sont revenus. Ces soldats nous ont observés et nous ont demandé de continuer à nous cacher. Ils nous ont dit qu'ils reviendraient dans trois jours. »

Donc à l'issue de cette rencontre, non seulement les militaires français ont abandonnés les Tutsi qui étaient traqués mais ils les ont rendus plus vulnérables en les faisant sortir de leurs cachettes et en les montrant aux tueurs dont un, Twagiyarezu, était leur guide. Pour un des survivants, Bernard Kayumba, cet abandon par les Français montre qu'ils étaient complices du génocide :

« Car ils nous avaient vus, ils avaient une base à Kibuye et une autre à Goma et à Bukavu. S'ils étaient des gens qui voulaient nous secourir, Ils seraient restés sur place, auprès de nous et auraient demandé plutôt que de ces bases, des renforts viennent les rejoindre à Bisesero. Mais ce pays-là nous a démontré que lui aussi était complice dans ce programme d'extermination totale, Afin qu'aucun d'entre nous ne survive. »¹⁰⁴

9.4 Rosier fait croire à la presse que des combattants FPR sont à Bisesero

Alors que le groupe Duval, sous ses ordres, vient de rencontrer des survivants tutsi, traqués à Bisesero, le colonel Rosier laisse entendre aux journalistes, le soir même, 27 juin, que ces survivants sont des éléments avancés de l'offensive du FPR visant à couper en deux la zone gouvernementale.

En effet, au 20 h de TF1, Catherine Jentile annonce que 1 000 à 2 000 hommes du FPR ont effectué une percée et sont en train de couper en deux la zone gouvernementale :

[Patrick Poivre d'Arvor :]

Les soldats français de l'opération Turquoise sont désormais à une vingtaine de kilomètres du FPR. Ils ont été applaudis dans la ville de Gikongoro où on les attendait avec impatience.

Déplaçons nous maintenant à Bukavu où nous avons une autre envoyée spéciale Catherine Jentile. D'après vos informations **il y au-**

104. Interview de Bernard Kayumba, rescapé de Mubuga et Bisesero, par Cécile Grenier, Kibungo, 4 février 2003..

rait eu des affrontements dans cette ville même de Kibuye où nous étions hier et où nous avons entendu cette religieuse.

[Catherine Jentile :]

Mais alors écoutez ce sont des informations encore à prendre avec précaution que nous a livrées le colonel Rosier qui est responsable du dispositif ici dans le Sud, et plus précisément c'est à 15 km de la ville de Kibuye que s'est déroulé cet accrochage qui a commencé ce matin à onze heures et demi et s'est terminé en début d'après-midi. Alors **il aurait opposé d'un côté les forces du FPR et de l'autre les milices hutu, appuyées par l'armée rwandaise.** Ce qui est spectaculaire dans cette affaire c'est donc l'endroit où s'est déroulé l'affrontement. C'est-à-dire qu'on avait toujours parlé depuis longtemps d'infiltrations des hommes du FPR, mais si le chiffre dont on dispose actuellement de 1 000 à 2 000 hommes du FPR présents dans cette région [sic] et bien évidemment on ne peut plus parler d'infiltrations mais d'**une véritable percée du Front patriotique rwandais.** Alors résultat, il pourrait ainsi couper en deux la zone gouvernementale d'est en ouest mais également couper en deux le dispositif français qui, lui, se déploie du nord au sud. Alors qu'est-ce qui peut se passer maintenant ? Les Français nous ont confirmé ce soir que leurs ordres étaient toujours les mêmes, c'est-à-dire d'éviter le contact avec les hommes du FPR mais la distance la plus courte entre les hommes du FPR et les troupes françaises est de 5 km. Evidemment dès lors, on ne peut plus exclure aucune hypothèse.¹⁰⁵

Dans la même soirée le téléspectateur apprend aussi sur *France 2* que des infiltrations du FPR sont parvenues près de Kibuye.¹⁰⁶

[Paul Amar :]

Au Rwanda, la mission de l'armée française se déroule comme prévu sans accroc mais la situation reste fragile. **Un affrontement aurait opposé des soldats gouvernementaux à des membres du Front Patriotique à l'ouest du pays, à quelques kilomètres à peine des positions françaises.**

[Benoît Duquesne depuis Bukavu :]

Oui, bien écoutez, ces accrochages ont beaucoup surpris les militaires français, le colonel Rosier ici qui nous en parlait tout à l'heure. C'est vrai qu'il y a donc eu des affrontements en fin de matinée et tout l'après-midi près de la ville de Kibuye, là où se trouve un détachement français permanent. A environ 5 km des Français les plus proches du lieu où ont eu lieu **ces affrontements entre des gens du FPR infiltrés et puis ce qu'on appelle la défense civile ici.**¹⁰⁷

105. Spéciale Rwanda, TF1, 27 juin 1994, 20 h. C'est nous qui mettons en gras. <http://www.francegenocidetutsi.org/tf1/1994-06-27-20tf1.mpg>

106. France 2, 27 juin, Soir.

107. France 2, 27 juin 1994, Dernière. C'est nous qui mettons en gras.

Duquesne utilise ici le même terme de « défense civile » que Kayishema utilisait dans sa lettre du 12 juin au ministre de la Défense pour lui demander des armes.¹⁰⁸ Il répète ce que dit Rosier. L'identité de vocabulaire signifie-t-elle identité de vue entre Rosier et Kayishema ? Duquesne met des bémols, l'information sur des éléments du FPR infiltrés n'est peut-être pas sûre. Mais si elle est sûre, il en rajoute et il s'étend sur la stratégie du FPR qui vise à couper ce qui reste du Rwanda :

Alors c'est surprenant parce que vous savez qu'on parlait beaucoup d'infiltrations ici sans savoir trop si c'était une peur irraisonnée ou si c'est une réalité. Et bien ces accrochages qui ont eu lieu, **s'ils sont confirmés, parce que pour l'instant, les militaires français n'ont eu qu'une confirmation auditive**, si je puis dire, parce qu'ils étaient suffisamment proches pour entendre les coups de feu et bien ces accrochages s'ils sont confirmés voudraient dire d'abord que **le FPR est effectivement infiltré, est infiltré très très loin en territoire du gouvernement rwandais** et qu'ensuite ça confirme aussi **la volonté du FPR de couper ce qui reste du Rwanda sous le contrôle des forces gouvernementales, de le couper en deux**, c'est un petit peu ce qui inquiète les Français d'autant qu'ils ne sont pas loin et qu'ils ne savent pas trop ce que pourra être leur attitude au cas où ils auraient à se retrouver face à face avec des gens du FPR.¹⁰⁹

Paul Amar conclut en insistant sur la gravité de la situation en évoquant la peur des pauvres Hutu menacés par les méchants FPR infiltrés à Bisesero :

Merci Benoît. **Cette information si elle était confirmée ne peut qu'accentuer la crainte des civils qu'ils soient Hutu ou Tutsi** surtout dans les villages où l'armée française ne peut pas se rendre. Ils restent à la merci des incursions de soldats ou de miliciens. Cette peur nos envoyés spéciaux Isabelle Staes et Pascal Pons ont pu l'observer en sillonnant une région hutu.¹¹⁰

9.5 28 juin : L'évacuation des religieuses non menacées

Le 28 au matin, le colonel Rosier fait évacuer les religieuses de Sainte-Marie de Namur de Kibuye chez qui sont logés le lieutenant-colonel Duval et ses hommes. Elles ne sont plus menacées depuis qu'elles ont prié tous les Tutsi réfugiés chez elles de partir. Pour Rosier, c'est une opération psychologique pour marquer encore une fois le caractère humanitaire de l'opération Turquoise. C'est aussi une manière pour les militaires français d'occuper tout leur couvent et leur école technique. Est-ce aussi une mesure de rétorsion à l'égard des religieuses qui auraient fait connaître aux journalistes dont Patrick de Saint-Exupéry l'existence de survivants à Bisesero ?

108. Voir section 9.1.1 page 24.

109. *Ibidem*.

110. *Ibidem*.

Sur *France 2*, le matin, à l'occasion de l'évacuation des religieuses de Kibuye, Benoît Duquesne, par téléphone, revient sur les infiltrations du FPR tout près de Kibuye :

Une trentaine de religieuses s'y sentent menacées. Il y a trois jours les Français leur avaient envoyé un premier détachement par hélicoptère pour les rassurer. Ils devraient cette fois les évacuer sur Goma au Zaïre. Il faut dire qu'entre temps des accrochages se sont produits hier entre éléments du FPR et partisans du gouvernement provisoire, accrochages suffisamment proches de Kibuye pour que les Français les entendent et surtout des accrochages qui confirment l'intention du FPR de couper ce qui reste de la zone gouvernementale en deux parties. D'après les informations recueillies par les militaires, 1 500 hommes du FPR se seraient ainsi infiltrés par les vallées jusqu'à une dizaine de kilomètres de Kibuye. Des informations qui restent à confirmer et qui ont beaucoup surpris ici le colonel Rozier.¹¹¹

Ainsi Benoît Duquesne laisse entendre au téléspectateur que les éléments FPR infiltrés à Bisesero, qui ne sont que de malheureux survivants tutsi, menaceraient la sécurité des religieuses de Kibuye !

Cependant à Paris, le général Germanos affirme que les Tutsi de la région Gisingya [Gishyita], Karongi, Gisovu, c'est-à-dire Bisesero, ne sont pas des éléments infiltrés du FPR :

PARIS, 28 juin, Reuter - L'armée française mène des missions de renseignement dans un triangle situé entre Gisingya, Karongi et Gisovu, dans le sud-ouest du Rwanda, afin de déterminer l'origine de coups de feu qui y ont été entendus, a déclaré mardi le général Raymond Germanos, chef d'état-major adjoint.

“Ces bruits de coup de feu nous ont amenés à conduire une action de renseignement dans ce triangle. Il y a dans ce triangle des bandes hutues et tutsies qui circulent et un certain nombre de massacres y ont été conduits dans le courant du mois d'avril”, a-t-il déclaré au cours d'un point de presse.

Selon le général, les bandes tutsies qui se trouvent dans ce triangle, au nord ouest de la forêt de N'Yungwe [Nyungwe], ne seraient pas des éléments du Front patriotique rwandais (FPR) infiltrés à l'ouest mais des Tutsis rassemblés là pour se défendre.¹¹²

Ces propos tenus à la presse le 28 juin par le général Germanos nous prouvent qu'il a pris connaissance du rapport du lieutenant-colonel Duval alias Diego sur sa rencontre avec les survivants tutsi à Bisesero le 27 juin.

111. France 2, 28 juin 1994, Telematin, 7 h 30.

112. *L'armée française enquête sur des coups de feu*, Reuters - Les actualités en français, 28 juin 1994, 15:29 GMT. <http://www.francegenocidetutsi.org/CoupsDeFeuReuters28juin1994.pdf>

9.6 Pendant 3 jours, les Tutsi de Bisesero sont attaqués

Repérés par les tueurs qui ont observé de loin la rencontre des survivants de Bisesero avec la colonne Duval ou qui ont été informés par le guide Twagirayezu, les survivants ont été attaqués durant ces trois jours de manière redoublée, ainsi qu'en témoigne Eric Nzabihimana :

Lors de notre discussion, les tueurs postés de tous côtés sur les collines nous voyaient car nous étions presque tous sortis de nos cachettes. Les trois jours suivants, le 28, 29, et 30, les massacres se sont intensifiés. De nombreux militaires ont participé si bien qu'ils ont tué beaucoup plus de gens, exterminant presque tous, alors que les militaires français nous avaient promis qu'ils allaient parler au préfet pour que nous ne soyons plus attaqués.¹¹³

Le guide Twagirayezu reconnaît qu'il a informé les autorités sur les Tutsi survivants :

Dès mon retour à Mubuga, le soir même, je suis allé au bar « Abadacogora » d'un certain Athanase Namuhoranye où se rassemblaient souvent les miliciens après leurs forfaits. Il y avait différentes personnes dont l'assistant bourgmestre Kananira, le conseiller de Gishyita Muhayimana Mika, Ngerageze et différents autres cadres de la commune Gishyita. Je leur ai rapporté tout le déroulement de mon voyage à Bisesero, l'estimation du nombre des survivants qu'il y avait encore et la promesse que leur [sic] faite par les militaires français. J'ai passé la nuit à Mubuga. Le lendemain, très tôt le matin vers 5 h 30, j'ai emprunté une moto pour aller chez le bourgmestre Sikubwabo pour lui donner également le rapport de mon voyage. Je l'ai averti que les Français avaient promis aux gens de Bisesero de revenir à leur secours dans trois jours.

[...] Comme j'avais averti les Interahamwe et le Bourgmestre, durant les deux jours qui ont suivi c'est-à-dire le 28 et le 29/06/1994, les miliciens Interahamwe ont été très mobilisés pour intensifier leurs attaques à Bisesero avant le retour des militaires français qui sont partis porter secours aux survivants le 30/06/1994. Durant ces deux jours, des attaques de grande envergure ont été perpétrées sur Bisesero. Venant de Mubuga et de Gishyita, plus précisément de Chez Mika et de Chez Rutaganira, ces attaques étaient dirigées par le Bourgmestre Sikubwabo au vu et au su des militaires français qui étaient sur leur barrière et de ceux qui campaient au siège de la commune Gishyita. Pendant ces deux jours les tirs d'armes lourdes de Bisesero se faisaient entendre à Gishyita et il y a eu beaucoup de morts. Il est fort probable que les Interahamwe avaient reçu un renfort.¹¹⁴

113. Rapport Mucyo, [3, p. 85].

114. Rapport Mucyo, [3, Annexes, p. 113].

9.7 Les Français regardent les tueurs massacrer

Le 28 juin 1994 au soir le reportage d'Isabelle Staes et de Pascal Pons sur la chaîne *France 2* montre le groupe COS de Marin Gillier observer des « combats » le 27 juin sur les hauteurs de Bisesero depuis Gishyita. Pour Paul Amar l'information est sûre, ce sont des combats avec le FPR : ¹¹⁵

[Paul Amar] :

Les soldats de l'opération humanitaire Turquoise restent vigilants. Isabelle Staes et Pascal Pons se sont rendus auprès de positions françaises **qui ont entendu hier l'écho d'affrontements très proches entre le Front Patriotique Rwandais et les gouvernementaux.**

Isabelle Staes confirme :

[Isabelle Staes] :

Des hommes du Front Patriotique Rwandais y sont positionnés. On parle de mille à deux mille rebelles.

Nous sommes à Gishyita, point névralgique de l'opération Turquoise. Car c'est ici que les rebelles tutsi seraient les plus avancés en territoire hutu.

[Pascal Pons] :

« *Qu'est-ce qu'on vient d'entendre vous me dites ?* »

[Un membre du commando marine en maillot de corps kaki avec un petit chapeau de brousse] :

« *Des bruits d'une arme automatique..., lourde.* »

[Pascal Pons] :

« *D'après vous, c'est loin d'ici ?* »

[Le soldat du commando marine] :

« *A trois kilomètres d'ici..., à vol d'oiseau trois kilomètres.* »

Les accrochages les plus violents ont eu lieu hier soir. Vingt morts chez les rebelles, trois de l'autre côté.

[Marin Gillier] :

« *On a entendu un petit peu de bruit. On a vu de la fumée.* »

[Isabelle Staes] :

« *Et c'était quel genre d'affrontement d'après vous ?* »

[Marin Gillier] :

« *Des affrontements, euh, type infanterie.* »

[Isabelle Staes] :

« *Mais importants ?* »

[Marin Gillier] :

« *Oh, relativement importants, surtout à l'échelle du pays.* »

115. France 2, 28 juin 1994 au soir.

9.8 Les tueurs demandent des armes à Gillier pour achever les Tutsi

Selon Bernard Lugan, porte-parole de Rosier, Gillier reçoit, le 28 juin, la visite du bourgmestre de Gishyita, Charles Sikubwabo, qui lui demande des armes pour éliminer 300 à 500 Tutsi cachés dans des galeries de mine :

Le 28 juin Gillier resserre son dispositif sur Gishyita. A la jumelle il observe la ligne de crête où FAR et APR sont réputées en contact, mais sans obtenir de renseignement concret. Vers midi, il est toujours dans l'inconnu. C'est alors qu'il reçoit la visite du bourgmestre de Gishyita qui lui parle d'infiltrations de « terroristes » et de combats contre l'APR. Gillier qui n'est pas dupe fait son rapport au colonel Rosier : il l'informe que selon le bourgmestre de Gishyita, depuis « 10 heures du matin 300 à 500 terroristes seraient réfugiés dans une galerie de mine d'étain à la sortie est de Bisesero ». Le bourgmestre sollicite l'aide des militaires français pour éliminer ces « terroristes » et il demande des grenades car il manque de munitions... Gillier lui fait, selon les propres termes de son rapport, « une réponse dilatoire ». Ce même bourgmestre lui parle d'un barrage que le FPR aurait installé la veille, 27 juin vers 14 heures, dans la partie nord du secteur de Bisesero. ¹¹⁶

116. B. Lugan [9, pp. 268–269].

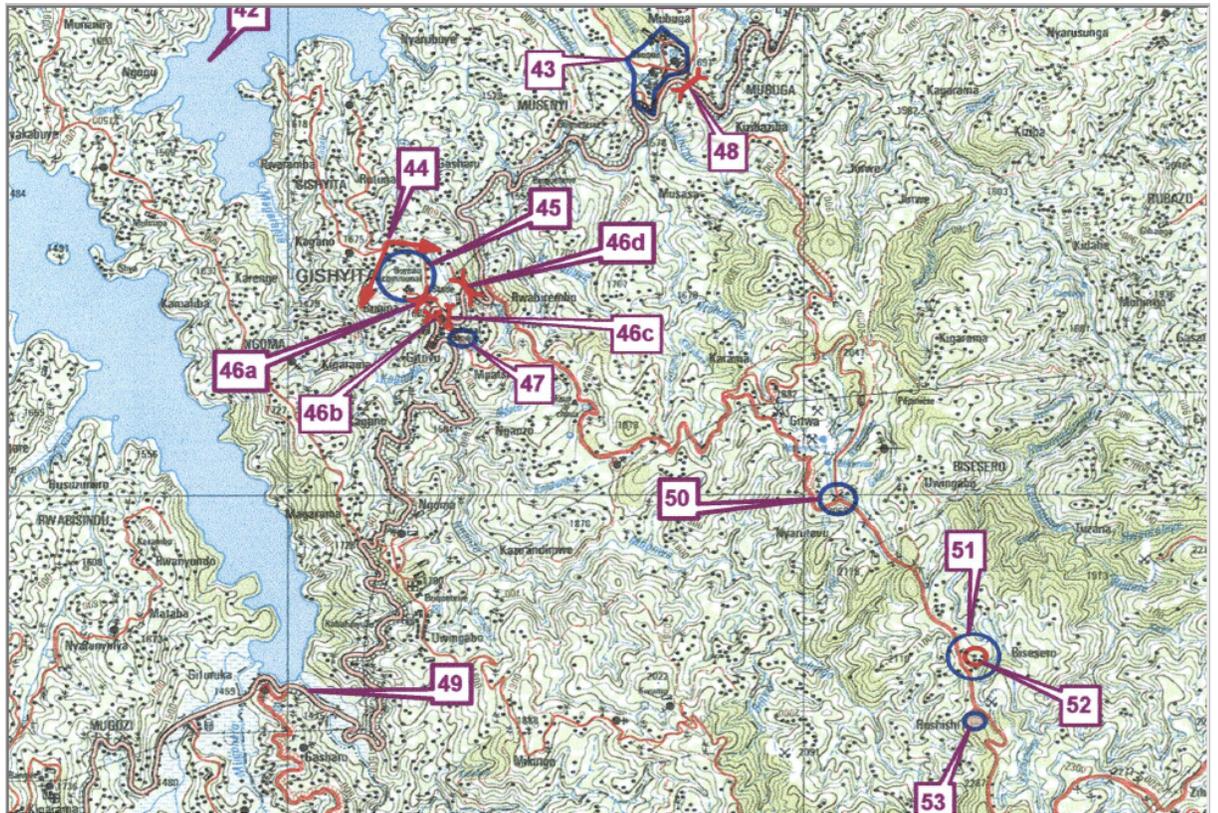


FIGURE 1 – Position des Français à Gishyita selon la commission Mucyo. Source : Carte 1/50 000^e Rapport Mucyo, Annexes.

42 Lac Kivu

43 Centre Mubuga

44 Périmètre de défense des Français à Gishyita

45 Bureau communal de Gishyita et chez Fundi

46a Barrière des militaires Français sur le chemin montant au bureau communal

46b Barrière des militaires Français

46c Barrière des militaires Français

46d Barrière des militaires Français à côté de l'église presbytérienne de Gatoke

47 Lieu de rassemblement des Interahamwe devant chez Mika pour monter à Bisesero

48 Barrière des Interahamwe

49 Mugonero - Route Kibuye-Cyangugu

50 Lieu de rencontre de la colonne Duval avec survivants de Bisesero

51 Village Bisesero

52 Bivouac des Français à Bisesero le 30 juin

53 Site mémorial du génocide à Bisesero

Jean-Baptiste Twagirayezu témoigne aussi d'une rencontre où Sikubwabo demande de l'aide à Marin Gillier :

Toujours dans la même période, Sikubwabo a tenu une réunion avec les Français à Gishyita. Il leur a demandé de l'aider à décimer les Inyenzi qui se trouvaient à Bisesero, parce qu'il disait qu'ils avaient tué ses hommes dont un sous-lieutenant et ses policiers. Il menaçait de démissionner de son poste s'ils n'acceptaient pas. Ils ont accepté. Sikubwabo et les Interahamwe armés se réunissaient chez le conseiller Mika devant sa maison, dans la cour qui se trouvait juste en haut de l'endroit où se trouvait la barrière des militaires français, avant de monter à Bisesero. Il va donc de soi que ces derniers étaient bien au courant de ce qui se passait.¹¹⁷

9.9 Gillier interdit à ses subordonnés d'aller à Bisesero

L'adjudant-chef Thierry Prunghaud est placé le 28 juin sous les ordres de Gillier. En fin de matinée à Gishyita, ils entendent des « *combats à la grenade et au fusil-mitrailleur* ». Avec des jumelles, ils voient « *des hommes en armes, une centaine, qui poursuivent des civils. Les civils tombent, sont achevés.* » Prunghaud interpelle Marin-Gillier : « *On ne va pas laisser faire ça, il faut y aller !* » Gillier refuse : « *Vous voyez bien que les rebelles massacrent la population. Interdiction d'aller au contact, on ne peut rien faire.* »¹¹⁸ Gillier consent néanmoins à envoyer une patrouille à pied vers Bisesero le 29 au matin, mais celle-ci, devant redescendre assez tôt pour la visite du ministre Léotard, ne trouvera rien.

Gillier se fiait aux informations que lui donnaient le bourgmestre Sikubwabo, comme en témoigne l'instituteur Twagirayezu :

Un jour, de chez Fundi et au siège du bureau de la commune Gishyita, à l'aide des jumelles ils observaient ce qui se passait à Bisesero, et ils ont demandé au Bourgmestre Sikubwabo : « *Qui sont ces gens qui sont en train de frapper les autres avec des gourdins, nous les voyons avec les armes ?* ». Il leur a répondu : « *Mais ce sont des Inkotanyi*¹¹⁹ *qui tuent des Hutu* ». Les militaires français n'étaient pas dupes car ils avaient une bonne collaboration avec le bourgmestre. Ils sont restés donc indifférents et ne s'inquiétaient de rien.¹²⁰

Isidore Kayiranga, beau-frère du bourgmestre de Gishyita, Sikubwabo, explique que les militaires français ont mis trois jours pour monter à Bisesero, alors que c'est à une heure de marche. Il montre que les Français savaient bien que c'était des civils Tutsi qui se faisaient massacrer :

117. Rapport Mucyo, [3, Annexes, p. 111].

118. Jean-François Dupaquier, *Là-haut, sur la colline de Bisesero*, XXI, avril 2010, pp. 36. <http://www.francegenocidetutsi.org/DupaquierXXIavril2010.pdf>

119. Inkotanyi, « ceux qui vont jusqu'au bout ». Nom que se sont donnés les soldats du FPR.

120. Rapport Mucyo, [3, Annexes, p. 111].

A un certain moment, laissant quelques soldats à Gishyita, les Français sont partis. Nous avons vu leurs véhicules et leurs blindés se diriger vers Bisesero.¹²¹ Cependant, à partir de Gishyita, Bisesero est à une heure de marche mais les Français ont fait trois jours le même trajet. Le premier jour, après avoir fait un trajet d'environ 1,30 km, ils ont passé la nuit à Dukoni où ils ont installé leur campement ; le deuxième jour, c'était à Kiziba et partout ils avaient des jumelles qu'ils utilisaient à tout moment tout le long du trajet. Leur montée vers Bisesero a duré trois jours après quoi ils sont revenus. Le jour de leur retour, Sikubwabo a fait passer à un certain Uhoraningoga Emmanuel alias Gifaransa un message de mobilisation générale de la population par le biais des conseillers pour procéder à de nouvelles attaques. [...] Durant les jours que les Français ont passé à Gishyita, les tueries des Tutsi se sont poursuivies alors que leurs hélicoptères décollaient et atterrissaient à tout moment, survolant Gishyita, Bisesero, Gisovu et Kibuye. [...] De Gishyita, nous entendions des coups de feu en provenance de Bisesero. Des femmes enceintes attrapaient des crampes de ventre, les plus peureux allaient tout le temps aux toilettes à cause du bruit assourdissant des coups de feux auquel ils n'étaient pas habitués. [...] Ils [les Français] entendaient très bien ces coups de feu. La preuve en est que ces coups de feu étaient entendus à Mpembe, très voisin de l'île Idjwi or, Gishyita se trouve entre Bisesero et Mpembe donc, il est clair que les Français pouvaient très bien entendre ces coups de feu étant à Gishyita surtout que des armes lourdes étaient également utilisées dans ces attaques. [...] Ces coups de feu ne provenaient pas des combats opposant les FAR au FPR mais plutôt des attaques des Interahamwe sur les Tutsi. Les Français le savaient parce que leurs hélicoptères, survolaient les lieux et personne n'a essayé de leur tirer dessus ; même pas les Inkotanyi. Ils savaient qu'il n'y avait que des civils. En plus, les Interahamwe qui montaient à Bisesero portaient des parties d'uniformes et ils savaient que les soldats de Habyarimana avaient suffisamment d'uniformes pour ne porter qu'une chemise militaire, sans pantalon ni chaussures militaires, au combat. [...] Il faut aussi remarquer qu'à partir du moment où les Français sont allés à Bisesero, les massacres des Tutsi se sont intensifiés. En effet, les Interahamwe avaient arrêté de mener la chasse aux Tutsi car ils croyaient que ces derniers avaient tous été exterminés, ceux-ci ayant fui vers les montagnes de Bisesero. Ils ont donc dévoilé aux Interahamwe la présence des rescapés Tutsi dans ces montagnes. L'information n'a pas tardé à circuler si bien que le lendemain, tous les Interahamwe de la région se sont rassemblés à Gishyita et ont mené une attaque de grande envergure sur les Tutsi de Bisesero. [...] Les auteurs de ces tueries provenaient des zones, je ne dirais pas contrôlées par les Français mais dans lesquelles ces

121. Il s'agit là du 30 juin. Le témoin décrit ensuite ce qui s'est passé avant le 30.

derniers avaient installé leurs bases. Presque toutes les attaques sur les Tutsi de Bisesero partaient de Gishyita. Les assaillants passaient devant le campement des Français et par les barrières tenues par eux. Ils voyaient les Interahamwe se préparer et ne faisaient rien pour secourir les victimes dont ils se réclamaient protecteurs. Au contraire, ils collaboraient étroitement avec les chefs des Interahamwe de la localité. [...] Je suis contre ce que les gens disent sur les Français. Ils n'ont sauvé personne en 1994. [...] ¹²²

Nous avons réentendu Isidore Kayiranga le 7 janvier 2009 à Gishyita. Il tient une buvette au centre de négoce, non loin de l'ancienne buvette de Mika. Il a confirmé la substance des propos ci-dessus. Sa parenté avec le bourgmestre lui donnait une certaine immunité. Il a pu cacher des Tutsi chez lui. Il dit que son beau-frère, le bourgmestre Charles Sikubwabo, est mort et qu'ils l'ont inhumé. Il considère que la reconnaissance du 27 et les propos tenus par l'officier français aux Tutsi ont constitué un piège, puisque des attaques ont été organisées ensuite devant les Français. Il dit que les survivants sont doublement rescapés. Un hélicoptère survolait les attaques. Si vraiment des éléments du FPR avaient été là, ils auraient tiré dessus, dit-il.

9.10 Le colonel Rosier aurait dirigé les miliciens de Cyangugu sur Bisesero

Soucieux d'empêcher les miliciens d'attaquer le camp de Nyarushishi que la France s'est engagée à protéger, le colonel Rosier les aurait fait acheminer de Cyangugu vers Bisesero pour éliminer au plus vite les derniers Tutsi survivants.

Plusieurs témoins attestent que John Yusuf Munyakazi est parti de Cyangugu avec ses miliciens vers Bisesero au vu et au su des Français. L'un, Tharcisse Nsengiyumva, déjà cité, était replié avec d'autres soldats handicapés à l'hôpital de Gihundwe à Cyangugu. Il a vu les Français accompagner des gendarmes et des Interahamwe à la barrière de Gihundwe :

– (...) *Peu après, les soldats français sont partis ensemble avec des gendarmes et des Interahamwe de Bugarama commandés par Yusuf Musozo [John Yusuf Munyakazi] et ils se sont rendus à Kibuye, dans ce lieu appelé Bisesero, dont les nombreux habitants menaient depuis longtemps une résistance pour survivre. Malheureusement ils n'arrivèrent pas à survivre, car il n'est pas possible de se battre avec des lances contre des armes à feu et espérer vaincre. Et donc pour finir, ils les ont tous massacrés. Les Français, c'étaient eux qui les couvraient.*

– C'est-à-dire qu'ils ont accompagné les Interahamwe et les gendarmes, et que ces deux derniers groupes ont tué les gens alors que les Français regardaient faire ?

122. Auditions d'Isidore Kayiranga en date du 15/12/2006 à Kigali et en date du 31/07/2007 à Kibuye. Cf. Rapport Mucyo, [3, Rapport, pp. 213-214].

– *Tout à fait. Ce départ s'est fait sous mes yeux, je les ai vu partir pour Kibuye. Nous nous trouvions à la barrière près de l'hôpital de Gihundwe quand ils sont partis pour Kibuye, ça n'est pas quelque chose qui m'a été raconté, j'y étais en personne.*

– Les Interahamwe et les gendarmes ont été embarqués dans les véhicules des Français ou avaient-ils leurs propres moyens de transport ?

– *Ils avaient des bus.*

– Mais ils sont partis dans le même convoi, se suivant les uns les autres ?

– *Oui.*

– Et les Français eux disaient qu'ils allaient faire quoi ?

– *Les Français eux, tu vois il y avait trois préfectures qui formaient la zone Turquoise. Ils devaient contrôler la situation dans toute la zone, peut-être pour pouvoir en fin de compte établir et donner des rapports. A supposer qu'ils partaient avec ces gens-là dans le cadre de se rendre compte de la situation, ce n'est pas cette mission qui a été accomplie, ils auraient dû aller sauver ceux qui étaient en danger, car ils avaient des armes et la capacité de le faire. Au contraire, ils sont partis avec ceux qui allaient les tuer, et ceux-ci les ont massacrés sans que les Français ne réagissent.*¹²³

Le témoin ne donne pas de date. La barrière près de l'hôpital de Gihundwe à Kamembe est sur la route qui mène vers Kibuye et Gikongoro.

Une autre femme rescapée de Kamembe témoigne que Yusuf et ses miliciens sont allés massacrer à Bisesero après le 27 juin :

– *Les gens de Bisesero sont morts plus tard, ils résistaient, ils sont morts en dernier.*

– Les derniers sont morts après l'arrivée des Français ?

– *Oui. Après l'arrivée des Français. Ce sont ceux-là qui ont été tué par John Yussuf [Munyakazi]. Ce sont ceux-là que sont allés exterminer les Interahamwe de John Yussuf.*

– Les Français les ont vu prendre le départ pour Bisesero ?

– *Je ne pourrais pas affirmer que, lors du départ du convoi, les Français partaient avec eux car chaque véhicule pouvait avoir son propre itinéraire, cependant lorsqu'ils sont partis pour Bisesero, les Français étaient présents.*

– Les Français étaient là ?

– *Oui. Ils étaient là cette dernière fois, quand les gens de Bisesero ont été massacrés, après le 27 juin. C'est Yussuf.*¹²⁴

123. Interview de Tharcisse Nsengiyumva par Cécile Grenier, Remera (Kigali), 8-9 janvier 2003. <http://www.francegenocidetutsi.org/TharcisseNsengiyumva.pdf>

124. Interview de NN. par Cécile Grenier, Bugarama, 23 janvier 2003. Traduction de Vénuste Kayimahe. <http://www.francegenocidetutsi.org/NN.pdf>

Le procureur du TPIR accusa Siméon Nchamihigo, ancien substitut du procureur de Cyangugu et chef milicien, d'avoir envoyé des miliciens à Bisesero fin juin :

37. Between 20 and 25 June 1994 or thereabouts, SIMEON NCHAMIHIGO ordered or instigated the Interahamwe in his area, including Jean-Paul, Mvuyekure Vincent, alias Tourné, Nzeyimana, among others, to go to Kibuye together with Yusufu Munyakazi and his Interahamwe, and participate in a number of attacks to kill Tutsi who had sought refuge at Bisesero in Kibuye Prefecture. The Interahamwe travelled in an ONATRACOM bus to Bisesero and assisted the Kibuye Interahamwe in killing the Tutsi. Together, they killed many Tutsi. On the return of the Interahamwe from Kibuye after one or two days, SIMEON NCHAMIHIGO rewarded them with drinks and food at the Gihundwe school.¹²⁵

Cependant, dans le jugement qui condamne Siméon Nchamihigo à la prison à vie pour génocide, cette accusation relative à des tueries à Bisesero fin juin n'est pas retenue par le tribunal parce que le procureur a produit des témoignages sur l'envoi d'Interahamwe à Bisesero fin avril et non fin juin.¹²⁶

En dépit de cette erreur du Procureur, cette accusation reste un indice accusant Yusuf Munyakazi d'être allé massacrer à Bisesero alors que les Français étaient présents.¹²⁷

Ahmed Bizimana dit être allé à Bisesero avec Yusuf après que les Français aient rassemblé les Tutsi :

Les Français, un autre endroit où nous sommes retrouvés, c'est à Kibuye.

Sur la colline de Bisesero, il y avait beaucoup de Tutsi. Il y avait beaucoup d'attaques depuis le 15 avril. Ils ont été souvent attaqués, mais ils avaient réussi à se défendre tant bien que mal. Mais quand les Français sont arrivés, ils ont recommencé leur ruse : ils ont appelé les Tutsi qui étaient cachés en leur promettant protection. Une fois que les Tutsi étaient réunis, ils ont immédiatement donné l'ordre et on a tué tous les survivants.

125. TPIR, ICTR-2001-63, Acte d'accusation de Siméon Nchamihigo, § 37, p. 10. <http://www.francegenocidetutsi.org/NchamihigoIndictmentRev2.pdf> Traduction de l'auteur : Entre le 20 et le 25 juin ou aux environs, Siméon Nchamihigo a commandé ou incité les Interahamwe de son secteur, parmi lesquels Jean-Paul, Mvuyekure Vincent, alias Tourné et Nzeyimana à aller à Kibuye avec Yusufu Munyakazi et ses Interahamwe et de participer aux nombreuses attaques pour tuer les Tutsi qui avaient trouvé refuge à Bisesero en préfecture de Kibuye. Les Interahamwe sont allés à Bisesero avec un bus de l'ONATRACOM et ont aidé les Interahamwe de Kibuye à tuer les Tutsi. Ensemble, ils ont tué beaucoup de Tutsi. A leur retour de Kibuye un ou deux jours plus tard, Simeon Nchamihigo les a remercié en leur donnant à boire et à manger à l'école de Gihundwe.

126. TPIR, The Prosecutor v. Siméon Nchamihigo, Case N° ICTR-01-63-T, Judgement, 24 September 2008, § 6.8 Bisesero, pp. 67-68.

127. Faut-il encore souligner les erreurs du procureur du TPIR? Alors que Yusuf est allé massacrer trois fois dans la région de Bisesero, il n'en fut pas accusé.

Moi, je suis allé vers Kibuyé dans le cadre des renforts que nous apportions : des fusils, des grenades et des Interahamwe armés de gourdins et autres. On est allé jusqu'à Bisesero, là nous avons été accueillis par Obed Ruzindana et Clément Kayishema, les responsables de la région venus de Kibuye pour nous accueillir.

Au mois de juin à l'arrivée des Français, il y avait déjà eu l'attaque du 15 avril et il y a eu la deuxième à leur arrivée parce qu'ils ont réalisé que les Tutsi étaient encore nombreux, ils n'étaient pas morts.

Ils n'ont pas voulu qu'on y aille immédiatement. C'est les Français qui nous ont précédés, ils étaient passés par le Nord vers Kibilira et sont arrivés par le lac. Ils nous ont envoyé un message comme quoi les Tutsi étaient fort nombreux dans le coin. C'est les Français qui assuraient la communication.

Nous avons été appelés car il y avait de nombreux Tutsi. C'est les Français qui étaient arrivés là en premier qui ont demandé des renforts. Nous sommes arrivés après les Français, ils avaient fait le regroupement des gens, et ils ont discuté avec nos responsables. Et quand ils ont eu fini de discuter, ils sont repartis tranquillement, laissant le champ libre. Ils étaient là, je me souviens d'un hélicoptère muni d'une mitrailleuse. Ils ont laissé le champ libre aux tueurs et sont repartis. L'hélicoptère est parti et c'est Ruzindana qui a donné l'ordre d'en finir, nous avons tout ce qu'il fallait pour le faire. C'est Yusufu qui a mis ses gars de Bisesero pour terminer le travail et voilà. C'était là dans Bisesero.

C'est à Yusufu qu'ils envoyaient les messages. Il est de ma famille, ma famille proche, c'est mon oncle paternel et mon parrain. Nous nous rendions par là à l'appel des Français. C'est eux qui avaient les infos sur les survivants et tout le reste.

Des Tutsi blessés ? J'en doute, il n'y avait que des morts, à moins que ce ne soit après, la situation était tragique, car c'était au moins la sixième attaque. Il y avait eu les attaques d'avril puis celles de juin avec le retour des Français, toutes les communes des alentours étaient là, nous étions plus de dix mille. Sur la plus haute colline, il y avait une grosse malle, moi je sais lire et écrire et sur cette grosse malle c'était écrit « made in France ». Cette malle avait été amenée immédiatement par hélicoptère. Il y avait dedans des roquettes que l'on tirait sur les collines et qui brûlaient les gens.

Les Français les ont données aux Interahamwe. Ils tiraient sur la plus haute colline de Bisesero. Vous pouvez y aller voir, c'est les Français qui ont amené ça là, oui, les roquettes, c'est les Français qui les ont amenés là.

Cet hélicoptère tournoyait dans le ciel. ¹²⁸

128. Interview d'Ahmed Bizimana, chauffeur de Yusuf, par Georges Kapler. Cf. *L'horreur qui nous prend au visage*, [4, pp. 89–90].

Ce témoignage est à prendre avec réserve. Il n'y a pas eu d'attaque importante le 15 avril à Bisesero. En revanche le témoin omet celle du 13 mai où Yusuf était présent. On n'est pas obligé de croire à cette histoire de grosse malle de roquettes marquée « made in France ». Mais le COS disposait d'hélicoptères équipés de mitrailleuse. Des détails font prendre le témoignage au sérieux comme les noms cités, Obed Ruzindana et Clément Kayishema. La reconnaissance de Duval est évoquée comme ayant contribué à faire « *le regroupement des gens* ». Puis les Français « *ont demandé des renforts.* » Enfin, « *ils sont repartis tranquillement, laissant le champ libre* ».

Jean Bosco Habimana, caporal FAR et chef Interahamwe, les a vu revenir en chantant :

Je peux affirmer que franchement, pour que les Tutsi de Bisesero aient pu être tués au point où ils l'ont été, c'était surtout dû aux Français. Parce que au moment où les Français racontaient qu'ils allaient sauver, soi-disant, les Tutsi de Bisesero, ils se sont fait accompagner, à leur demande, par les Interahamwe d'un certain Yusufu de Bugarama. Ils y sont donc allés avec ces Interahamwe et Yusufu et un certain Édouard et d'autres gens de Bugarama. Cela s'est fait en plein jour, les Interahamwe sont partis dans des bus, entre autres avec les Français qui les protégeaient.

Ceux qui sont allés à Bisesero, moi je n'y étais pas, sont rentrés en chantant leurs hauts faits comme quoi ils avaient exterminé les Tutsi de Bisesero, qu'ils les avaient bien tiré au fusil. Dans ce cas, on ne peut pas dire que le Français est allé à Bisesero pour sauver les Tutsi mais plutôt pour les condamner massivement.¹²⁹

Thomson Mubiligi, ancien Interahamwe, atteste devant la commission Mucyo que les Français ont coopéré avec Yusuf Munyakazi, qui est allé en renfort à Kibuye :

Thomson Mubiligi était un interahamwe et a collaboré avec les troupes françaises durant le génocide dans Cyangugu. « *J'ai vu arriver les Français à Cyangugu. Certains sont allés à Nyarushishi, d'autres à l'aéroport et un autre groupe de militaires circulait partout. Ils collaboraient étroitement avec le préfet de Cyangugu et la gendarmerie et tenaient souvent des réunions avec des officiers supérieurs des FAR ainsi que les chefs des Interahamwe. Dans ce cadre, ils ont étroitement collaboré avec le président de la CDR, Bantari Ripa, le président des Interahamwe de Cyangugu, Nyandwi Christophe, ainsi que Yusuf Munyakazi, chef des Interahamwe de Bugarama qui sont allés donner du renfort à Kibuye.* »¹³⁰

Vincent Nzabaritegeka, entendu par la commission Mucyo, affirme que les Français ont fourni des armes qui ont été utilisées par Yusuf pour attaquer les survivants de Bisesero le 29 juin :

129. *L'horreur qui nous prend au visage*, [4], pp. 254–255].

130. Rapport Mucyo [3], Rapport, pp. 189–190]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RapportMucyo15novembre2007.pdf#page=195>

Vincent Nzabaritegeka était mécanicien au projet Forêt Nyungwe à Ntendezi dans la préfecture de Cyangugu. Il affirme que des militaires français ont distribué des armes à des chefs Interahamwe qui ont ensuite servi à tuer des Tutsi. « Vers le 25 du mois de juin, c'était un lundi [Le témoin se trompe dans son approximation le lundi c'était le 27 juin], Samuel Manishimwe, le préfet Bagambiki et 7 Français dans leurs jeeps sont venus et m'ont ordonné d'ouvrir le portail. Ils étaient avec des gendarmes. Aussitôt, j'ai vu entrer un camion Benz, hermétiquement fermé appartenant aux Français. Ils m'ont dit qu'ils cherchaient le directeur du projet, M. Déo Mbanzabigwi, pour qu'il leur donne une salle libre. Après leur avoir dit que le directeur était absent, le préfet Bagambiki m'a ordonné de lui donner les clés, ce que j'ai fait. Il a ouvert une des salles et a donné l'ordre aux douze gendarmes de décharger les armes qui étaient dans le camion. Selon ce qu'a dit l'un des gendarmes, c'étaient des fusils M16 et 5 caisses contenant des grenades. Le préfet a dit aux gendarmes qu'ils devaient rester et garder ces armes. [...] Le lendemain, Yusuf [Munyakazi], Samuel Manishimwe, le préfet et le directeur sont revenus et ont tenu une réunion durant laquelle ils ont dit que les réservistes étaient réengagés dans l'armée et que, par conséquent, les armes allaient être distribuées aux Interahamwe formés militairement. Ils ont ainsi distribué des armes et des grenades. Ils donnaient un fusil et des grenades à chacun. Après quoi ils leur ont dit d'aller « travailler » en commençant par Bugarama. Déo a dit que je ne pouvais pas rester sans moyens de défense et ils m'ont donné un fusil et des grenades. Ils ont également donné des armes et des grenades à notre ingénieur et à deux autres personnes pour assurer la sécurité du centre et de ses alentours. [...] Le 28, vers le soir, Yusuf est revenu nous disant qu'il avait résolu le problème de Gafunzo [localité de la région de Bugarama, fief de Yusuf Munyakazi], que le seul grand problème qui restait était Bisesero où des attaques avaient été menées depuis le 27 et qu'il fallait chercher comment y aller. Nous avons fait sortir les armes, fusils et grenades qui restaient au stock et les gendarmes les ont chargés dans le véhicule de Yusuf. Avant de partir, ce dernier nous a dit que l'attaque sur Bisesero se ferait le vendredi 29 [Une nouvelle fois le témoin se trompe de jour, le 29 était un mercredi. Par contre les dates données en référence à Bisesero dans cet extrait correspondent aux événements de Bisesero]. Effectivement, ils sont partis attaquer à Bisesero le 29. [...] Les Français ont distribué, au vu de tous, les fusils qui ont été utilisés pour exécuter les massacres. J'ai assisté à cette distribution lorsque j'accompagnais le directeur et l'ingénieur Mutabazi et même ces deux les ont utilisés publiquement. Par ailleurs, ces fusils ont servi à tuer des gens à Nyamuhunga.¹³¹

131. Rapport Mucyo [3, Rapport, pp. 184–185]. Les annotations entre crochets sont du

Nous avons réentendu ce témoin à la prison de Cyangugu, le 13 janvier 2009, puis le 21 octobre 2011. Son vrai nom est Vincent Nzabonitegeka. Il a été condamné à 25 ans de prison. Le projet “Forêt Nyungwe” était financé par la coopération française. Le témoin n’est pas fiable sur les dates. Il paraît certain qu’il a participé fin juin à une attaque à Bisesero. Ils y ont passé deux jours. Ils ont logé à Mugonero dans la maison à étages du père d’Obéd Ruzindana qui « *n’a plus ses deux jambes* ». Ce détail est exact.¹³² Ils sont allés là-bas avec 170 hommes dans 3 bus plus le véhicule de son patron.

Elie Ngezenubwo, habitant de Gishyita a participé aux massacres. Il décrit comment la dernière attaque à Bisesero s’est organisée en présence des Français. Il cite parmi les attaquants les milices de Gisenyi et de Cyangugu :

« Les Français étaient basés à Gishyita lors des massacres de Bisesero. Ils voyaient cela et demandaient ce qui se passait à Sikubwabo qui leur disait que la population était entrain de combattre les Inyenzi. Dans ce cadre, il y a eu une réunion de mobilisation de la population chez le conseiller Muhimana Mika. L’ex-bourgmestre avait l’inquiétude qu’avec la présence des Français, les attaques de Bisesero allaient s’arrêter. Il a donc convoqué tous les conseillers de secteurs et il leur a demandé de rassembler beaucoup plus de gens pour mener la dernière attaque de Bisesero. Après cette réunion, mon grand frère Uhoraningoga Emmanuel alias Gifaransa a reçu une moto, un sifflet et un tambour pour l’aider à circuler et mobiliser les gens partout dans la campagne. Dans son appel, il invitait la population à monter pour aller combattre à Bisesero. Beaucoup de gens sont venus se rassembler de nouveau chez Muhimana Mika, ils ont reçu des instructions concernant le camouflage et signes qui pouvaient les identifier et les différencier avec ceux qu’ils attaquaient. Ils se mettaient dans les cheveux, soit une allumette soit des feuilles de bananiers ou d’eucalyptus. Les tueurs provenaient des secteurs environnants, ceux de Mubuga et Rwamatamu sont venus dans la camionnette du projet Colas, mais il y avait également des milices de Gisenyi et de Cyangugu qui ont participé activement dans la dernière attaque de Bisesero. [...] Les interahamwe, munis de leurs armes blanches, passaient devant la barrière des Français pour aller tuer les tutsis de Bisesero. Je voyais les Français survoler Bisesero au moment des massacres mais ils n’ont jamais arrêté ces tueurs. [...] »¹³³

Nous avons réentendu deux fois ce témoin, le 7 janvier 2009 et le 25 octobre 2011. Nous l’interrogeons sur la présence des miliciens de Yusuf. Il affirme qu’ils sont venus avec 2 bus et une Susuki. Ils ont fait halte à Mugonero.

rapport Mucyo. <http://www.francegenocidetutsi.org/RapportMucyo15novembre2007.pdf#page=196>

132. Le père d’Obéd Ruzindana, Elie Murakaza, marche effectivement avec des béquilles, suite à un accident. Cf. African Rights, *Résistance au Génocide - Bisesero - avril-juin 1994* [2, pp. 52].

133. Rapport Mucyo, [3, Rapport, p. 214].

Q : Est-ce que tu peux te souvenir de la provenance des miliciens qui sont venus attaquer les Tutsi à Bisesero quand les Français étaient là ?

R : Oui. Certaines attaques venaient... certains sont venus avec des véhicules, arrivaient de Rwamatamu accompagnés par Ruzindana Obed, d'autres, c'était nous les paysans qui nous rassemblions ici, en provenance de toutes les directions. Alors après nous être rassemblés, nous montions vers Bisesero tandis que les Français eux campaient là bas chez Fundi où se trouve actuellement le bureau de secteur. [...]

Q : Est-ce que quand les Français étaient là, il y a des miliciens qui venaient de loin, c'est-à-dire qui n'étaient pas de Gishyita et de Gisovu ou de Mubuga ?

R : Ceux qui arrivaient de loin sont ceux qui sont venus de Gisenyi et ceux qui sont venus de Cyangugu, miliciens de Youssouf qu'il a emmenés personnellement. Sinon je ne peux pas connaître ceux qui sont venus de Mubuga ou Rutsiro ou d'ailleurs ; [...]

Alors Youssouf est venu, sont venus aussi les Interahamwe provenant de Gisenyi, il y en avait aussi qui arrivaient de Birambo, Rutsiro, de partout ; en fait, il n'y a pas eu un seul coin d'où ils ne sont pas venus. Il y avait nous les simples paysans, mais aussi d'anciens militaires. Je les voyais monter là-bas mais nous ne savions pas ce qu'ils faisaient là-haut. Sauf qu'il y a eu les dernières attaques et ce sont celles-là qui ont exterminé les derniers Tutsi après le rassemblement de ceux-ci dans les Bisesero par les Français qui leur disaient qu'ils venaient les protéger ; et après deux jours les Français sont partis je ne sais où ailleurs et c'est là qu'il y a eu ces dernières attaques qui en ont fini avec les Tutsi de Bisesero alors que les Français venaient de les regrouper là-bas. [...]

Q : A propos des miliciens qui venaient de Bugarama commandés par Youssouf, est-ce que Youssouf les conduisait, est-ce qu'il les dirigeait, à combien ils étaient, combien de véhicules les transportaient, combien de jours sont-ils restés, et où ont-ils couché et ont-ils mangé, etc.

R : Je ne peux pas me rappeler combien de jours les Interahamwe y sont restés, mais ils sont venus dans deux bus et une camionnette Suzuki qui transportait Youssouf, mais les deux bus étaient remplis d'Interahamwe en provenance de Bugarama. Ils étaient alors établis à Mugonero et ils y laissaient les bus et montaient à pied en passant par Muramba et d'autres collines par là-bas pour aller attaquer Bisesero. Ils arrivaient donc dans ces deux bus ainsi que cette Suzuki qui transportait leur chef. Alors les paysans, dont nous qui avons fait des aveux de culpabilité, nous remontions avec eux pour leur apporter notre renfort et nous les assistions pour encercler ces gens-là qu'on attaquait ; ceux-là (qui venaient de Bugarama) eux ils savaient se battre, c'étaient des Interahamwe professionnels.

Q : Lors des attaques contre les survivants tutsi, est-ce que les Français ont essayé d'empêcher les miliciens d'attaquer les Tutsi ?

R : Dans les environs ici tout près non, ils n'ont rien empêché ; et d'ailleurs des Tutsi, il n'en restait plus. Lorsque les Français sont arrivés ici, ils se sont rendus compte que plus personne n'était tué, ceux qui étaient tués en ce moment-là étaient ceux qui s'étaient réfugiés dans les Bisesero.¹³⁴

Le témoin situe la dernière grande attaque de Bisesero, la veille du jour où les survivants ont été sauvés, c'est-à-dire le 29 juin, jour de la visite du ministre Léotard. Il évoque une deuxième fois le rassemblement des Tutsi par les Français, ce qui correspond à la reconnaissance de Duval, le 27 juin :

Q : Peux-tu situer la date de la dernière attaque à Bisesero, est-ce que c'était le jour où les hélicoptères ont porté secours aux survivants, c'est-à-dire tu sais, le 30 juin ?

R : Je pense que c'était le jour d'après l'attaque, quand ils [les Français] sont allés ramasser ceux qui avaient survécu ; mais ils [les Français] avaient commencé par les regrouper comme je l'ai déjà dit plus haut qu'ils les avaient rassemblés et là ils disaient qu'ils allaient les protéger, et peu après ils [les Français] se sont esquivés un peu et ne sont pas restés avec eux, et puis nous on est passé par les côtés et ces gens ont été massacrés.¹³⁵

Nous avons interrogé Isidore Kayiranga, déjà cité plus haut, sur la venue des miliciens de Cyangugu fin juin :

Q/ Est-ce qu'il y a des miliciens qui sont venus de loin, de Gisenyi, de Cyangugu pendant que les Français étaient là ?

R/ Oui ils sont venus dans un bus d'un certain...

Q/ Durant la présence des Français ?

R/ Oui, ils sont venus.

Q/ C'était des miliciens, des militaires, des gendarmes... ?

R/ C'était des personnes qui avaient été entraînées à Cyangugu, amenées par un certain Youssouf. Si c'était des militaires ou non, je l'ignore ; en tous cas, ils étaient munis d'équipements militaires. Toutefois ils ne portaient pas d'uniformes militaires.

Q/ Est-ce que tu les as vus ?

R/ Oui.

Q/ Qui les commandait ? Est-ce que c'était Youssouf qui les commandait ?

R/ C'était Youssouf qui les commandait. Il est venu ici à Gishyita et y a passé deux jours.

Q/ Quand les Français étaient là ?

134. Interview d'Elie Ngezenubwo par Jacques Morel, Gishyita, 25 octobre 2011, interprète Jean Ruzindaza, traducteur de l'enregistrement sur cassette, Vénuste Kayimahe. <http://www.francegenocidetutsi.org/NgezenubwoElie25octobre2011.pdf>

135. Interview d'Elie Ngezenubwo, *ibidem*.

R/ Ils étaient bien ici.

Q/ Qu'est-ce qu'il avait comme voiture ?

R/ Ils sont venus par bus de l'ONATRACOM.

Q/ Lui aussi est venu dans le bus ?

Q/ Oui, ils sont venus dans les bus de l'ONATRACOM

Q/ Un bus ou plusieurs ?

R/ Un seul. De l'ONATRACOM

Q/ Et Youssouf, il était dans le bus ou il avait sa voiture ?

R/ Il est venu dans ce bus même.

Q/ C'était un bus de quelle couleur ? C'est vert ?

R/ Vert.

Q/ Quelqu'un nous a dit qu'il était venu dans sa voiture Suzuki.

R/ Ça je ne peux pas l'admettre. Car moi je ne l'ai pas vu, moi je suis en train de dire les choses que j'ai pu voir.

Q/ S'ils sont venus deux jours, ils ont dormi où ?

R/ Lorsque ces gens sont venus, là dans ce petit centre, les commerçants avaient déserté les lieux. Moi-même j'y étais commerçant mais j'avais déjà fui le lieu. C'est donc dans ces maisons là-bas qu'ils dormaient. Tous les commerçants avaient cessé de travailler et avaient fui. Ceux qui ne s'étaient pas joints à ces gens-là (aux tueurs) avaient pour la plupart fui ou avaient été tués, la plupart étant des tutsi.

Q/ Et le bus de Cyanguu il est venu jusqu'ici à Gishyita ?

R/ Oui il est venu de Cyanguu jusqu'ici à Gishyita. Avec les Interahmwe qui faisaient des acrobaties à leur manière sur le véhicule recouvert de feuilles de bananiers.

Q/ Comment a-t-il su qu'ils venaient de Cyanguu ? Est-ce qu'il connaissait Youssouf et est-ce qu'il connaissait les gens ?

R/ Youssouf lui aussi je le connais. Il est le frère de mon beau-père.

Q/ Je crois d'ailleurs qu'il est originaire de la région ?

R/ Il est originaire d'ici à Ruhanga

Q/ Et il est resté deux jours pendant que les Français étaient là ?

R/ Oui, deux jours qu'ils ont passés là. Ils étaient équipés d'armes blanches, de grenades, d'un certain nombre de fusils, de couteaux assez courts avec lesquels ils tuaient ; et ils tuaient très mal les gens, ils les découpaient, ils faisaient tout pour les attraper vivants et les torturer à plaisir.

Q/ Ils avaient des armes à répétition, des kalachnikov ils en avaient ?

R/ Alors, j'ai oublié de lui dire [à Jacques] : il ne faut pas qu'il s'imagine que ceux qui massacraient n'étaient pas armés ! Même des machine-gun (mitrailleuses), ils en avaient. Et les Français ne pouvaient pas dire qu'ils n'entendaient pas d'ici le bruit des fusillades. Si tu te trouves là-bas dans les Bisesero et tire avec une kalachnikov, même la personne qui se trouverait à Mpembe tout prêt de l'île

Idjwi, elle entendra ; car la kalachnikov est très bruyante. J'aime souvent dire qu'il ne faut pas qu'ils se justifient de cette manière pour dire qu'ils ignoraient ce qui s'y passait, car les attaquants avaient même des fusils qui portaient des stream (lance-roquettes?), et ils les tiraient aussi et cela fait des explosions plus fortes que celles des grenades. Ils balançaient aussi des grenades ; donc le bruit des explosions et des tirs, ils l'entendaient et puis ils voyaient... Les détonations dépassaient Gishyita et ceux qui se trouvaient à Mpembe les entendaient. Les bruits dépassaient cette cellule où nous sommes et où ils se trouvaient et se faisaient entendre plus bas jusqu'à la frontière du Rwanda et du Congo ! Car Bisesero est à une haute altitude, et eux se trouvaient plus bas. Les bruits s'entendaient bien là.

Q/ Est-ce qu'il y avait des armes comme des lance-roquettes ou des mortiers ? Est-ce qu'il y avait de l'artillerie ?

R/ Les mortiers ont été utilisés avant ; avant la présence des Français. Mais les (machine-gun (mitrailleuses) elles, ils en avaient, ils les utilisaient. ¹³⁶

Straton Sinzabakwira, ex-bourgmestre de Karengera, a évoqué l'envoi de miliciens de Cyangugu à Bisesero. Nous le réinterrogeons sur cet épisode :

Q. Y a-t-il eu des miliciens, des Interahamwe venant de Cyangugu qui sont allés à Bisesero ?

R. Oui oui oui il y en a.

Q. Quand les Français étaient là ? Quand les Français étaient là, pendant l'Opération Turquoise ?

R. Pendant l'Opération Turquoise oui, les Interahamwe de chez Yusuf Munyakazi. Il est en prison à Arusha. Ils allaient là-bas.

Q. Qui est Munyakazi Yusuf ?

R. C'était le responsable de la milice interahamwe de Bugarama, la grande milice de Cyangugu, la forte milice parce qu'elle était armée et avait des fusils, et avait des grenades, et elle recevait de l'argent du gouvernement, de la nourriture, des véhicules, c'était la milice principale de Cyangugu.

Q. Et avez-vous vu ces miliciens ?

R. Oui je les ai vus parce que pour aller à Bisesero, on passait par la commune Karengera, la grande route, pour... donc quand on vient de Bugarama on passe par Cyangugu quand même au centre de la préfecture, et puis on passe par Nyangezi, c'est la commune Karengera, Nyangezi. Ils passaient dans ma commune.

Q. Quand ?

R. Heu vers le... vers le 25 juin ils faisaient des allers et viens.

Q. Et vous saviez où ils allaient ?

136. Interview d'Isidore Kayiranga par Jacques Morel, Gishyita, 7 janvier 2009. Interprète DG. Traducteur de la cassette Vénuste Kayimahe.

R. Oui on savait parce que c'était leur travail et ils allaient pour donner le coup de main à Bisesero.

R. Ils étaient combien ?

Q. Beaucoup. Souvent ils partaient, il y avait deux bus. Un bus, parce que bon je ne sais pas si vous connaissez les bus au Rwanda, ça peut prendre, ça peut transporter environ 60 personnes, mais quand c'est une milice on ne s'assoit pas sur, sur des chaises appropriées, on part même debout, on partait même accrochés sur des cordes tout autour du véhicule. C'était des gestes extraordinaires. Ils étaient beaucoup, ils partaient avec un groupe, pas moins de 300.

Q. C'étaient quels bus ?

R. Les bus de l'État, les bus de la préfecture. Les bus c'est du gouvernement, l'office national des transports en commun, c'était un un service de l'État. C'est le préfet qui donnait ça. Et on leur donnait des fusils, on leur donnait des munitions, on leur donnait de l'argent, on leur donnait de la nourriture, on leur donnait des militaires, ils partaient avec des militaires, c'était un mélange de milices et de militaires.

Q. Est-ce que les militaires français étaient au courant de ça ?

R. Oui ils étaient au courant et ils les voyaient. Est-ce que les militaires français ne coopéraient pas avec Imanishimwe, celui-là qui est en prison à Arusha ? Ils coopéraient, ils se voyaient chaque jour. Chaque matin il y avait une réunion entre le préfet, le commandant de la gendarmerie, le commandant de l'armée, le procureur, celui-là même qui est en prison à Arusha, il se nomme Nchamihigo Siméon, le procureur et qui encore ? Il y avait une réunion chaque matin avec le responsable, le chef des militaires français, le chef des militaires de l'armée de Habyarimana, le commandant de la gendarmerie, le préfet et le procureur.¹³⁷

Le colonel Hogard dit qu'il a mis en place un comité de coordination où il se réunit tous les jours avec le préfet.¹³⁸ Mais Hogard prend ses fonctions le 1^{er} juillet. Le colonel Tauzin s'est-il coordonné également avec Bagambiki ? C'est probable. Causant avec Straton de l'exécution de 5 Tutsi à la barrière de Ntendezi en présence de Français, il nous reparle de l'expédition des Interahamwe de Cyangugu à Bisesero :

Q. Oui, vous sauriez dire à quelle date c'était à peu près cet événement ?

R. [Après avoir réfléchi] Le 22 j'étais à Cyangugu, le 25, le 26, entre le 26 et le 27 parce que le lendemain il y a eu un groupe des Interahamwe qui est parti à Kibuye, c'est le point de repère que j'ai dans ma mémoire.

Q. Qu'est-ce qu'ils sont allés faire à Kibuye ?

137. Interview filmé en vidéo de Straton Sinzabakwira par Valérie Marinho de Mourra et Jacques Morel, prison de Mpanga, 26 octobre 2011.

138. G. Périès, D. Servenay [13, p. 326].

R. Entre le 26 et le 27 juin ?

Q. Qu'est-ce qu'ils allaient faire à Kibuye les Interahamwe ?

R. Ils allaient pour le renfort des massacres des Tutsi à Bisesero.

Q. Alors attendez, vous avez situé cet événement à la barrière de Ntendezi le 26 ou le 27 ?

R. Juin.

Q. Juin, et vous dites le lendemain, les Interahamwe sont partis vers Kibuye ?

R. Sont partis vers Kibuye, oui.

Q. Donc le 28 juin ?

R. Oui.

Q. Comment vous vous en souvenez ? Pourquoi vous vous en souvenez de ça ?

R. Je m'en souviens parce que j'étais présent à Ntendezi. C'était un site où j'étais moi-même chargé de superviser la barrière de Ntendezi parce que c'était un point fort. C'est un croisement entre la préfecture de Gikongoro et la préfecture de Kibuye. Tout le monde qui venait de Kigali, tout le monde qui venait de Kibuye, de Gisenyi, devait passer par Ntendezi pour regagner Cyangugu et pour regagner Bukavu.¹³⁹

Donc de cet interview de Straton Sinzabakwira, nous retenons que des Interahamwe de Yusuf Munyakazi sont allés à Bisesero vers le 28 juin dans deux bus de l'ONATRACOM. Le commandant français, le colonel Tauzin à l'époque des faits, avait une réunion quotidienne avec des responsables dont le préfet Bagambiki et le commandant militaire, le lieutenant Imanishimwe. C'est là qu'aurait été prise la décision d'envoyer des miliciens à Bisesero.¹⁴⁰

Au final, nous disposons de dix témoignages indépendants :

- Tharcisse Nsengiyumva, soldat des FAR, infirme. Il a vu le départ des miliciens avec les Français à la sortie de Cyangugu (Cécile Grenier).
- NN, femme rescapée de Cyangugu. Elle a entendu parler de l'envoi des miliciens de Yusuf par les Français à Bisesero (Cécile Grenier).
- Ahmed Bizimana, Interahamwe de Yusuf, est allé à Bisesero (Georges Kapler).
- Jean Bosco Habimana, caporal FAR et chef Interahamwe de Cyangugu. Il a vu les Interahamwe revenir de Bisesero (Georges Kapler).
- Thomson Mubiligi, Interahamwe de Cyangugu. Il dit que Yusuf collaborait avec les Français et qu'il est allé en renfort à Bisesero (Commission Mucyo et vérifié par nous).
- Vincent Nzabonitegeka, Interahamwe de Yusuf. Il est allé à Bisesero fin juin (Commission Mucyo et vérifié par nous).
- Elie Ngezenubwo, paysan de Gishyita. Il a participé aux massacres à Bisesero en présence des Français notamment le 29 juin. Il a vu fin juin les miliciens de Yusuf (Commission Mucyo et vérifié par nous).

139. *Ibidem*.

140. ONATRACOM : Office national de transport en commun.

- Isidore Kayiranga, commerçant à Gishita. Il a vu les miliciens de Yusuf à Gishyita quand les Français étaient là (Commission Mucyo et vérifié par nous).
- Straton Sinzabakwira, ex-bourgmestre de Karengera, dit que Yusuf et ses miliciens sont allés à Bisesero les 28 et 29 juin et que le commandement français, qui se réunissait tous les jours avec le préfet Bagambiki, était bien sûr au courant.
- Trois rescapés de Bisesero témoignent que 9 personnes qu'ils connaissent ont été tuées par les miliciens de Yusuf, le 29 juin, jour de la visite du ministre Léotard (notre enquête sur les victimes de Bisesero tuées en présence des Français).

Ces témoignages attestent tous que les miliciens de John Yusuf Munyakazi sont allés attaquer les Tutsi à Bisesero en présence des militaires français. Tharcisse Nsengiyumva les a vus partir ensemble de Cyangugu. Straton Sinzabakwira les a vu à Ntendezi le 28 juin. D'autres de Cyangugu savent que les miliciens de Yusuf ont été envoyés par les Français (NN, Thomson Mubiligi, Jean Bosco Habimana). Deux autres ont fait partie de ces miliciens envoyés à Bisesero (Ahmed Bizimana, Vincent Nzabonitegeka). D'autres, de Gishyita, ont vu les miliciens de Yusuf ces jours-là (Isidore Kayiranga, Elie Ngezenubwo).

En conclusion, nous considérons comme une hypothèse très probable que les militaires français se sont entendus avec le préfet Emmanuel Bagambiki et le commandant militaire Samuel Imanishimwe pour que John Yusuf Munyakazi et ses miliciens partent liquider les Tutsi survivants à Bisesero les 28 et 29 juin 1994. Le responsable des militaires français à cette époque était le colonel Tauzin qui était sous les ordres du colonel Rosier.

9.11 Des affrontements entre milices et maquis tutsi

Au Conseil restreint du 29 juin, l'amiral Lanxade déclare : « *Nous avons trouvé des camps de réfugiés tutsis, nous avons évacué une communauté religieuse. Les affrontements continuent entre milices hutues et maquis tutsis. Nous cherchons comment éviter la reprise des massacres.* »¹⁴¹ Ce maquis tutsi correspond aux prétendus accrochages à Bisesero. À Paris, on ne voulait donc pas entendre parler de survivants tutsi pourchassés. Ils ne pouvaient être que des ennemis infiltrés.

La dépêche de Michela Wrong qui suit laisse clairement apparaître que Marin Gillier raconte des histoires aux journalistes. L'histoire suivante d'un instituteur entouré par des Tutsi qui le menacent de leurs lances lundi 27 juin ressemble étrangement à celle de l'instituteur Twagirayezu qui sert de guide au lieutenant-colonel Duval alias Diego :

GISHYITA (RWANDA), 29 juin, Reuter - La France a envoyé
mercredi des renforts soutenir une unité du GIGN au sud du lac

141. Conseil restreint du 29 juin 1994. Secrétariat : Vice-amiral de Lussy (État-major particulier). <http://www.francegenocidetutsi.org/ConseilRestreint29juin1994MaquisTutsi.pdf>

Kivu, à 100 km au nord de la base française de Cyangugu, où les rebelles du Front patriotique rwandais mènent de nombreuses attaques contre des villages.

Des membres du FPR se sont infiltrés dans cette zone et se sont joints à des Tutsis de la région pour harceler des villages situés au sud de Kibuye, ont déclaré des responsables français. De source militaire, on estime que l'objectif du FPR est de prendre Kibuyé pour couper les forces gouvernementales de leurs bases.

La présence de combattants du FPR augmente les risques d'affrontements entre les troupes françaises et les rebelles bien qu'aucun coup de feu n'ait été tiré depuis le début de l'opération "Turquoise".

La France insiste sur le caractère humanitaire de sa mission. "Ce n'est pas notre travail d'intervenir dans ce conflit. Mais si nous sommes attaqués, nous riposterons", affirme Marin Gillier, officier commandant l'unité française.

Un incident s'est produit lundi [27 juin] dans le village de Bisesero, à 2 km de Gishyita, où des Tutsis armés de lances ont entouré un instituteur qui faisait visiter les environs à des membres du GIGN. Les Tutsis se sont retirés à l'arrivée d'une jeep française mais ont jeté des pierres sur la voiture où avaient pris place l'instituteur et des journalistes.

— Combats —

"Si vous y allez, vous risquez d'être taillés en pièces. Restez sur la route principale et ne vous aventurez pas à l'intérieur des terres", conseille l'officier français aux journalistes.

Les attaques rebelles se rapprochent de plus en plus du camp français. Gillier, qui se tient avec ses hommes dans une école, a pu observer des combats il y a deux jours lorsque les villageois sont descendus des collines pour se venger d'une précédente attaque.

"Nous avons vu des hommes envahir la colline. Les combats ont duré plusieurs heures. On entendait les grenades et les mitrailleuses. Plusieurs centaines de combattants se sont affrontés et nous avons entendu dire qu'il y avait 25 morts dont 5 parmi les villageois."

Les militaires français estiment à un millier le nombre de combattants cachés dans les collines qui descendent la nuit dans les villages armés de machettes et de grenades.

Si parmi ses combattants se trouvent des villageois tutsis qui ont fui les massacres, les Français estiment qu'il y a également de nombreux rebelles.

Plus les Français resteront dans la région, plus ils seront soumis aux pressions des Hutus qui aimeraient obtenir l'aide des troupes françaises pour combattre les rebelles.

"Ils peuvent attaquer à tout moment", marmonne un jeune Hutu regardant un militaire français avec ressentiment. "Pourquoi les Français ne vont-ils pas dans les collines. C'est là que se déroulent les

combats.”¹⁴²

Marin Gillier peut répéter à la journaliste le récit de Twagirayezu, mais le détail de la présence d'éléments du GIGN ne vient pas de celui-ci. Marin Gillier est donc informé de source militaire de la reconnaissance du lieutenant-colonel Duval. Sa thèse que des rebelles se seraient mélangés aux survivants de Bisesero est pure invention.

9.12 Le 29, François Léotard refuse de porter secours aux Tutsi

Le ministre François Léotard vint au Rwanda le 29 juin et se rendit à Gishyita. Il s'entretint avec Marin-Gillier qui, écrit Corine Lesnes, « *lui expose la situation dans ce qu'on appelle désormais « le triangle de Kibuye ». La zone reste inexplorée et les renseignements sont confus. Des réfugiés s'y trouveraient. A moins que ce ne soient des éléments précurseurs du FPR, ou encore les uns et les autres à la fois, tous étant soumis aux attaques des milices armées. Un autre renseignement fait état de règlements de comptes intervillageois. « Quelle salade », soupire le général Jean-Claude Lafourcade »*¹⁴³

Deux journalistes anglo-saxons, dont un reporter du *New York Times*, dirent au ministre qu'il y avait deux à trois mille Tutsi encerclés à Bisesero. Ils demandèrent ce que fait la France.¹⁴⁴

Le ministre Léotard leur répondit : « *Nous faisons ce que nous pouvons, c'est une opération délicate. Il n'est pas question de s'interposer* » et il glosa sur les effectifs encore trop faibles de l'opération. Les journalistes insistèrent. Excédé, Léotard aurait dit selon Corine Lesnes : « *Dès demain on va y aller.* » Mais selon le *New York Times*, François Léotard refusa toute opération pour évacuer ou protéger les Tutsi encerclés.¹⁴⁵

Marin-Gillier reçut effectivement un ordre d'aller le lendemain au-delà de Bisesero pour prendre « *contact avec un prêtre français qui vit dans un village menacé* ». ¹⁴⁶ L'ordre n'était donc pas d'aller sauver les Tutsi.

Le 30 juin au matin, dans un reportage sur la visite du ministre Léotard la veille, on entend sur *France 2* ce commentaire : « *D'heure en heure le risque d'un affrontement augmente. Des renforts ont été envoyés au sud du lac Kivu où le Front populaire rwandais attaque des villages. Objectif des rebelles : prendre Kibuye et couper ainsi les forces gouvernementales de leurs bases. Le répit des*

142. Michela Wrong, *Présence FPR près du camp français à Gishyita.*, Reuters - Les actualités en français, mercredi 29 juin 1994, 15 :42 GMT.

143. Corine Lesnes, *M. Léotard craint de nouvelles difficultés pour le dispositif « Turquoise »*, Le Monde, 1^{er} juillet 1994, p. 4.

<http://www.francegenocidetutsi.org/LeMondeLesnesLeotard1juillet1994p4.pdf>

144. Corine Lesnes, *ibidem*.

145. Raymond Bonner, *Grisly Discovery in Rwanda Leads French to Widen Role*, New York Times, July 1, 1994, p. A1. <http://www.francegenocidetutsi.org/nytGrislyDiscoveryBonner1july1994.pdf>

146. Ce prêtre était Jean-Baptiste Mendiondo qui est resté pendant le génocide dans sa paroisse à Mukungu.

armes françaises est plus que jamais fragile. »¹⁴⁷ Les militaires français, dont Rosier sur le terrain, continuent de faire croire que les survivants tutsi de Bisesero sont des combattants qui menacent Kibuye.

9.13 Le 30 au matin, Marin Gillier ne porte pas secours aux Tutsi

Le matin du 30 juin, Marin-Gillier dit qu'« *ils se préparaient parce qu'ils avaient eu vent de commandos FPR infiltrés dans la montagne, qu'il fallait aller vérifier et les débusquer éventuellement* ». ¹⁴⁸ Gillier partit avec ses véhicules comme le montre l'émission de Boisserie sur *France 2*¹⁴⁹ et non à pied comme Rosier l'affirme à Lugan :

Dans la région de Gishyita, l'action de reconnaissance est reprise au lever du jour avec tous les moyens dont dispose Gillier. Aucun journaliste n'y participe car la progression se fait à pied. ¹⁵⁰ Elle est lente compte tenu du relief mais elle est également prudente car le souci de Gillier est toujours de ne pas avoir à se heurter à d'éventuels éléments APR infiltrés. Il décide néanmoins d'avancer le plus loin possible vers l'Est et ce faisant il dépasse le secteur de Bisesero. Vers midi, après plus de six heures de marche, un informateur lui montre une colline dans la direction du lac Kivu, affirmant qu'il s'y passe des choses graves. Le capitaine Dunant chef de l'équipe de recherche du 13^e RDP (Régiment de dragons parachutistes) venus renforcer les commandos marine de Gillier reçoit l'ordre de faire demi-tour et de se diriger vers le point en question. Vers 15 heures, après un peu plus de deux heures de marche, il découvre un important site de massacre du secteur de Bisesero. Aucun journaliste n'est présent. Deux heures plus tard, Gillier rejoint lui aussi à pied. Il faut faire vite car la nuit tombe vers 18 heures. Le secteur est donc sécurisé tandis que les blessés sont secourus. Immédiatement prévenu, Rosier fait activer l'hôpital militaire de campagne où sont accueillis les plus touchés d'entre eux. ¹⁵¹

Gillier passa à Bisesero sans s'arrêter. Il rencontra le prêtre ¹⁵² et distribua de la nourriture aux Hutu, dont bon nombre devaient être des tueurs.

147. F. Chevolleau, P. De Bruchard, *France 2*, 30 juin 1994, 8 h 35.

148. Philippe Boisserie, Danielle Birck, *Retour sur images*, Les Temps modernes, n° 583, juillet-août 1995, p. 215. <http://www.francegenocidetutsi.org/BoisserieBirckTMjuillet1995.pdf>

149. Philippe Boisserie et Éric Maisy, *Les survivants tutsi à Bisesero le 30 juin 1994*, Édition spéciale Rwanda, *France 2*, 30 juin 1994, 20 h.

150. Si les militaires français vont à pied, ils abandonnent leur armement lourd ce qui est contradictoire avec cette certitude qu'ils ont d'être très proches de troupes du FPR.

151. Entretien du général Rosier avec Bernard Lugan [9, p. 270].

152. Gillier rencontra le prêtre Mendiendo à Gisovu selon Peyrard, à Gakuta selon Prunnaud.

9.14 Une équipe de *France 2* filme les survivants tutsi

Lâchée par Marin Gillier, l'équipe de Philippe Boisserie de *France 2* s'arrêta à Bisesero, rencontra des Tutsi et fit un reportage qui sera diffusé le soir même.¹⁵³

9.15 Alertés par des journalistes, des subordonnés de Gillier lui désobéissent et se portent au secours des Tutsi

C'est l'intervention de journalistes à Bisesero qui oblige Rosier à faire cesser cette extermination et à secourir les Tutsi survivants.

Sam Kiley du *Times*, Michel Peyrard et Benoît Gysembergh de *Paris Match* ont précédé le convoi de Gillier à Gisovu. Là, ils ne comprirent pas l'attitude de Gillier : « *Ce matin à l'aube, écrit Peyrard, une petite unité commandée par le capitaine de frégate Marin Gillier s'est même lancée dans la quête chimérique d'une infiltration rebelle là-haut vers Gisovu. Sans se douter que le village qui s'affichait martyr est en vérité celui des bourreaux.* »¹⁵⁴

Sam Kiley apporte lui aussi la preuve qu'il est allé à Gisovu avec la colonne Gillier le 30 au matin et que celui-ci n'avait pas prévu de secourir les survivants tutsi de Bisesero :

The day had not started well for the French. Their first visit was to the hamlet of Gisovu, where their commander naively believed a tall man who claimed to be a Tutsi and said he was living in harmony with his Hutu neighbours – a statement that is unbelievable in Rwanda. The french flew in food for the villagers, only to find them staggering in from their fields under the weight of the beans and sorghum they were harvesting.¹⁵⁵

Peyrard, Gysembergh et Kiley retournèrent à Bisesero où ils rencontrèrent d'autres Tutsi, vers 11 heures, dont un certain Théoneste. Peu de temps après le groupe de reconnaissance du 13^e RDP mené par le capitaine Olivier Dunant et celui du GIGN mené par Thierry Prungnaud, quittèrent Gillier et arrivèrent à Bisesero un peu après 14 heures. Ont-ils été prévenus par le téléphone satellite d'un des journalistes ? Raymond Bonner affirme que les militaires français ont

153. P. Boisserie, E. Maisy, D. Vérité, F. Granet, *France 2*, 30/6/1994, 20 h.

154. Michel Peyrard, *Terré dans son trou depuis deux mois, Bernard voit au-dessus de lui les bottes de ses bourreaux...*, Paris-Match, 14 juillet 1994, p. 40. <http://www.francegenocidetutsi.org/MichelPeyrardMatch14juillet1994.pdf>

155. Sam Kiley, *Injured Tutsi stagger from forest hideouts*, The Times, Friday July 1 1994, p. 15. <http://www.francegenocidetutsi.org/KileyTimes1July1994.pdf> Traduction de l'auteur : Des Tutsi blessés sortent en chancelant de leurs caches de la forêt. La journée n'avait pas bien commencé pour les Français. Leur première visite avait été au hameau de Gisovu, où leur commandant avait cru naïvement un homme de haute taille se prétendant Tutsi qui disait qu'il vivait en bonne harmonie avec ses voisins hutu – une affirmation incroyable au Rwanda. Les Français étaient occupés à donner de la nourriture aux villageois, quand ils réalisèrent que ceux-ci rentraient de leurs champs pliés sous le poids des haricots et du sorgho qu'ils venaient de récolter.

été alertés par des journalistes.¹⁵⁶ Ils préviennent leur chef, Marin Gillier, qui, mis au pied du mur, doit prévenir Rosier et déclencher l'opération de secours.

Avant que celui-ci n'arrive, un pick-up chargé de cinq soldats rwandais bien armés, passe et est arrêté par le capitaine Dunant. C'est le véhicule communal de Gisovu, disent les survivants, ce village que Gillier est en train de ravitailler.¹⁵⁷



FIGURE 2 – Le 30 juin, les survivants tutsi de Bisesero, regroupés à l'arrivée du groupe de reconnaissance français, sont protégés par celui-ci lors du passage d'un pick-up avec 5 militaires rwandais à l'arrière. Juste à droite de la voiture Nissan blanche immatriculée IT.5711, l'adjudant Thierry Prungnaud est reconnaissable par sa calvitie. Légende originale : Rwanda's last surviving Tutsis in the country gather as French troops frantically organize a rescue. Source : Sam Kiley © Sygma/Corbis

156. Raymond Bonner, *Grisly Discovery in Rwanda Leads French to Widen Role*, New York Times, July 1, 1994, p. A1. <http://www.francegenocidetutsi.org/nytGrislyDiscoveryBonner1july1994.pdf>

157. Voir la photo de Sam Kiley figure 2 page 62.

9.16 Rosier déclenche enfin l'opération de secours

Rosier fait venir des hélicoptères qui transporteront à Goma les blessés les plus graves. Là certains subiront des amputations abusives. Les survivants valides seront gardés dans un camp extrêmement précaire à Bisesero même.

Rosier se défend en affirmant que Diego ne lui a rien dit :

« Non, Diego ne m'a pas rendu compte de ce qu'il a découvert à Bisesero. Je l'ai vu à Kibuye, quelques minutes avant qu'il ne parte vers Bisesero, et il ne m'a rien dit. Il est parti avec des journalistes et a enfreint les instructions. Néanmoins, il aurait dû immédiatement me rendre compte de ce qu'il a vu à Bisesero. J'aurais pris alors les dispositions qui s'imposaient. Pour nous, cette affaire aurait été une aubaine à un moment où l'engagement au Rwanda était très contesté. Et, de toute façon, je l'ai encore vu le lendemain matin au lever du jour ; il avait tout le loisir de me parler de sa mission de la veille, mais il ne m'en a pas soufflé mot. C'est pire qu'une faute, un manquement à l'honneur. »¹⁵⁸

Péan ajoute que Rosier est allé à Kibuye le matin du 28 pour superviser l'exfiltration des religieuses et « *Diego est resté à ses côtés sans lui souffler mot de son équipée à Bisesero.* »¹⁵⁹

9.17 Duval a-t-il informé ses supérieurs ?

La Mission d'information parlementaire fait l'impasse sur la reconnaissance de Diego-Duval le 27 juin à Bisesero. Elle publie le rapport de Gillier. Puis les militaires répondirent aux accusations en prétendant que Duval n'avait pas fait de rapport et que ni Rosier, ni Marin-Gillier n'étaient informés de la présence de survivants à Bisesero. Il n'avait pas écouté RFI qui parla le 28 juin 1994 à midi de la reconnaissance de Diego !

Celui-ci a naturellement fait son rapport. Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry écrit à la fin de son article « *L'officier français envoie ses informations à l'état-major* ». Dans son livre, il écrit que de retour à Kibuye « *Diego restait pendu à son téléphone crypté, adressant à Paris rapport sur rapport.* »¹⁶⁰

Il semble même, qu'étant donné les équipements de transmissions sophistiqués qui équipent le COS, la colonne Diego renseignait en permanence sur sa progression le QG de Rosier comme les autres groupes COS. C'est Rosier lui-même qui se félicite de ses moyens en télécommunication :

Concernant les transmissions, chaque élément disposait de BLU¹⁶¹

158. P. Péan [12, p. 476].

159. *Ibidem*.

160. Patrick de Saint-Exupéry [15, p. 71].

161. BLU, abréviation de « bande latérale unique ». C'est une technique de communication radio par modulation d'amplitude dans laquelle on a supprimé la porteuse et l'une des bandes latérales. Grâce à son efficacité en occupation de spectre radioélectrique et en énergie émise, la BLU est surtout utilisée pour les liaisons de téléphonie haute fréquence (HF), dans le domaine maritime, militaire, aviation ou radioamateur.

et d'INMARSAT avec chiffre pour des liaisons vers le haut ou latérales, en plus des moyens MF classiques réservés aux liaisons internes.¹⁶²

Le guide Jean-Baptiste Twagiyarezu, un instituteur milicien, que Duval avait trouvé à Mubuga, confirme qu'au retour Duval s'est arrêté pour faire un rapport :

Selon les indications données sur place à la Commission par Jean-Baptiste Twagirayezu, Diego a fait arrêter le convoi et s'est légèrement éloigné avec sa valise de téléphone satellite. « Au retour, nous sommes arrêtés au carrefour des routes Gisovu et Gishyita, vers Mubuga. Diego a sorti un appareil radiophonique qu'il a mis par terre pour passer son message pendant environ 5 minutes avant de reprendre la route. Il a donné son coup de fil à voix basse afin de ne pas se faire entendre par le reste du convoi ». ¹⁶³

Le point de presse fait par le général Germanos le 28 juin est une preuve qu'il a lu le rapport de Duval sur sa reconnaissance du 27 à Bisesero.¹⁶⁴

Selon Bernard Lugan, Duval n'a pas fait de compte rendu de sa reconnaissance du 27 à Gillier, qui n'était pas son supérieur. Duval a fait des comptes rendus à sa hiérarchie, dont le colonel Rosier en premier lieu, « *d'abord oralement le 27, puis par écrit le 29* ». ¹⁶⁵

Il nous paraît invraisemblable que Duval n'ait pas communiqué avec Gillier, en raison de la proximité géographique du but de la reconnaissance de Duval et du lieu de stationnement de Gillier. Pour monter à Bisesero, Duval a emprunté la bifurcation qui se trouve à au plus 1 000 mètres du bureau communal de Gishyita près duquel est stationné Gillier.

À qui fera-t-on croire que des militaires si bien équipés ignoraient la position de leurs collègues à proximité ! Un minimum de précaution pour des militaires en opération semble être de se tenir informés de leurs positions respectives.

Duval n'aurait informé Rosier qu'oralement et seulement le 29 par écrit. La distinction entre communication orale et écrite paraît désuète. Nous supposons que les militaires au niveau des état-majors enregistrent toutes les conversations téléphoniques. Nous voyons les Belges de la MINUAR, moins bien équipés, tenir des cahiers de veille où l'opérateur note un résumé de toutes les communications.

En 2006, le général Lafourcade, interrogé par Laure de Vulpian sur France Culture, répondit : « *Bon alors personne, si vous voulez, au niveau de l'opération, n'a entendu parler du compte rendu de Diego, c'est ça le problème. Il dit qu'il a fait un compte rendu mais personne ne l'a vu. Je ne vois pas comment un compte rendu ne serait pas arrivé parce que quand le deuxième compte*

162. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 396]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

163. Audition de Jean-Baptiste Twagirayezu à Bisesero, 15 décembre 2006. Cf. Rapport Mucyo, [3, p. 207].

164. Voir section 9.5 page 36.

165. B. Lugan, [9, pp. 265–266].

rendu est arrivé, je peux dire que la réaction a été rapide pour aller à Bisesero et régler le problème humanitaire parce que pratiquement, on arrivait trop tard. »¹⁶⁶ Évoquant un deuxième compte rendu, le brave général avouait ainsi qu'il y en avait eu un premier.

En 2010, le journaliste Jean-François Dupaquier publie le rapport du lieutenant-colonel Duval, alias Diego :

Le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval est passé là [à Bisesero] le 27 juin. Il a rédigé un rapport. Qui n'a pas provoqué la moindre réaction du Commandement des opérations spéciales.

Ce rapport le voici :

« Dans le secteur de Bisesero, nous avons rencontré une centaine de Tutsis réfugiés dans la montagne. Ils se sont présentés spontanément sur la piste en voyant les véhicules des militaires français. Ils seraient environ deux mille cachés dans les bois. D'après eux, la chasse aux Tutsis a lieu tous les jours, menée par des éléments de l'armée, gendarmerie, milices encadrant la population. Ils nous ont montré des cadavres de la veille et du jour même, dont un enfant blessé, témoin des combats du jour. Ils sont dans un état de dénuement nutritionnel, sanitaire et médical extrême. Ils ont directement impliqué les autorités locales de Kibuye comme participant à ces chasses à l'homme. »

Le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval poursuit : *« Ils espèrent notre protection immédiate et leur transfert en un lieu protégé. J'ai pu leur promettre que nous reviendrions les voir et que l'aide humanitaire arriverait bientôt. Il y a là une situation d'urgence qui débouchera sur une extermination si une structure humanitaire n'est pas rapidement mise en place, ou tout au moins des moyens pour arrêter ces chasses à l'homme. »*¹⁶⁷

La date exacte de ce rapport n'est pas indiquée, mais le journaliste laisse entendre qu'il a été rédigé et envoyé à l'issue de cette reconnaissance du 27 juin. Ce rapport est-il authentique ? Il ne contient rien qui nous paraisse invraisemblable. Cependant, il ne contient pas les précisions que l'on attendrait d'un militaire, heure de la rencontre, coordonnées géographiques du lieu, composition du détachement. Il ne fait pas allusion au guide Twagirayezu, accusé de collusion avec les tueurs par ces survivants. Le journaliste ne publie peut-être que des extraits. Il ne montre pas de fac-similé.

Dans son livre paru en 2005, Pierre Péan écrit qu'en janvier 2005, Rosier a appris qu'un message écrit de Duval venait d'être retrouvé dans les archives, daté du 29 juin 1994 et intitulé Fax N° 3, relatant sa mission et montrant la gravité de la situation des survivants de Bisesero. Ainsi, Diego n'aurait informé sa hiérarchie que le 29 juin et par écrit. Ce fax est intitulé « *Objet : C/R de*

166. Laure de Vulpian, *Rwanda : l'armée française en accusation*, France Culture, Le magazine de la rédaction, 10 juillet 2006.

167. Jean-François Dupaquier, *Là-haut, sur la colline de Bisesero*, XXI, avril 2010, pp. 37–38. <http://www.francegenocidetutsi.org/DupaquierXXIavril2010.pdf>

situation. 1. Mission du 27-06-94 ». Le texte est à peu près identique à celui donné par Dupaquier. Une phrase diffère : « *Je n'ai pu simplement leur promettre que nous reviendrons les voir et que l'aide humanitaire arriverait bientôt.* » Donc Diego n'aurait rien promis. Trois phrases sont ajoutées :

Il est à noter qu'un véhicule des militaires FAR est passé sans s'arrêter et qu'il affichait un grand drapeau français sur son capot.

Les reportages de *Figaro* et de *Libé* sortent le 29 juin en première page.

2. Fax mission du 27-06 et visite du MINDEF suit. ¹⁶⁸

Dans son livre paru en 2010, le général Lafourcade relate les questions que posent le 29 juin, deux « journalistes étrangers » au ministre de la Défense François Léotard, à propos de 3 000 personnes menacées dans « la zone de Bisesero ». À peine rentré à son PC, il demande une note à son « deuxième bureau » :

A 15 h 30, on me confirme les bruits qui courent : « **Région de Bisesero, une centaine de Tutsi se sont présentés spontanément en voyant nos véhicules. Ils seraient environ 2 000 cachés dans les bois, pourchassés tous les jours par des éléments de l'armée, gendarmerie et milices encadrant la population. Des morts récents, un enfant blessé. Dénuement nutritionnel et sanitaire extrême.** Demande instante de protection et de soutien humanitaire. NOTA : un journaliste du *Figaro* aurait été témoin. » Pourtant, il est auprès de nous depuis trois jours et ne nous en a rien dit. ¹⁶⁹

Les termes utilisés par celui-ci sont quasiment identiques à ceux cités par Dupaquier. Il est donc certain que Duval a fait son rapport le 27 juin, mais que celui-ci a été volontairement mis aux oubliettes, sauf par le général Germanos, mais il a peut-être gaffé.

Tout ceci montre qu'il y a eu une entente entre l'état-major à Paris et le gouvernement génocidaire pour laisser celui-ci terminer le travail d'élimination totale des Tutsi survivant à Bisesero.

9.18 Les Tutsi tués en présence des Français

Entre 1 000 à 2 000 survivants tutsi ont été tués ainsi devant les Français. Un début de recensement nominatif des victimes tuées en présence des Français après le 23 juin 1994 compte 381 victimes dont un maximum de tués les 27 et 28 juin. ¹⁷⁰

168. P. Péan [12, pp. 476-478].

169. J.-C. Lafourcade [8, p. 105].

170. Vénuste Kayimahe, Jacques Morel, *Enquête sur les victimes tuées au Rwanda durant l'opération Turquoise. Cas de la région de Bisesero*, 25 juin 2014. <http://www.francegenocidetutsi.org/BiseseroEnquete2013Analyse.pdf>

10 Chef du groupement Est Turquoise basé à Gikongoro

Le 24 juin une patrouille commandée par deux lieutenants-colonels Collin et Jacque, qui seraient Hervé Charpentier, adjoint de Tausin, et Étienne Joubert, officier de renseignement du 1^{er} RPIMa, va jusque Butare. Ils passent donc à Gikongoro.¹⁷¹ Le 27 juin, les Français arrivent officiellement à Gikongoro.¹⁷² Le 30 juin, le colonel Hogard relève le colonel Rosier dans la région de Cyangugu.¹⁷³

10.1 L'installation à l'école de Murambi, lieu de massacre

C'est sur l'ordre de Rosier que le détachement du 1^{er} RPIMa commandé par Tausin alias Thibaut va s'installer à Gikongoro. « *Le 30 juin, écrit ce dernier, Rosier me donne l'ordre d'installer mon détachement à Gikongoro, environ à 70 km à l'est de Nyarushishi. La situation se dégrade rapidement autour de Gikongoro. La population est de plus en plus angoissée du fait de l'avancée du FPR, [...]* »¹⁷⁴

Au cours de ce déplacement les traces du génocide sont notées par Tausin : « *Le pays est superbe, mais beaucoup de maisons sont incendiées et partout on sent la mort. [...] Nous traversons des villages presque vides d'habitants mais où nous repérons des fosses communes. Nous arrivons vers quatre heures du matin à Gikongoro. Nous installons un bivouac très sommaire dans un bâtiment vide. Le matin, nous prenons contact avec le bourgmestre et nous installons dans une école que les événements ont vidés.* »¹⁷⁵

Le colonel Tausin n'en dira pas plus sur cette « école que les événements ont vidés ». Pourtant, il a repéré précédemment des fosses communes, mais celles de l'école de Murambi, il a décidé de les cacher. Ce serait sur les indications du bourgmestre de Nyamagabe, Félicien Semakwavu, qu'il serait allé s'y installer. Le 21 avril, sur l'ordre du président intérimaire Sindikubwabo, le préfet Laurent Bucyibaruta, le sous-préfet Frodoard Havugimana, le capitaine de gendarmerie Faustin Sebhura, le colonel Aloys Simba, le bourgmestre de Nyamagabe, Félicien Semakwavu et le greffier de tribunal, David Kalangwa, ont organisé le massacre des Tutsi qu'ils avaient regroupés dans cette école en construction. Il y avait entre 30 et 50 000 Tutsi. Après le génocide, on sortira des fosses communes entre 27 et 29 000 corps. Les militaires français se sont installés à côté de ces fosses. Ils ont même installé un terrain de volley-ball à proximité. Tausin va collaborer avec les organisateurs du massacre cités ci-dessus. Ce qui explique son silence.

171. Michel Peyrard, « *Je ne veux voir ni arc, ni lance, ni machette et surtout pas d'effusion* », *martèle le colonel*, Paris-Match, 7 juillet 1994, p. 46.

172. Michel Cariou, *Rwanda : l'accueil « spontané » des soldats français*, Le Figaro, 28 juin 1994, p. 5 ; M. Mas [10, p. 434] ; *Hutu villagers cheer French*, The Times, 28 June 1994 ; Jean Chatain, *Les Mirage et le ministre Léotard arrivent*, L'Humanité, 29 juin 1994. <http://www.francegenocidetutsi.org/MirageEtLeotardHumanite29juin1994.pdf>

173. J. Hogard [7, p. 37].

174. D. Tausin [16, p. 135].

175. *Ibidem*.

À leur arrivée, les Français ont fait nettoyer les traces qui restaient du massacre, selon une survivante :

Aujourd'hui j'ai parlé avec une rescapée des massacres de Murambi qui était là à l'arrivée des Français. Elle était alors âgée de 11 ans. Elle non plus ne se souvient pas de ce terrain de volley-ball, mais elle se souvient que les Français ont fait enterrer des corps décomposés qui étaient encore là et les habits déchirés qui n'avaient pas été pillés. Elle se souvient également qu'ils ont essayé de dissimuler les taches de sang sur les murs. Un ancien sous-préfet à la préfecture de Gikongoro du nom de Havugimana Flodoard aurait aussi ramassé les massues, les bâtons qui avaient été utilisés lors des tueries ainsi que les cartes d'identité des victimes.¹⁷⁶

11 L'incursion à Butare les 1^{er} et 3 juillet

Alors qu'Edouard Balladur refusait que les troupes françaises s'éloignent de la frontière zaïroise, il accepta qu'une percée soit faite sur Butare « à la demande de Mgr Lustiger ».¹⁷⁷ Pour le colonel Rosier, il s'agissait d'y installer un hôpital (EMMIR).¹⁷⁸ Ce n'était que des prétextes, puisque, le FPR se rapprochant de Butare, les militaires rwandais appelèrent les Français au secours.¹⁷⁹ En effet, le préfet de Butare, le lieutenant-colonel Alphonse Nteziryayo, a lancé un appel aux Français à venir pour stopper l'avance du FPR :

« *The French must come here to convince the RPF not to advance, pushing civilians in front of them, the prefect of Butare, lieutenant-colonel Alfonse Nzeriyayo, said. He said the RPF was using civilians as a human shields. If we defend ourselves against the RPF, we have to shoot at civilians whom the RPF has forced between us.* »¹⁸⁰

Il s'agissait donc d'empêcher le FPR de prendre la ville. La chaîne télévision française *France 3* relaie cet appel : « *Les militaires français de l'opération Turquoise, dit Gaël Leficher, ont justement progressé en direction de Butare.*

176. Communication de la survivante DG.

177. Note de Bruno Delaye et du général Quesnot à l'attention de Monsieur le Président de la République, 30 juin 1994. Objet : Rwanda - Réunion à Matignon. <http://www.francegenocidetutsi.org/QuesnotDelaye30juin1994.pdf>

178. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 398]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

179. Alain Bossac qui tenait un garage et faisait fonction de consul est resté à Butare pendant tout le génocide et était en contact avec les Français de Turquoise. Cf. Témoignage de Maria Hutler.

180. Lindsey Hilsum, *ibidem*. Traduction de l'auteur : « *Les Français doivent venir ici pour convaincre le FPR d'arrêter d'avancer en poussant devant lui les civils* », déclare le préfet de Butare, le lieutenant-colonel Alfonse Nzeriyayo [Alphonse Nteziryayo]. Il ajoute que le FPR utilise des civils comme bouclier humain. « *Si nous nous défendons contre le FPR, nous devons tirer sur des civils que les troupes du FPR poussent devant elles* ».

*Les organisations humanitaires et l'armée espèrent que la présence des militaires français bloquera la progression des rebelles du FPR. »*¹⁸¹

Les militaires de Rosier arrivèrent le 1^{er} juillet après-midi. Le détachement du 1^{er} RPIMA sous les ordres de Tauzin alias Thibaut vint par la route. Les commandos de l'air arrivèrent en hélicoptère et Rosier par le C160 du COS.¹⁸² Les images montrées par la télévision de militaires français mettant leurs armes en batterie notamment des missiles anti-char Milan, laissent penser que l'opération est tout sauf humanitaire.¹⁸³

Que se passa-t-il ? Le FPR étant arrivé à Save, un groupe se dirigea à Save au nord « *pour y extraire des religieux* ». Il faisait nuit, la colonne « *de 2 jeeps P4 commandée par Charpentier* »¹⁸⁴ tomba sur des soldats du FPR qui ouvrirent le feu sur le premier véhicule. Les occupants, deux religieux et un membre des FAR furent tués.¹⁸⁵ Nos troupes d'élite se protégeaient derrière ! Elles battirent en retraite. Le lieutenant-colonel Charpentier et un autre militaire furent blessés. Selon Didier Tauzin, c'est en faisant demi-tour que leur jeep serait tombée dans le fossé. Il remercie Saint Michel que ses soldats ne soient pas tombés aux mains du FPR !¹⁸⁶ On peut effectivement se demander si des militaires français n'ont pas été faits prisonniers. L'ensemble du dispositif français reparti dans la nuit, évacuant des religieuses clarisses.¹⁸⁷ D'autres autorités auraient été évacuées.

Les Français demandèrent au général Dallaire de négocier un cessez-le-feu le 3 juillet pour évacuer ceux qui n'ont pu l'être. Ils revinrent donc le 3 juillet. Un convoi alla au Burundi et abandonna des religieux aux miliciens, dont l'abbé Sebera. Un autre rejoignit Gikongoro et eut des accrochages avec le FPR.

Des éléments français ont-ils reçu l'ordre de s'avancer vers Kigali depuis Butare le 1^{er} juillet ? Le colonel Tauzin écrit qu'il espérait bien recevoir alors l'ordre de continuer par la route pour « *foncer vers Kigali* ». Mais l'ordre ne vint pas.¹⁸⁸

Des Français ont-ils été faits prisonniers par le FPR lors de l'embuscade du 1^{er} juillet à Save ? Ou à une autre occasion ?

Il est certain que des négociateurs, dont Gérard Prunier et Jean-Christophe Rufin, furent envoyés en urgence par le ministère de la Défense le 3 juillet pour rencontrer Paul Kagame. Le prétexte invoqué, de le mettre en relation avec le général Lafourcade avec un téléphone rouge, ne tient guère. Kagame disposait lui-même d'un téléphone satellite.¹⁸⁹ Beaucoup d'indices montrent qu'ils sont allés négocier la libération de prisonniers. En échange de la libération de ses

181. France 3, 2 juillet 1994, 19 h.

182. B. Lugan [9, p. 221].

183. France 2, 2 juillet 1994, Journal de 20 h : Butare.

184. D. Tauzin [16, p. 138].

185. Deux frères maristes ont été tués, Christopher Mannion, envoyé par le supérieur général de Rome et Joseph Rushigajiki, frère de Save.

186. D. Tauzin, *ibidem*, p. 139.

187. Catherine Jentile et Thierry Froissart, TF1, 2 juillet 1994, 20 h.

188. D. Tauzin [16, p. 136].

189. TD Kampala 562 4/7/1994 15 h 39, signé Descoueyte. Objet : Entretien avec le Président Museveni et Paul Kagame. p. 2/2. <http://www.francegenocidetutsi.org/Descoueyte4juillet1994.pdf#page=2>

hommes, la France dut restreindre la zone qu'elle voulait contrôler en abandonnant les fiefs hutu de Ruhengeri et Gisenyi.

11.1 Évacuation par avion du colonel Bagosora

Les Français ont évacué de Butare le colonel Bagosora, le principal organisateur du génocide :

Le journaliste Sam Kiley accusa les soldats français, qui étaient arrivés à Butare le 1^{er} juillet, d'avoir évacué également le colonel Bagosora, par avion, le 2 juillet, avec un petit nombre d'autres personnes. Kiley tient son information d'un officier français de haut rang qui connaissait bien Bagosora et qui avait donc des raisons d'être bien informé sur les détails de l'opération.¹⁹⁰

Le journaliste Sam Kiley du *Times* lui-même écrit :

The following facts are not in doubt. [...] French troops rescued among others, Colonel Theoneste Bagosora (Chef de cabinet in the Hutu government and the evil genius behind the genocide) in July 1994 as the Tutsi rebels closed in on Butare.¹⁹¹

Cette information n'est pas corroborée par d'autres sources. Mais Sam Kiley est un témoin sûr. Il est certain qu'il est allé à Butare puisqu'il y a pris des photos lors de l'évacuation du 3 juillet. Ce jour-là Rosier commandait les opérations depuis son hélicoptère. Il a pu évacuer des autorités. Mais cette évacuation a pu se faire, comme indiqué plus haut, par le Transall qui est reparti dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet et Kiley l'aurait appris le 3 juillet. Au TPIR, Bagosora n'a pas parlé de sa présence à Butare à cette époque.

11.2 Évacuation des auteurs du génocide à Butare

Alors que les Français ont pris pour prétexte l'évacuation de religieux pour aller à Butare, ce sont tous les auteurs du génocide qui ont pu fuir en profitant en partie de leur intervention. La plupart vont à Gikongoro et se retrouvent sous protection française. Citons Robert Kajuga, président des Interahamwe, le colonel Alphonse Nteziryayo, préfet de Butare, Tharcisse Muvunyi, commandant militaire, etc. Sylvain Nsabimana, ancien préfet, emprunte le convoi de Marin Gillier vers le Burundi.

190. *Aucun témoin ne doit survivre* [6, p. 798] ; Human Rights Watch/FIDH, entretien au téléphone, 22 septembre 1998.

191. Sam Kiley, « *A French Hand in Genocide* », The Times (Londres), 9 avril 1998, p. 24. <http://www.francegenocidetutsi.org/KileyTimes9avril1998.pdf> Traduction de l'auteur : « *Les faits suivants sont indubitables. [...] Les troupes françaises ont sauvé parmi d'autres le colonel Theoneste Bagosora (Chef de cabinet dans le gouvernement Hutu et génie démoniaque du génocide) en juillet 1994 quand les rebelles tutsi ont investi Butare.* ».

Georges Rutaganda,¹⁹² vice-président des Interahamwe et membre du bureau politique du MRND,¹⁹³ est évacué par les Français début juillet :

While in Butare, Alphonse said he had seen the genocidaire Georges Rutaganda, vice-president of the Interahamwe, leaving Hotel Ibis with French troops to go to Gikongoro, before the RPF arrived in the town.¹⁹⁴

Le 3 juillet, un cessez-le-feu avait été obtenu par l'intermédiaire du général Dallaire pour procéder à une évacuation « d'orphelins et de religieux ». Les combattants du FPR, arrivés sur la route de Butare à Gikongoro, s'apercevront que les Français emmènent dans leur convoi des membres de l'armée rwandaise, ce qui provoquera un incident.¹⁹⁵

11.3 L'abandon aux tueurs de l'abbé Sebera et de ses compagnons

L'abbé Jean-Marie Vianney Sebera, l'abbé François Ngomirakiza, huit religieuses bénédictines de Sovu et une postulante ont été tués à Ndagò le 5 juillet 1994. Leur véhicule qui suivait un convoi français vers le Burundi lors de l'évacuation de Butare le 3 juillet, a été abandonné par les militaires français à une barrière. Sebera et ses compagnons auraient retrouvé un convoi militaire français qui regagnait Gikongoro le lendemain, mais celui-ci les aurait abandonnés à une autre barrière.¹⁹⁶ La responsabilité du capitaine de frégate Marin Gillier et de son supérieur le colonel Rosier est engagée. En effet, le commandant de l'opération d'évacuation de Butare, le colonel Rosier déclare à Bernard Lugan : « *Gillier, en 2^e échelon, doit récupérer 700 orphelins. Il décrochera le premier pour un repli vers le Burundi où seront recueillis les enfants – Au sud de Butare, le convoi de Gillier se fait caillasser, mais sans dommages, par la population hutu. – Puis, par des pistes secondaires, il rejoindra Gikongoro.* »¹⁹⁷ Il semble donc que le convoi qui a quitté Butare le 3 juillet vers le Burundi était commandé par le capitaine de frégate Marin Gillier et que le lendemain 4 juillet le convoi qu'ont retrouvé les religieux est encore celui de Marin Gillier. Le colonel Rosier s'est félicité un peu vite d'avoir sauvé les sœurs de Sovu :

L'armée française voulait évacuer les religieuses de Savé, à une dizaine de kilomètres au nord-est de la ville. Elle a dû renoncer.

192. Georges Rutaganda a été condamné à la prison à vie par le TPIR pour génocide le 6 décembre 1999. Il est décédé en prison le 11 octobre 2010. Cf. RFI, *L'ancien chef milicien rwandais Georges Rutaganda est décédé au Bénin*, 13 octobre 2010.

193. *Rwanda : Death, Despair and Defiance* [1, p. 163].

194. A. Wallis [17, p. 163]. Traduction de l'auteur : Alors qu'il était à Butare, Alphonse dit qu'il a vu le génocidaire Georges Rutaganda, vice-président des Interahamwe, quittant l'hôtel Ibis avec les troupes françaises pour aller à Gikongoro, avant que la ville ne soit investie par le FPR.

195. Michela Wrong, *Rwanda-Vers une confrontation entre FPR et Turquoise*, 4 juillet 1994. <http://www.francegenocidetutsi.org/KileyTimes9april1998.pdf>

196. Voir l'enquête détaillée en : <http://jacques.morel67.free.fr/Sebera.pdf>.

197. B. Lugan [9, p. 222].

« J'ai eu un petit réconfort, confiait dimanche soir [3 juillet] le colonel Jacques Rozier. *On a pu sauver les bénédictines de Sovou.* »¹⁹⁸

12 À Gikongoro le 4 juillet, Rosier défend les assassins en déroute

Le 4 juillet, Paris lui donne le feu vert pour faire barrage au FPR à Gikongoro. Cette mission n'avait plus rien d'humanitaire et était en pleine contradiction avec la résolution 929 du Conseil de sécurité. Celle-ci stipulait que cette opération « *ne constituera pas une force d'interposition entre les parties.* »¹⁹⁹ Les militaires français organisent alors la défense de Gikongoro. Des blindés légers AML 90, des mortiers lourds sont acheminés, des légionnaires arrivent en renfort. Les Français s'installent à l'école de Murambi et y établissent un camp où ils entassent bourreaux et victimes sur les lieux du massacre du 21 avril qu'ils cacheront.

Rosier déclare : « *le FPR va être surpris, car Gikongoro ne sera pas un Dien Bien Phû mais plutôt un Austerlitz.* »²⁰⁰ Jusqu'à la fin de l'opération Turquoise les Français collaboreront avec les auteurs des massacres.

12.1 Les Français installent des canons à l'école de Murambi

Mardi 5 juillet, Corine Lesnes constate que l'armée française installe, dans un collège en construction, un camp pour réfugiés et une base militaire avec de l'artillerie. Ce collège est l'école de Murambi, lieu où les Tutsi ont été massacrés le 21 avril :

C'est ce que l'on peut appeler une protection rapprochée. Mardi 5 juillet, les bérets noirs du 11^e régiment d'artillerie de marine ont installé à la hâte des mortiers dans le camp de réfugiés de Murambi. Les tubes sont déployés à une centaine de mètres de la population civile, relogée dans un collège en construction. Les militaires viennent d'arriver et ils ignorent même le nom de la position qu'ils sont en train d'occuper. La plupart des réfugiés n'ont qu'une journée de plus d'ancienneté. Pour tout le monde, le camp est une nouvelle étape dans une pérégrination qui ne semble pas vouloir s'arrêter.

A vol d'oiseau, le commandement français de Gikongoro est à 2 kilomètres. La première position tenue par le FPR se trouve, elle, à une dizaine de kilomètres, à la hauteur du village de Simbi, sur l'axe Butare-Gikongoro, selon le colonel Rozier [Rosier] qui commande le

198. Corine Lesnes, *Une mission sur le fil du rasoir*, Le Monde, 5 juillet 1994, p. 3. <http://www.francegenocidetutsi.org/Lesnes5juillet1994.pdf>

199. ONU, S/RES/929 (1994). <http://www.francegenocidetutsi.org/94s929fr.pdf>

200. Michela Wrong, *Rwanda-Vers une confrontation entre FPR et Turquoise*, Reuters, Gikongoro, 4 juillet 1994. Cf. G. Périès, D. Servenay [13, p. 327].

détachement français. Le camp est un chantier d'école abandonné. Les salles de classe font office de dortoir. Les femmes réchauffent un vague liquide entre des rouleaux de fils d'acier. Les militaires ont enrôlé des gens pour construire leur enclos. Le 2^e régiment parachutiste d'infanterie, venu de la Réunion, est chargé de s'occuper des réfugiés et de distribuer les biscuits de l'armée.[...]

Les réfugiés regardent avec inquiétude l'installation des Jeeps et des mortiers, otages d'un conflit qui les poursuit où qu'ils soient.²⁰¹

12.2 Les Français font faire la chasse aux infiltrés par les Interahamwe

Désiré Ngezahayo a été incarcéré pour génocide et a plaidé coupable. Il est sans doute responsable du massacre à la paroisse de Cyanika dans sa commune le 21 avril. Nous l'avons réinterrogé au bureau du procureur à Gikongoro le 20 octobre 2011. Le prisonnier parle bien français et se montre assez coopératif. Il reconnaît qu'il a appelé la population au génocide des Tutsi. Il nous répète en substance ce qu'il déclare devant la commission Mucyo. Dans les critères de reconnaissance d'un infiltré il omet le contrôle de la carte d'identité. Nous lui faisons remarquer et il nous répond que les Français leur ont demandé de continuer à tenir des barrières et là, ils continuaient à contrôler ces cartes et à tuer les Tutsi, s'ils en trouvaient encore, au vu et au su des Français.

Un article paru dans *Le Figaro* du 6 juillet vient corroborer le témoignage de Ngezahayo. Marin Gillier des commandos de marine est stationné à la paroisse de Cyanika, lieu du massacre du 21 avril. Il collabore avec le bourgmestre qui est Ngezahayo :

A proximité du camp de réfugiés de Cyanika, les commandos marines ont installé leur campement. Le capitaine de frégate Marin Gillier travaille en liaison avec le bourgmestre. Il s'agit avant tout de rassurer les réfugiés qui sont aujourd'hui plus de cinquante mille et surtout de s'intéresser aux nouveaux arrivants. En effet, déjà dans le passé, le FPR s'est infiltré dans le camp. Des rebelles se sont mélangés aux réfugiés. Plusieurs d'entre eux ont été démasqués. Ils portaient deux ou trois vêtements les uns sur les autres, disposaient de postes de radio et convoyaient des armes en pièces détachées. Le bourgmestre affirme que parmi eux se trouvait un Ougandais. Pour déjouer les infiltrations, les réfugiés sont désormais regroupés par village d'origine. « *Tout le monde se connaît, dit le bourgmestre, les étrangers sont vite repérés.* »²⁰²

L'ex-bourgmestre de Nyamagabe, Jean-Baptiste Mukamarutoki, qui a été nommé par les militaires français et a collaboré avec eux pendant un mois et

201. Corine Lesnes, « *Ici, c'est l'impasse* ». *Malgré le bouclier français, les réfugiés du secteur de Gikongoro ne cachent pas leur inquiétude*, Le Monde, 7 juillet 1994, p. 3. <http://www.francegenocidetutsi.org/LesnesImpasseMurambi7juillet1994.pdf>

202. François Luizet, *Les Français verrouillent leur dispositif*, Le Figaro, 6 juillet 1994. <http://www.francegenocidetutsi.org/LuizetInfiltrationsNocturnes6juillet1994.pdf>

de mi, confirme les instructions données aux bourgmestres par les militaires français pour la poursuite des assassinats de Tutsi :

« Les militaires français ne se sont pas très bien comportés pendant leur présence à Gikongoro. Ils ont largement contribué à la division des Rwandais. Ils disaient aux autorités dont je faisais partie de faire la chasse aux Inyenzi partout dans nos communes. Ils nous transmettaient ce message lors de réunions auxquelles ils nous convoquaient et qui se tenaient à SOS ». ²⁰³

Les critères recommandés par les Français pour reconnaître les Inkotanyi sont les mêmes que ceux utilisés par les miliciens. C'est le cas pour les traces de botte sur les tibias. « *A un barrage*, observe Dominique Garraud sur la route de Ruhengeri à Gisenyi le 8 juillet, *un milicien à l'haleine chargée d'alcool, remonte les bas d'un pantalon d'un gamin d'à peine 12 ans.* "Je vérifie qu'il n'a pas sur les mollets de marques de bottes en caoutchouc que portent les terroristes du FPR", *explique-t-il.* » ²⁰⁴

12.3 Les mauvais traitements infligés aux survivants des massacres

Les militaires français du 2^e RPIMa, venus de la Réunion, mélangent dans le camp de Murambi, Tutsi survivants des massacres et Hutu plus ou moins assassins. La survivante DG en témoigne :

Dans le camp de Murambi, il y avait aussi bien des Interahamwe que des survivants tutsis des différents coins du pays surtout ceux de Gikongoro, Butare voire même de Kigali. Ces derniers n'avaient pas d'autres choix. [...]

Lorsqu'on arrivait à Murambi, les Français nous accueillait juste à l'entrée principale, ils demandaient si on est tutsi ou hutu avant de nous laisser entrer. Mais je ne sais pas à quoi servait cette information car que ce soit hutu génocidaire ou tutsi victime, tout le monde avait accès à ce camp. Pour notre cas, nous avons répondu que nous étions tutsis, ils nous ont dit d'entrer mais ils nous ont demandé de nous débrouiller pour le reste. [...]

Comme le camp était devenu l'escale pour des génocidaires, nous vivions avec des militaires et des gendarmes parfois armés de grenades. Je ne sais pas ce qui a pu se passer pour qu'ils ne recommencent pas leur « travail ». On croirait en une force miraculeuse qui nous a protégés. Nous étions vraiment exposés : nos bâtiments n'étaient pas clôturés et les militaires français ne gardaient que juste l'entrée principale. Une autre chose est que les survivants trouvaient souvent leurs bourreaux dans le camp et ils allaient se plaindre devant les militaires français. Ceux-ci les arrêtaient sous prétexte qu'ils

203. Rapport Mucyo, [3, p. 242].

204. Dominique Garraud, *L'armée rwandaise lâche le gouvernement*, Libération, 9 juillet 1994, p. 11.

allaient les punir, mais on a appris par après qu'ils avaient été libérés sans condition. Ils ne les gardaient pas dans leur office et on ne sait pas où ils les mettaient. Ils se sont réfugiés au Congo. Je ne me souviens pas de leurs noms, mais je peux vous citer quelques cas dont l'abbé Athanase Robert Nyandwi, un prêtre burundais qui servait dans la paroisse de Kaduha à Gikongoro, un autre milicien de premier plan qui a été dénoncé par une fille qu'il avait forcément faite sa femme de fait après l'avoir violée et un militaire des ex-forces armées rwandaises qui avait été dénoncé par les survivants de Butare.²⁰⁵

Les survivants ne sont pas nourris dans le camp ou très mal, poursuit DG :

[...] ils nous ont dit d'entrer mais ils nous ont demandé de nous débrouiller pour le reste : le logement, la nourriture ! Ils ne nous ont même pas donné une goutte d'eau ! Et pourtant, ils voyaient bien que nous n'avions rien, à peine les habits que nous portions, mais ils n'ont pas pensé à nous donner au moins une couverture. En tant que personnes en mission humanitaire, je me suis demandé de quelle mission humanitaire s'agissait-il, s'ils laissaient les victimes vivre de telle manière. Là, j'ai alors commencé à fort douter de leur protection. Heureusement, nous avons rencontré des amis qui y étaient arrivés avant nous et ils nous ont logés. Les Hutus n'avaient aucun problème, ils allaient aisément s'approvisionner dans la ville de Gikongoro en dehors du camp car ils n'étaient exposés à aucun risque. Dans le camp, ils n'étaient qu'à la recherche d'un endroit où dormir car ils ne pouvaient pas tous trouver des logements à Gikongoro tellement ils étaient nombreux. Les Tutsis quant à eux ne pouvaient sortir, non seulement ils craignaient pour leur vie mais aussi ils n'avaient rien dans leur poche pour s'approvisionner en vivres. Ils restaient là, en train de voir les autres manger alors qu'eux ils mouraient de faim. Des fois, les Français distribuaient des vivres : un demi kilo de riz par semaine et ce n'était pas régulier.²⁰⁶

Les Tutsi qui tentaient de sortir du camp en quête d'eau et de nourriture risquaient leur vie :

Les pauvres Tutsis, qui ne pouvaient même pas approcher du seuil de la porte d'entrée, n'avaient pas la possibilité d'aller puiser de l'eau. Certains ont été massacrés ou blessés à coups de machettes en essayant d'aller puiser de l'eau à la fontaine qui était tout juste à côté et aucune réaction de la part des militaires français.²⁰⁷

Les militaires français abusent des survivantes affamées :

205. Témoignage de la survivante DG sur le camp de Murambi, 16 mars 2005. <http://www.francegenocidetutsi.org/DGMurambi.pdf>

206. Témoignage de DG, *ibidem*.

207. Témoignage de DG, *ibidem*.

Les militaires français ne faisaient que profiter des femmes et des filles du camp, et vu la situation dans laquelle elles vivaient, celles-ci ne résistaient pas à céder leur corps pour avoir à manger pour elles et pour d'autres réfugiés voisins. Dans cette zone Turquoise, on y rencontre actuellement des enfants métis nés des militaires français même si leurs mamans ne livrent pas cette information facilement.²⁰⁸

Les militaires français n'ont que mépris pour les survivants :

Pour ce qui est du camp des déplacés et survivants, je ne sais pas ce qui a motivé les Français dans le choix d'un tel endroit où venaient de périr des milliers de Tutsis pour y protéger les survivants membres des familles décimées ou qui étaient voués au même sort. Les corps avaient été déjà jetés dans des fosses communes, mais nous n'étions pas dans un état de sentir tous les chocs que nous ont causés les Français tellement nous étions étourdis ; lorsqu'on va mourir on n'est plus tellement de ce monde. Il faut dire qu'après le génocide, les mêmes moyens ne nous parlaient plus. Ce qu'ont fait les Français dénotait un manque de sensibilité à l'égard de la souffrance subie par les survivants du génocide. Et leurs visages ne trahissaient aucun état d'âme : ni fureur, ni tristesse. [...]

Les militaires nous provoquaient en nous disant que si c'étaient eux, ils ne pouvaient pas rester sans réagir devant les Interahamwe, que si nous n'étions pas des fous, nous avons un caractère animal ! Ce n'était pas là la meilleure façon d'approcher quelqu'un qui a enduré une telle souffrance.²⁰⁹

Lors de leur départ, les Français, toujours selon la survivante DG, abandonnèrent les survivants des massacres au milieu des miliciens qu'ils n'avaient pas désarmés :

Même s'il n'y a pas de preuves matérielles, on affirmait que les Français nous abandonneraient un jour dans les mains des génocidaires. Cela, je n'en doutais pas, tout était possible. Le jour où nous avons quitté le camp, les Français ont laissé ceux qui n'étaient pas embarqués dans les premiers camions. Nous avons été évacués par les Américains (ils n'étaient qu'à deux). Les Interahamwe ne savaient pas de qui il s'agissait, et pensaient qu'ils étaient armés. Ils n'ont pas osé nous faire du mal. Le FPR suivait aussi de près l'évolution de la situation, nous étions toujours en contact. Nous avons tellement peur, nous pensions qu'un jour nous serions tués, nous n'avions plus confiance aux militaires français. Ils ne nous protégeaient pas, heureusement que les Interahamwe pensaient le contraire.²¹⁰

208. Témoignage de DG, *ibidem*.

209. Témoignage de DG, *ibidem*.

210. Témoignage de DG, *ibidem*.

12.4 Le massacre des Tutsi continue en présence des Français

Alors que le général Germanos, sous-chef des opérations à l'état-major des armées, en visite à Gikongoro mercredi 6 juillet, déclare que l'opération Turquoise est là à des fins « *strictement humanitaires* », ²¹¹ les militaires français ne démantèlent pas les barrières et côtoient les miliciens en armes :

Aux abords du marché qui regorge de légumes témoignant de la vitalité agricole de la région, des militaires rwandais et des miliciens nonchalants, Kalachnikov neuves à l'épaule, saluent les soldats français. Cette atmosphère bon enfant est trompeuse. Dans le flot des réfugiés, des miliciens traquent encore les Tutsis ou les Hutus modérés. ²¹²

Lundi 4 juillet, Raymond Bonner voit à Gikongoro une barrière de miliciens à moins de 1,6 km de la base militaire française de Murambi :

By moving troops into the area, the French have effectively acted without waiting for United Nations approval, though there was no visible effort to create an entirely military-free zone. Rwandan Government troops moved freely throughout the area today and a checkpoint less than a mile from the French base was manned by militiamen with machetes, rifles and grenades. ²¹³

La survivante DG montre le lieu-dit Kabeza où était dressée une barrière gardée par des Hutu armés de machettes. Il fallait y passer nécessairement pour aller du centre de Gikongoro à l'école de Murambi où étaient les Français. De plus, elle déclare qu'en arrivant au camp de Murambi vers le 10 juillet elle a vu près de l'école ACEPER, ²¹⁴ où étaient stationnés des militaires français, une barrière tenue par des soldats des FAR armés de fusils. ²¹⁵

Le survivant Emmanuel Murangira confirme que les Interahamwe et les Français continuaient à contrôler les cartes d'identité aux barrières comme à celle sur le chemin de l'école de Murambi :

Les Tutsi continuaient de converger vers Murambi, poursuit Emmanuel. « *Ils étaient tués par les Interahamwe au vu des Fran-*

211. Dominique Garraud, *Gikongoro, aux abords de la zone de sécurité*, Libération, 8 juillet 1994.

212. Dominique Garraud, *ibidem*.

213. Raymond Bonner, *French Establish a Base in Rwanda to Block Rebels*, New York Times, July 5, 1994, pp. A1, A7. Traduction de l'auteur : *Les Français installent une base au Rwanda pour arrêter l'avance des rebelles*. En amenant des troupes dans la région, les Français ont agi sans attendre l'accord des Nations Unies [sur la Zone Humanitaire Sûre], bien qu'aucun effort visible n'ait été fait pour créer une zone entièrement démilitarisée. Les forces gouvernementales rwandaises se déplacent aujourd'hui librement dans cette zone et un checkpoint à moins de 1,6 km de la base militaire française [à l'école de Murambi] est gardé par des miliciens armés de machettes, fusils et grenades.

214. ACEPER : Association pour la contribution à l'éducation et au perfectionnement au Rwanda.

215. Témoignage de DG, Murambi, 23 juillet 2007.

çais, parfois en leur présence directe ». Il précise que « *des militaires français ont été vus sur les barrières, comme celle qui était juste à l'entrée du site, en train de vérifier les cartes d'identité avec les Interahamwe.* » Ces documents mentionnaient « *l'appartenance ethnique* », une invention du colonialisme belge bien évidemment reconduite par les deux dictatures suivantes. Le terme Tutsi était synonyme de condamnation à mort. « *Interahamwe et Français conjoints* », murmure à trois reprises le rescapé.²¹⁶

Yvette, une jeune fille de 15 ans, élève au Collège Marie-Merci de Kibeho (G.S.M.M.K.), a survécu aux massacres mais se retrouve à l'arrivée des Français en situation toujours aussi précaire :

When the French arrived, the assassins and the genocidal government began to flee towards Gikongoro. There were a lot of killers there. At that moment, the director of G.S.M.M.K., Father Emmanuel Uwayezu, had a gun and was manning the roadblock in the cellule of Mpunge, five hundred metres from G.S.M.M.K. near the house of the prefect of studies, along with many other killers. He participated in the checking of the ID cards.²¹⁷

Yvette a été évacuée par les Français après le 8 juillet à l'école de Murambi.²¹⁸

Désiré Ngezahayo a été témoin du refus de militaires français de secourir une personne qui allait être abattue : « Une fille tutsi qui s'appelle Micheline originaire de Ruhango a été tuée par un policier communal sur ordre du sous-préfet Ntegeyintwali Joseph à une barrière située près de la sous-préfecture de Karaba. Les Français étaient présents et n'ont pas empêché l'assassinat. Ils ne faisaient rien pour arrêter les massacres, leur principal souci était de contrôler les limites de la préfecture pour que le FPR ne s'y infiltre pas ». ²¹⁹

Ce témoignage est confirmé par Juvénal Mudenge, ex-policier à Karama : « Lorsque Micheline a été tuée, les Français étaient déjà arrivés à Karama. Ils n'ont pas enlevé la barrière de Gatyazo tenue par des Interahamwe. Sur cette barrière, beaucoup de gens qui tentaient de se réfugier à Cyanika ou à Gikongoro y ont été tués pendant le génocide et cela a continué pendant Turquoise. Ces Interahamwe, dont Callixte Gahamanyi, ont découvert et tué Micheline alors

216. Jean Chatain, *Les spectres de Murambi*, L'Humanité, 1^{er} avril 2004. <http://www.francegenocidetutsi.org/SpectresDeMurambiHumanite1eravril2004.pdf>

217. *Rwanda : Death, Despair and Defiance* [1, p. 312]. Traduction de l'auteur : Quand les Français arrivèrent, les assassins et le gouvernement génocidaire fuyèrent vers Gikongoro. Il y avait là énormément de tueurs. À ce moment-là, le directeur de G.S.M.M.K., le père Emmanuel Uwayezu, avait un fusil et gardait la barrière dans la cellule de Munge, à 500 m de G.S.M.M.K., à côté de la maison du directeur des études, avec beaucoup d'autres tueurs. Il participait au contrôle des cartes d'identité.

218. *Ibidem*, p. 313.

219. Témoignage de Désiré Ngezahayo recueilli par la Commission à Nyamagabe le 29/06/2006. Cf. Rapport Mucyo, [3, p. 244]. <http://www.francegenocidetutsi.org/DesireNgezahayoMucyo13decembre2006.pdf>

que les Français étaient présents à quelques mètres de la barrière et du lieu où l'assassinat a été perpétré ». ²²⁰

Eut-il quelques scrupules à l'issue de sa visite à Gikongoro ? Le général Germanos semble avoir demandé le désarmement ainsi que l'arrestation des auteurs des massacres. Nous lisons ceci dans une note du général Quesnot et Bruno Delaye à François Mitterrand :

I - Pour le général Germanos (responsable des opérations à l'EMA) de retour de Goma, deux questions se posent en ce qui concerne l'opération Turquoise :

- l'urgence de l'intervention des ONG dans la zone humanitaire sûre [...]

- le désarmement des milices et des FAR à l'intérieur de la zone humanitaire et l'arrestation des responsables des massacres. Nombreux sont ceux qui demandent que nous nous en chargions mais cela ne relève pas de notre mandat et nous n'en avons pas les moyens. Nos militaires interdisent toute activité de l'armée rwandaise et des milices à l'intérieur de la zone et donneront à la commission d'enquête des Nations Unies et au rapporteur de la commission des Droits de l'Homme, lorsqu'ils seront présents sur place, toutes les informations dont ils disposent sur les auteurs des massacres. ²²¹

Il est difficile de ne pas être plus cynique que le général Quesnot et Bruno Delaye.

12.5 Les largages par hélicoptères

Les militaires français ont largué des personnes par hélicoptères, soit pour les tuer en les larguant de haut, soit pour s'en débarrasser en les larguant de quelques mètres. Ils ont ainsi livré des Tutsi aux milices et à la « défense civile », mais ils se sont aussi débarrassés de Hutu par ce moyen. Ces largages sont relatés par la commission Mucyo. Désiré Ngezehayo cite un capitaine français qui disait qu'ils « *devaient se débarrasser des éléments nuisibles* ». ²²² Shinani Siborurema, Emmanuel Izabiliza et son épouse Glorioso Musabyimana, André Muzigirwa, ont survécu au largage et le décrivent. ²²³

Emmanuel Ibyimana, ancien militaire des FAR, Désiré Ngezehayo et Joachim Hategekimana, ex-sous préfet de Kaduha, attestent que les Français ont largué dans la forêt de Nyungwe plusieurs personnes dont Jean Benimana, alias Katasi, vétérinaire à Kaduha. Celui-ci n'a plus été revu.

220. Témoignage recueilli par la Commission à Nyamagabe le 11/10/2007. Cf. Rapport Mucyo, [3, p. 244].

221. Note du général Quesnot et de Bruno Delaye à l'attention de Monsieur le Président de la République, 7 juillet 1994, Objet : Rwanda. <http://www.francegenocidetutsi.org/QuesnotDelaye7juillet1994.pdf>

222. Rapport Mucyo, [3, p. 252].

223. *Ibidem*, pp. 254, 259–260.

Balthazar Musonera alias Gataro a été largué à Ruseke.²²⁴ Un jeune homme a été largué à Sheke. Il a été amené à la commune de Mubuga à Ndago et assassiné avec l'abbé Sebera et ses compagnons.²²⁵ Un Tutsi a été largué à Shaba et a été tué. Pour chaque cas, la commission Mucyo a cherché plusieurs témoignages qui corroboraient le largage.

12.6 Les Français collaborent avec les organisateurs du génocide

Une survivante des massacres de Murambi et de Cyanika raconte qu'elle a été employée comme femme de ménage par les Français qui recevaient souvent la visite des organisateurs des massacres :

J'ai quitté cette famille à l'arrivée des militaires français. Le secrétaire de la commune Nyamagabe est venu me chercher. Il ne m'a pas accompagnée jusqu'au groupe scolaire ACEPER où s'étaient installés certains militaires français. Il m'a dit qu'il avait peur d'être vu par Semakwavu qui était en collaboration étroite avec les Français. Il a ajouté que les personnes accueillies par les militaires français étaient soit sauvées, soit massacrées selon la volonté du bourgmestre. Puis il m'a dit : « *Je ne sais pas s'ils vont te tuer ou te sauver, mais tu peux toujours tenter tes chances* ». C'était dans les premiers jours de leur arrivée, je les ai rejoints à ACEPER et j'y ai trouvé trois autres survivants dont deux filles et un garçon. Ces trois survivants ont été conduits dans le camp de Murambi et je suis restée à l'ACEPER. J'avais fait mes études secondaires jusqu'en troisième année et je connaissais le français. Ils m'ont alors retenue comme leur domestique. Je faisais le travail de nettoyage de la maison, de cirage des chaussures, de lessive de leurs habits et autres. Je n'ai pas été à Murambi lors de l'opération Turquoise ; j'ai vécu à l'ACEPER où étaient presque 100 militaires français.

Comme le bourgmestre Semakwavu venait souvent leur rendre visite, je me cachais pour éviter qu'il ne me voie. Un jour, les Français m'ont appelée pour me présenter au bourgmestre. J'ai eu tellement peur, mais je ne pouvais faire autrement. Lorsqu'il m'a vue, il n'a rien dit, mais il est parti fâché. Il est allé réprimander l'homme qui m'avait cachée. Je suis restée là et j'assistais chaque jour aux visites des différentes autorités et responsables génocidaires rendues aux militaires français. Ils entretenaient de bonnes relations et l'accueil qui leur était réservé par les Français était très chaleureux. Parmi ces génocidaires, j'ai pu reconnaître le colonel Simba, le bourgmestre Semakwavu, un député prénommé Marc²²⁶ et le préfet Bucyibaruta.

224. *Ibidem*, p. 255.

225. *Ibidem*, pp. 256–258.

226. Marc Hanyurwimfura, député, originaire de la commune de Karama à Gikongoro.

Ils recevaient beaucoup de visites, mais je ne connaissais pas les visiteurs et moins encore, je ne suivais pas leurs conversations.²²⁷

13 Retrait du COS

Le COS s'est retiré le 26 juillet avant les autres troupes de Turquoise.²²⁸

14 Conclusion

Le colonel Rosier a coopéré avec les auteurs du génocide et a donné l'ordre à ses subordonnés de faire de même. Il a organisé l'extermination des derniers survivants tutsi de Bisesero, les faisant passer pour des éléments avancés du FPR voulant couper en deux la zone gouvernementale. Avec ses subordonnés le colonel Didier Tauzin et le capitaine de frégate Marin Gillier, il a permis d'acheminer de Cyangugu en renfort à Bisesero, Yusuf Munyakazi et ses miliciens.

Partout ailleurs, il a laissé continuer le génocide au prétexte d'empêcher les infiltrations du FPR. Il a camouflé ce soutien par des opérations de désinformation dans les médias, assimilant les Tutsi aux rebelles et les miliciens à des citoyens défendant leur patrie. Il a aussi organisé des sauvetage de religieux pour cacher d'autres actes inavouables.

Les soldats français assistaient eux-mêmes à la mise à mort des Tutsi par les Interahamwe. Ils ont largué des Tutsi depuis des hélicoptères. Le colonel Rosier a stoppé l'offensive du FPR dans le Sud-Ouest en prenant la défense des auteurs du génocide. Il n'a pas désarmé les tueurs, il ne les a pas arrêtés. Il a caché leurs crimes et marqué son mépris pour leurs victimes en installant une base militaire sur les fosses communes de l'école de Murambi (Gikongoro) où le sang suintait encore.

15 Chronologie des opérations commandées par le colonel Rosier

Lundi 20 juin 1994 Arrivée d'une équipe de reconnaissance à Goma.

Mercredi 22 juin 1994 Matin : arrivée à Goma du gros du détachement COS. Après-midi : transport d'un élément sur Bukavu.

Jeudi 23 juin 1994 15 h 30, entrée à Cyangugu d'un détachement du 1^{er} RPIMa commandé par le colonel Didier Tauzin qui se dirige vers le camp de Nyarushishi.²²⁹

227. Témoignage de MM, transmis par D., rescapée du camp de Murambi, 2 avril 2004. <http://www.francegenocidetutsi.org/TemoignageRescapeeMurambi.pdf>

228. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 398]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

229. *Les premiers éléments de l'opération « Turquoise » sont entrés en territoire rwandais,*

Vendredi 24 juin 1994 Hélicoptage à Kibuye des commandos de l'air (CPA 10) qui s'installent chez les religieuses de Sainte Marie de Namur.²³⁰

Reconnaissance du commando Trepel à partir de Cyangugu vers Kibuye. Il passe le matin à Rwesero puis à Kirambo,²³¹ où il reçoit un accueil enthousiaste.²³² Il rebrousse chemin le soir sans être parvenu à Kibuye.²³³

Reconnaissance du 1^{er} RPIMa vers Bugarama, à proximité de la frontière du Burundi. Il passe à la paroisse de Mibilizi.

Reconnaissance du 1^{er} RPIMa vers Gikongoro et Butare.²³⁴

Samedi 25 juin 1994 Les journalistes Sam Kiley et Vincent Hugeux informent le capitaine de frégate Marin Gillier que des Tutsi sont attaqués chaque nuit à Bisesero.²³⁵

Dimanche 26 juin 1994 CPA 10 : Second hélicoptage du CPA 10 (Duval) sur Kibuye.²³⁶

CPA 10 : Le colonel Rosier, basé à Bukavu, vient assister à l'installation du lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval et des ses 35 hommes du CPA 10 à Kibuye au collège technique de filles tenu par les sœurs de Sainte-Marie de Namur. Il est reçu par un sous-préfet et un lieutenant de gendarmerie.²³⁷

Trepel : Une escouade va jusque Kibuye. Une autre reste à Kirambo pour protéger le camp de réfugiés hutu.²³⁸

Lundi 27 juin 1994 CPA 10 : Arrivée des véhicules à Kibuye.²³⁹ En fin de matinée, le colonel Rosier réalise une jonction par hélicoptère avec Duval, qui se trouve toujours sur la piste Bwakira-Kibuye. Un obus de mortier est tombé sur le marché de Bwakira, selon Duval. Rosier demande à Duval de rentrer à Kibuye. Ils s'y retrouvent entre 14 et 15 heures.

Le Monde, samedi 25 juin 1994, p. 3 ; Jean Hélène, *Liesse chez les Hutus soulagement chez les Tutsis*, Le Monde, 26 juin 1994, pp. 1, 4.

230. Audition du lieutenant-colonel Duval par la Mission d'information parlementaire, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome III, Auditions, Vol. 2, p. 119]. <http://www.francegenocidetutsi.org/AuditionDuval17juin1998.pdf>

231. Marin Gillier, capitaine de frégate, attaché naval à l'ambassade de France en Égypte, *Turquoise : intervention à Bisesero*, Le Caire, 30 juin 1998, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 402]. <http://www.francegenocidetutsi.org/Gillier30juin1998.pdf#page=1>

232. Jean Hélène, *Liesse chez les Hutus, soulagement chez les Tutsis*, Le Monde, 26 juin 1994, pp. 1, 4 ; Reportage de Philippe Boisserie et Éric Maisy, Édition spéciale Rwanda, France 2, 25 juin 1994, 20 h.

233. Marin Gillier, *ibidem*.

234. Michel Peyrard, « *Je ne veux voir ni arc, ni lance, ni machette et surtout pas d'effusion* », *martèle le colonel*, Paris-Match, 7 juillet 1994, p. 46.

235. Vincent Hugeux, *Dix ans après le génocide, Retour à Bisesero*, L'Express, 13 avril 2004 <http://www.francegenocidetutsi.org/HugeuxExpress13avril2004.pdf> ; *Aucun témoin ne doit survivre* [6, p. 788].

236. Reportage de Philippe Boisserie et Éric Maisy, Édition spéciale Rwanda, France 2, 26 juin 1994, 20 h. Philippe Boisserie nous précise que le reportage a été réalisé ce 26 juin.

237. François Luizet, *ibidem*.

238. Marin Gillier, *ibidem*.

239. Audition du lieutenant-colonel Duval, *ibidem*.

Ils s'entretiennent avec la mère supérieure des sœurs de Sainte-Marie de Namur chez qui logent Duval et ses hommes. Rosier décide de les évacuer le lendemain puis s'envole vers Bukavu.²⁴⁰ Partant de Kibuye et accompagné par des journalistes dont Patrick de Saint-Exupéry, Duval passe à Nyagurati, Mubuga, puis découvre des survivants à Bisesero en fin d'après-midi.²⁴¹ Selon Lugan, le détachement conduit par Duval ne part que peu avant 16 heures.²⁴²

Trepel : Mission de recherche vers Gishyita et Gisovu. D'après la population, des éléments infiltrés du FPR se trouvent à l'est de Gishyita.²⁴³

Vers 12 h, Gillier entend des bruits de rafales d'armes automatiques ; agitation observée à 5 km à l'est.²⁴⁴ Des villageois s'attaqueraient aux éléments infiltrés du FPR. Demande au commandement l'autorisation d'aller sur place. La réponse tarde.²⁴⁵

Mardi 28 juin 1994 CPA 10 : Évacuation par hélicoptère des religieuses de la congrégation des sœurs de Sainte-Marie de Namur de Kibuye vers Goma.²⁴⁶

Reconnaissance de Kibuye à Kivumu par un élément du CPA 10.²⁴⁷

Trepel : Amélioration des postes de combat près de Gishyita et préparation de l'équipe d'observation qui se rendra vers l'Est le lendemain.²⁴⁸

Mercredi 29 juin 1994 Trepel : Envoi avant l'aube d'une reconnaissance vers Bisesero qui ne trouve rien.²⁴⁹

François Léotard inspecte Trepel à Gishyita : mis au courant par Marin Gillier de la fusillade du 27 vers 12 h, Léotard lui refuse l'autorisation d'aller sur les lieux. Sous la pression de 2 journalistes dont Raymond Bonner du *New York Times*, il aurait promis : « On y va demain ». ²⁵⁰

Marin Gillier reçoit l'ordre en milieu d'après-midi d'aller le lendemain contacter un prêtre français menacé à 20 km à vol d'oiseau et non d'aller secourir les Tutsi de Bisesero.²⁵¹

240. Entretien avec le général Rosier, B. Lugan [9, p. 261].

241. Patrick de Saint-Exupéry *La « solution finale » du préfet de Kibuye*, Le Figaro, 5 juillet 1994, p. 6, col. 3. <http://www.francegenocidetutsi.org/LaSolutionFinaleDuPrefetDeKibuye.pdf>

242. B. Lugan [9, p. 262].

243. Marin Gillier, *ibidem*.

244. Corine Lesnes, *M. Léotard craint de nouvelles difficultés pour le dispositif « Turquoise »*, Le Monde, 1^{er} juillet 1994, p. 4.

245. Marin Gillier, *ibidem*.

246. Sam Kiley, *Dawn raid by French rescues nuns and orphans*, The Times, 29 June 1994. Dans son audition, le lieutenant-colonel Duval précise que cette évacuation a lieu le matin du 28.

247. Dominique Garraud, *Le nettoyage ethnique continue dans les montagnes rwandaises*, Libération, 29 juin 1994, p. 16. <http://www.francegenocidetutsi.org/GarraudBiseseroLiberation29juin1994.pdf>

248. Marin Gillier, *ibidem*.

249. Marin Gillier, *ibidem*, p. 405. <http://www.francegenocidetutsi.org/Gillier30juin1998.pdf#page=5>

250. Corine Lesnes, *ibidem*.

251. Marin Gillier, *ibidem*, p. 404. <http://www.francegenocidetutsi.org/Gillier30juin1998.pdf#page=4>

François Léotard inspecte le CPA 10 à Kibuye. ²⁵²

Jeudi 30 juin 1994 Trepel : Départ tôt le matin. Arrive en début d'après-midi au village du prêtre français : Celui-ci préfère rester avec ses paroissiens! ²⁵³ D'après M. Peyrard et S. Kiley, le commando Trepel est allé à Gisovu. ²⁵⁴

14 h 15 : Arrivée à Bisesero d'une patrouille de reconnaissance française qui appelle le groupe de Marin Gillier.

Opération de secours des Tutsi de Bisesero par le commando Trepel. ²⁵⁵

Le colonel Rosier se rend à Bisesero en fin d'après midi avec Jacques Hogard venu le relever. ²⁵⁶

Le détachement du 1^{er} RPIMa est envoyé à Gikongoro. ²⁵⁷

Vendredi 1^{er} juillet 1994 Trepel : 800 survivants tutsi mis sous protection à Bisesero, 96 évacués par hélicoptère. Découverte de centaines de cadavres. 50 soldats français restent pour protéger les Tutsi.

Le colonel Rosier est à Bisesero en fin de matinée.

Trepel : Entrevue de Gillier avec le bourgmestre de Gishyita, Charles Sikubwabo. ²⁵⁸

Trepel : Évacuation de 4 Tutsi du village du prêtre par voie aérienne. ²⁵⁹

Trepel : Départ commando Trepel vers Gikongoro. ²⁶⁰

CPA 10 : Hélicoptage vers Butare. ²⁶¹

1^{er} RPIMa : Opération sur Butare. Après 18 h : Incident de Save. Le colonel Charpentier alias Colin est blessé. ²⁶²

C 160 COS : débarque Rosier et des médecins de l'EMMIR.

Samedi 2 juillet 1994 Repli de l'opération sur Butare dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet. Evacuation de religieuses par le C 160. ²⁶³

Dimanche 3 juillet 1994 CPA 10 : Remplacé par un détachement d'infanterie de marine, il quitte Kibuye pour Gikongoro. ²⁶⁴

252. Audition de Jean-Rémy Duval [14, Tome III, Auditions, Vol. 2, pp. 119–120]. <http://www.francegenocidetutsi.org/AuditionDuval17juin1998.pdf>

253. Marin Gillier, *ibidem*.

254. Michel Peyrard, *Terré dans son trou depuis deux mois, Bernard voit au-dessus de lui les bottes de ses bourreaux...*, Paris-Match, 14 juillet 1994, p. 40. <http://www.francegenocidetutsi.org/MichelPeyrardMatch14juillet1994.pdf>

255. Raymond Bonner, *Grisly Discovery in Rwanda Leads French to Widen Role*, New York Times, July 1, 1994.

256. J. Hogard [7, p. 39].

257. D. Tauzin [16, p. 135].

258. Marin Gillier, *ibidem*.

259. Marin Gillier, *ibidem*, p. 406. <http://www.francegenocidetutsi.org/Gillier30juin1998.pdf#page=6>

260. Marin Gillier, *ibidem*.

261. B. Lugan, [9, pp. 221, 264].

262. Catherine Jentile et Thierry Froissart, TF1, 2 juillet 1994, 20 h.

263. Rapport du colonel Rosier, chef du détachement COS, NMR 001/TURQUOISE/DET COS, Goma le 27/07/1994, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994* [14, Tome II, Annexes, p. 398]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RosierRapport27juillet1994.pdf>

264. Audition du lieutenant-colonel Duval, *ibidem*, p. 120. <http://www.francegenocidetutsi.org/AuditionDuval17juin1998.pdf>

Le détachement du 1^{er} RPIMa et le commando Trepel sont envoyés à Butare pour extraire « *plus de mille personnes dont 700 orphelins* ». Les deux colonnes décrochent à 13 h 20, celle de Gillier vers le Burundi, celle de Tausin vers Gikongoro. Cette dernière échange des coups de feu avec le FPR à la sortie nord-ouest de Butare.

Lundi 4 juillet 1994 Le CPA 10 est en place à Gikongoro. Le commando Trepel est au camp de la paroisse de Cyanika.

La zone humanitaire est décrétée. Le colonel Tausin déclare : « *Si le FPR menace les populations, nous tirerons dans le FPR... sans état d'âme.* »²⁶⁵ Il organise la défense de Gikongoro.

Mardi 26 juillet 1994 Retrait du détachement COS.

Références

- [1] AFRICAN RIGHTS : *Rwanda : Death, Despair and Defiance*. African Rights, P.O. Box 18368, London EC4A 4JE, 1995. 1^{re} édition, septembre 1994.
- [2] AFRICAN RIGHTS : *Résistance au Génocide - Bisesero - Avril-Juin 1994*. African Rights, avril 1998. Édition française.
- [3] COMMISSION NATIONALE INDÉPENDANTE CHARGÉE DE RASSEMBLER LES PREUVES MONTRANT L'IMPLICATION DE L'ÉTAT FRANCAIS DANS LE GÉNOCIDE PERPÉTRÉ AU RWANDA EN 1994 : *Rapport*. République du Rwanda, 15 novembre 2007.
- [4] Laure CORET et François-Xavier VERSHAVE : *L'horreur qui nous prend au visage - L'État français et le génocide au Rwanda*. Karthala, janvier 2005. Rapport de la Commission d'enquête citoyenne, 22-26 mars 2004.
- [5] Vanadis FEUILLE et Pierre-Edouard DELDIQUE : *Mission d'étude sur le Rwanda - Retranscription des journaux Afrique de RFI 1990-1994*. Radio France Internationale, Octobre 2006. 2 tomes.
- [6] Alison Des FORGES : *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*. Karthala, Human Rights Watch, Fédération internationale des Droits de l'homme, avril 1999. Traduction de *Leave None to Tell the Story*.
- [7] Jacques HOGARD : *Les larmes de l'honneur - 60 jours dans la tourmente au Rwanda*. Hugo doc., 2005.
- [8] Jean-Claude LAFOURCADE et Guillaume RIFFAUD : *Opération Turquoise*. Perrin, mars 2010.
- [9] Bernard LUGAN : *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*. Éditions du Rocher, mars 2005.
- [10] Monique MAS : *Paris-Kigali 1990-1994 ; Lunettes coloniales, politique du sabre et onction humanitaire pour un génocide en Afrique*. L'Harmattan, 1999.

²⁶⁵. François Luizet, *La France décide de s'interposer*, Le Figaro, 5 juillet 1994, p. 6. <http://www.francegenocidetutsi.org/FranceDecideInterposerLuizet5juillet1994.jpg>

- [11] Éric MICHELETTI : *Le COS, Commandement des opérations spéciales*. Histoire et collections, 1999.
- [12] Pierre PÉAN : *Noires fureurs, blancs menteurs. Rwanda 1990-1994. Enquête*. Mille et une nuits, novembre 2005.
- [13] Gabriel PÉRIÈS et David SERVENAY : *Une guerre noire - Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*. La Découverte, 2007.
- [14] Paul QUILÈS : *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994*. Assemblée nationale, rapport n° 1271, <http://www.assemblee-nationale.fr/dossiers/rwanda.asp>, 15 décembre 1998. Mission d'information de la commission de la Défense nationale et des Forces armées et de la commission des Affaires étrangères, sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994.
- [15] Patrick de SAINT-EXUPÉRY : *L'inavouable - La France au Rwanda*. Les Arènes, 2004.
- [16] Didier TAUZIN : *Rwanda : je demande justice pour la France et ses soldats ! Le chef de l'opération Chimère témoigne*. Ed. Jacob-Duvernet, 4 avril 2011.
- [17] Andrew WALLIS : *Silent accomplice - The Untold Story of France's Role in the Rwandan Genocide*. I.B. Tauris, 2006.